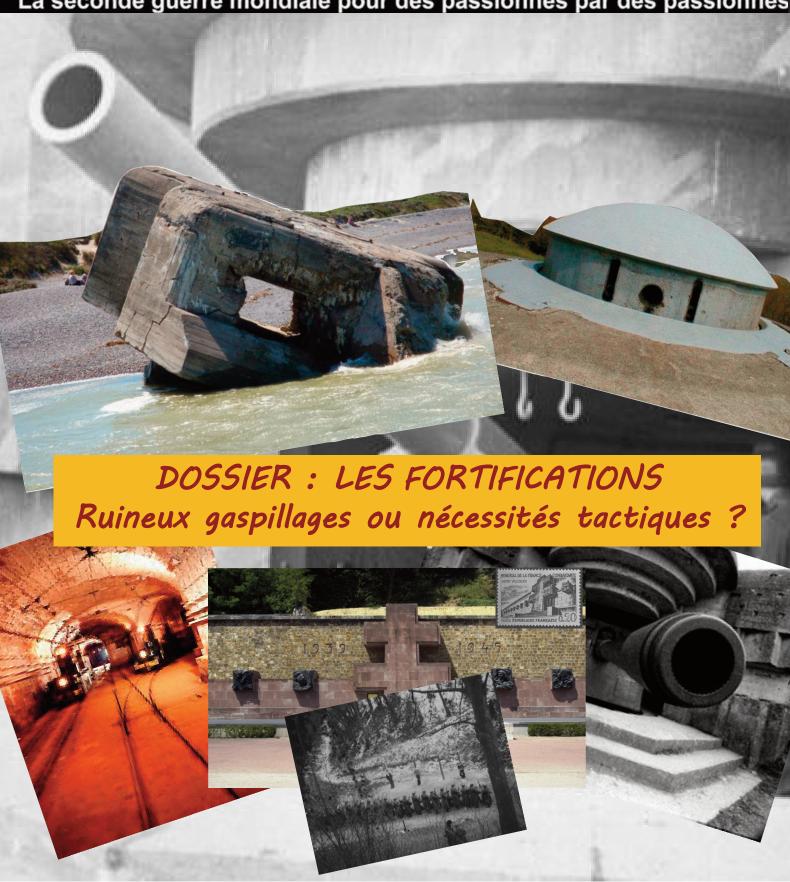
N° 70 MARS AVRIL 2011 www.39-45.org



La seconde guerre mondiale pour des passionnés par des passionnés





Auteurs

Jean COTREZ
Joseph DESMONT
Arnaud FLAMENT
Patrick FLEURIDAS
Daniel LAURENT
Philippe MASSE
Xavier RIAUD
Sebastien SAUR
Prosper VANDENBROUCKE

en partenariat avec







http://www.histoire-pour-tous.fr/



http://www.dowpanzer.be/



http://www.histokit.com/



http://www.histoired1monde.fr/

www.39-45.org/histomag

Contact rédaction Histomag@39-45.org

Fondateur : Stéphane Delogu

Rédacteur en chef : Daniel Laurent

Conseiller de rédaction : Prosper Vandenbroucke Responsables qualité : Nathalie Mousnier, Germaine Stéphan et Laurent Liégeois

Responsable mise en page : Alexandre Prétot

Responsables rubriques : Jean Cotrez et Philippe Massé

LIGNE EDITORIALE

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire. A ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation. Si vous êtes intéressé pour devenir partenaire de l'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.





SOMMAIRE

L'édito	3
Dossier: Les fortifications	
- Les fortifications : un gaspillage ?	4
- Réflexions sur la ligne Maginot	5
- Les forteresses : un bon choix tactique ?	9
- Le mûr de l'Atlantique : mythe ou réalité ?	14
- Eben Emael : le fort « imprenable »	20
- Conclusion	23
Interview de Jérôme Prieur	24
Le mont Valérien, haut lieu de la Résistance	28
Des dentistes morts pour la France	35
Hommage à un résistant belge	39
1940 l'évacuation – Souvenirs d'Arnaud Flament	43
Livre :De gré ou de force – les expulsions en	
Moselle 1940-1944	49
Le coin lecteur	50
Site partenaire : Forum – Les héros oubliés	52



L'édito

Par Daniel Laurent

Chères lectrices, chers lecteurs,

Fidèle à sa tradition, l'équipe de rédaction de votre Histomag'44 a saupoudré ce numéro 70 de poil à gratter en posant, sans vergogne, de mauvaises questions à nos spécialistes des fortifications.

Notre dossier spécial comporte donc nombre d'opinions contradictoires, émises par des contributeurs tous plus sérieux les uns que les autres, ce qui ne fait que montrer que l'Histoire est une science vivante et que, plus de 65 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les points non éclaircis sont légions.

Cette simple constatation est d'ailleurs tout à fait passionnante, votre forum et votre Histomag'44 étant loin, très loin, de tourner en rond sur des acquis intouchables et indiscutables, bien au contraire.

Que nos jeunes membres et lecteurs se rassurent donc ! Ils n'arrivent pas trop tard, ils arrivent juste au moment où l'historiographie de ce conflit est en pleine mutation.

Nous nous permettrons à ce sujet de citer un historien que le rédacteur de cet éditorial a la faiblesse de considérer comme étant son bon maître. Dois-je mentionner son nom ?

« La recherche historique touche de près à d'autres professions, telles que le professorat, le journalisme, la politique, l'organisation des commémorations ou le conseil historique des émissions de télévision. D'où une confusion fréquente entre l'Histoire et les formes innombrables de sa vulgarisation.

Est historien, au sens précis du terme, celui qui présente une question d'histoire de manière novatrice, en l'ayant étudiée lui-même à partir des sources disponibles (et à condition qu'elles soient toutes prises en compte, de façon critique et hiérarchisée). C'est donc, par définition, quelqu'un qui choque, qui réveille

et n'obtient pas spontanément un consensus admiratif. Il comprend d'autant mieux ses détracteurs qu'il a été le premier d'entre eux, lorsqu'il s'est laborieusement extrait de ses préjugés.

La distinction ainsi faite, parmi les auteurs divers de textes ayant trait à l'Histoire, s'applique aussi à leur public. Qu'est-ce en effet qu'un amateur d'histoire ? Quelqu'un qui reçoit béatement des discours en les tenant pour vrais, ou un client exigeant qui tient à visiter les cuisines, et à juger en connaisseur de ce qui s'y concocte ?

Il n'y a pas besoin pour cela d'une grande érudition, même si elle ne nuit jamais (pour peu qu'elle soit dominée). Ce qu'il faut surtout, c'est un esprit critique, analogue à celui du citoyen des démocraties modernes (quand il existe), formé par les systèmes éducatifs (surtout quand ils ne sont pas privés annuellement d'une part importante de leurs moyens par des comptables robotisés).

Les historiens et les pédagogues sont, comme les frères, nécessairement et fonctionnellement ennemis. S'agissant de la Seconde Guerre mondiale, on pourrait dire en première approximation que le pédagogue est l'homme du 8 mai et l'historien celui du « Oui, mais ». À l'un la narration de la course, depuis le port final en fonction du classement, à l'autre les écueils de la traversée. »¹

L'équipe de rédaction, ne se voulant composée ni d'historiens ni de pédagogues, mais de simples amateurs enthousiastes, se contentera de naviguer à vue, entre les écueils et les légendes, afin de mettre à la disposition de tous les curieux le plus grand nombre possible de débats peu abordés par ailleurs. Et si, d'aventure, tel ou tel de nos articles est critiqué, nous nous contenterons de répondre, le sourire aux lèvres : « Oui, mais c'était pour faire avancer le schmilblick. »



Je rappelle que l'Histomag'44, tout en étant très fier de bénéficier de l'aide d'historiens professionnels, ouvre ses colonnes à tous, y compris et surtout aux historiens de demain.

Une idée, un projet, contactez la rédaction!

À bientôt.



Les fortifications, un gaspillage?

Par Daniel LAURENT

 $E_{\text{a généré une intense activité de } \text{w bétonnage } \text{w sur tous les fronts et dans tous les camps.}$

Par exemple, le budget de construction de la Ligne Maginot se situe aux environs de 3 milliards 300 millions de francs de l'époque¹, soit environ 1,8 milliard d'euros actuels (valeur 2002). Et tout cela pourquoi ? Se faire contourner et prendre à revers. Ces sommes pharamineuses n'auraient-elles pas été mieux utilisées ailleurs notamment pour doter l'armée française d'unités blindées puissantes et autonomes comme le demandait à cor et à cri un certain colonel de Gaulle ?

Mais cette frénésie de constructions de casemates ou de bunkers se retrouve chez tous les belligérants et nous aborderons dans ce dossier des cas français, belges et allemands.

Tout en sachant bien que je suis un novice dans ce domaine particulier, je ne peux m'empêcher

d'être étonné, perplexe, en réalisant l'étendue de ces travaux, notam-

ment à la lecture des articles BTP de l'Histomag'44 et de la section fortifications du

forum 39-45.org.
Les responsables qui
ont engagé ces travaux fort coûteux en
temps, en énergie
et en finances ontils été dispendieux, ont-il
manqué de jugement ? En voyant

les résultats, très maigres dans tous les pays, on peut se poser la question. La Seconde Guerre mondiale fut une guerre de mouvement comme le

montre la liste des batailles décisives en Europe : invasion de la Pologne, puis de la Bel-

gique, de la Hollande et de la France en quelques semaines par la Wehrmacht

en 1939-40. Les nazis ont même inventé un terme à ce sujet : Le Blitzkrieg²

Puis la course échevelée vers Moscou en 1941, après quelques raids motorisés vers la Yougoslavie et la Grèce.

Quand les choses devinrent plus difficiles pour le Reich, les campagnes soviétiques sur le Front de l'Est et alliées à l'Ouest sont, elles aussi, basées sur le mouvement d'unités motorisées.

Les quelques tentatives allemandes de créer ou d'improviser des lignes fortifiées tournèrent toutes à l'échec, qu'il s'agisse de Stalingrad, de l'Italie ou de la Normandie.

1 : Faites sauter la ligne Maginot, Roger Bruge, Fayard, 1973.

2 : Guerre-éclair.

Notons au passage que la dernière tentative de résistance sérieuse de la Wehrmacht à l'Ouest ne se passa pas sur la Ligne Siegfried mais par un assaut en Ardennes.

Et que dire des fameuses « poches de l'Atlantique » ? Certes, Saint-Nazaire, par exemple, a tenu bon jusqu'à la reddition sans conditions du Reich, mais les Alliés ont-ils vraiment tenté de prendre cette forteresse ? Non, ils se sont contentés d'encercler la poche avec quelques troupes américaines et des unités sous-équipées, d'uniformes disparates et de matériels de prise de guerre, formées d'ex-FFI bretons, dont notre ami Roger Lenevette.³

Un rare cas, le seul à ma connaissance, de résistance victorieuse d'une forteresse est le siège de Leningrad. Mais les casemates étaient rares et c'est avec leurs poitrines que les soviétiques ont empêché la Wehrmacht de prendre cette « Festung ».4

Tout ceci montre que si les fortifications furent largement employées pendant ce conflit, le concept avait une guerre de retard

> et n'était plus capable d'assurer la sécurité du territoire qu'il était censé interdire à

l'ennemi.

C'est d'ailleurs le concept même de stratégie défensive qui s'est écroulé dans les ruines de Berlin.

En effet, à quoi le Reich doit-il ses premières victoires ? Au Blitzkrieg. Et comment les Alliés en sont-ils venus à

bout ?

Quelqu'un nous l'a expliqué dés le 18 juin 1940 :

« Nous avons été surpris et submergés **par la force mécanique**, la tactique de l'ennemi. [...] Toutes les fautes

qui ont été commises n'empêcheront pas qu'un jour l'ennemi sera écrasé. Cela pourra se faire **grâce à une force mécanique supérieure encore**⁵. » (Souligné par moi).

Beaucoup d'acier dans cette « force mécanique » mais je n'y vois pas de béton.

Voyons ce que les spécialistes ont à nous en dire...

3: Voir ses souvenirs: http://www.histoquiz-contem porain.com/Histoquiz/Lesdossiers/LaFrance1939 1945/bretagne/Dossiers.htm

4 : Forteresse

5 : Charles de Gaulle - Appel du 18 juin



Réflexions sur la Ligne Maginot

Par Jean COTREZ

On entend souvent dire que la ligne Maginot n'a servi à rien puisque les Allemands en ont fait le tour. Et bien justement, s'ils en font le tour c'est que son rôle de dissuasion joue et que, conformément au plan Dyle, les Allemands violent la neutralité Belge et Hollandaise pour se rabattre vers la France. On envoie donc le GA1 et le BEF pour contrer l'ennemi sur le territoire belge dans un combat frontal et voilà la guerre est terminée...

Seul détail de l'histoire, le plan Dyle ne prend pas en compte la possible traversée du massif des Ardennes par une armée entière, blindés compris. D'ailleurs il est tellement infranchissable que la « vraie » ligne Maginot, comprenez par là les ouvrages lourds avec une artillerie puissante, s'arrête en face de l'épaisse forêt pour n'être plus qu'une ligne distendue de petits ouvrages (PO) équipés d'armes automatiques légères et quelques armes anti-chars.

Cinq secteurs, qu'il convient de nommer, vont prendre de front l'assaut allemand après la percée des Ardennes :

- Position de Longwy
- Sedan et Monthermé
- Solre-le-château
- Position de la Ferté
- Maubeuge

Le reste de la ligne Maginot (LM) reste en dehors de ces combats, comme une continuation de la drôle de querre.



http://michelsberg.pagesperso-orange.fr

État des lieux

La ligne Maginot est à peu près terminée, du moins pour les ouvrages principaux, lors de l'offensive de 1940. Le gouffre financier est tel que l'on a rogné où l'on pouvait. Sur le programme d'abord (économies d'échelle) : il n'y a pas de seconde ligne et la LM est interrompue. Si l'on passe le premier rideau défensif, la route de Paris est ouverte. Sur des points de détail ensuite (économie de détails) : par exemple, sur nombre de photos prises après les combats, on s'aperçoit que de nombreuses embrasures de tir sont garnies... de sacs de sable.

En effet les plaques blindées obturatrices n'ont pas toutes été livrées. Il ne faut pas beaucoup de temps aux assaillants pour noter ce point faible et investir les ouvrages par là à grand renfort de lance-flammes.

La percée fulgurante allemande a d'autres causes. Comme certains films de comique troupier l'ont mis en exerque parfois en forçant un peu le trait (rappelez-vous : « pas si vite... »), les ordres de retraite sont parfois donnés un peu trop vite. Cette remarque s'adresse aux occupants des blockhaus mais aussi aux régiments à l'arrière de la ligne de défense qui sont chargés de couvrir les fortifications. Ceci concerne en particulier l'artillerie qui, si elle avait été présente, aurait pu engager les troupes allemandes se lançant à l'assaut des fortins. Or, entre ordres de repli et rumeurs d'arrivée imminente des hordes germaniques et de leurs panzers, des mouvements de retraite, parfois même de panique en abandonnant tout le matériel, se produisent ici et là. C'est par exemple le cas dans le secteur entre Sedan et la Ferté.

Enfin dans cette partie du front, la Luftwaffe a les mains presque libres. Et les Stukas sont systématiquement appelés à la rescousse lorsqu'il s'agit d'attaquer des blockhaus. Leurs bombardements en piqué font des ravages. À ce sujet, il semble que les pilotes ont dans certains cas inauguré une tactique spéciale, consistant à lâcher leurs bombes en avant des tourelles blindées afin d'obstruer les créneaux de tir ou d'observation par les gravats déplacés par l'explosion des bombes, les rendant ainsi inutilisables par les défenseurs.



Dans les entrailles de la ligne

Enfin des décisions du haut commandement laissent perplexes. Ainsi, un secteur fortifié de la région de Maubeuge est tenu, non par des troupes de forteresse (RIF) mais par la 4ème DINA (division d'infanterie nord Africaine). Or les ordres de cette division sont d'entrer en Belgique en cas d'invasion allemande. Le 10 mai donc, la division se regroupe et se dirige vers la Belgique en abandonnant les blockhaus qu'elle occupait depuis le mois de mars. Le hic c'est qu'aucune troupe de relève ne vient prendre sa place, laissant un secteur de 20 km de front avec des blockhaus vides d'occupants!





Pendant les combats

Secteur Trieu-du-Chêneau:

les panzers de Rommel avancent. Les blockhaus font le travail et détruisent les 4 blindés de tête. L'artillerie française en arrière arrose les assaillants. Pendant un moment, la 7ème Panzer division de Rommel est stoppée. Soudain l'artillerie française cesse le feu, à court de munitions... les blockhaus sont livrés à eux mêmes. L'infanterie allemande jusqu'alors bloquée par le barrage d'artillerie en profite pour s'approcher et jette des charges explosives par les embrasures de tir.

35 hommes se rendent aux Allemands...

Secteur de l'Escaut :

après la chute de Maubeuge, ce secteur se retrouve en première ligne. Il est composé de quelques PO et du vieux fort de Maulde légèrement renforcé par 2 casemates bétonnées. Le 21 mai, les premiers combats ont lieu. Le fort est bombardé par des 88 et par un obusier Skoda de 305 mm. Peu de dégâts...

Le secteur tient bon. Sous les assauts répétés, les PO tombent tour à tour. Le vieux fort résiste mais seul désormais. Le 26 mai, alors qu'il tient toujours, la garnison reçoit l'ordre d'abandonner le fort pendant la nuit. Le 27 devant un calme troublant, les Allemands envoient une patrouille, en reconnaissance sur le fort, qui découvre l'ouvrage vide de tout occupant.

Le fort « tombe ».

Secteur de la Sarre :

le 14 juin. Cette date tardive montre combien les Allemands craignent l'affrontement avec la LM. Pourtant le secteur en question n'est pas doté d'ouvrages lourds. L'opération « Tiger » est déclenchée avec 9 divisions, 1 000 canons et l'appui de la Luftwaffe. En face, 2 divisions classiques, 3 régiments de mitrailleurs et le 133ème RIF. L'attaque débute le 14 à 6 h 00. Le soir les Allemands stoppent l'offensive devant la résistance acharnée des Français. Sur ces entrefaites, un officier français porteur de l'ordre de repli général (décrété le 12 juin par Weygand) est fait prisonnier. Contre-ordre allemand, on repart à l'assaut le lendemain matin. Cet assaut face à des blockhaus vides est couronné... de succès.

Ces 3 exemples montrent que si certains blockhaus de la LM sont tombés aux mains de l'ennemi, ni la fortification, ni les hommes qui la servaient ne sont responsables des faits.

Le drame du PO de la Ferté

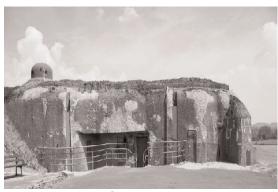
Ce PO composé de 2 blocs est situé dans la région de Montmédy près du village de Villy. À cause des restrictions évoquées plus haut, le premier bloc n'est pas équipé de sa tourelle de 75 comme initialement prévu. À la place il possède un canon de 47 antichar et quelques FM.

Le second bloc dispose bien d'une tourelle à éclipse pour 2 canons de 75 mais ils ont été remplacés par des canons de 25 mm. En mai 1940, le PO est tenu par 2 officiers et 105 hommes.

Les combats contre la 71ème division d'infanterie allemande débutent le 16 mai. Le 17, les liaisons téléphoniques sont coupées par les bombardements à coup de 210 et le PO ne communique plus que par radio. Problème : les messages sont brouillés par les Allemands. Le 18 en fin de journée, les pièces de 88 tirent sur les cloches blindées. Après 30 minutes de ce bombardement, les sapeurs s'approchent des cloches qu'ils font sauter à l'aide de charges explosives, y compris la tourelle à éclipse (charge de 40 kg d'explosif!). Le soir même une contre-attaque est lancée par de l'infanterie et des blindés. Mais l'artillerie ennemie stoppe cette tentative de dégagement de l'ouvrage.

Le lieutenant Bourguignon constatant à quelles extrémités en sont arrivés ses hommes, qui sont par la force des choses devenus une troupe « non combattante », demande à sa hiérarchie (3ème DIC), l'autorisation de sortir. L'état-major refuse en prétextant l'imminence d'une contre-attaque de dégagement.

Le 19 au matin le PO de la Ferté ne répond plus au téléphone (les communications avaient été rétablies dans la matinée du 18 mai). Le 20 les Allemands tentent de pénétrer dans l'ouvrage mais y renoncent à cause des fumées dues aux destructions.



PO de la Ferté (photo maginot60888.blog4ever)

Dans la nuit du 24 au 25 mai, une patrouille française atteint le PO, y pénètre et découvre des cadavres de défenseurs dans l'escalier d'accès. Ils ne poussent pas plus loin l'investigation à cause de l'atmosphère irrespirable dans l'ouvrage et des patrouilles allemandes!

Le 2 juin enfin, les Allemands investissent l'ouvrage et découvrent dans la galerie souterraine reliant les 2 blocs dans laquelle les hommes avaient trouvé refuge, la totalité de l'équipage de l'ouvrage morts asphyxiés par les émanations d'oxyde de carbone, portant encore leurs masques à gaz. Bilan: 87 morts.

Ces blockhaus invaincus

Depuis le 13 juin, la retraite générale est ordonnée. Le 17, Pétain annonce sur les ondes qu'il va parlementer avec Hitler. Les gros ouvrages de la LM possèdent des réserves d'armes et de munitions pour plusieurs mois et certains de leurs officiers sont déterminés à poursuivre le combat, même s'ils savent qu'ils sont désormais complètement isolés et sans aucun espoir de secours.

C'est le cas par exemple de l'ouvrage de Fermont. Le 21 juin, sa tourelle de 75 tire sur les Allemands en marche vers Metz. La 161ème ID est chargée de faire taire l'ouvrage aidée en cela par 2 obusiers de 210 et 2 de 305. Après 2 heures de préparation d'artillerie, l'infanterie attaque. Elle est mise à mal par les mitrailleuses de l'ouvrage voisin de Latiremont. L'assaillant se retire, laissant sur le terrain plus de 80 tués. Du côté français, 2 morts seulement sont à déplorer. L'ordre de cesser les assauts contre les gros ouvrages de la ligne Maginot est donné. Le 25 juin, le Fermont est toujours opérationnel !



L'ouvrage de Michelsberg, quant à lui est attaqué le 22 sans préparation d'artillerie préalable. Échec total. Les canons de 75 tirent jusqu'à 25 coups/mn sur l'assaillant. Von Arnim arrête les frais et envoie des plénipotentiaires pour demander la reddition des occupants. Ils sont éconduits.

Le Simserhof près de Bitche est l'ouvrage majeur du secteur fortifié de Rohrbach. De par le feu de son artillerie, il couvre les PO des environs mais ne fait que retarder l'échéance en ce qui concerne leur capture. Du 20 au 24 juin, il tirera 13 500 obus. Le jour de l'armistice, il a encore assez de munitions pour tenir 3 semaines...

Le Schoenenbourg, enfin, joue le même rôle protecteur que le Simserhof. Il bloque plusieurs offensives sur des ouvrages mineurs de la région. Cela entraîne l'arrêt des offensives et les Allemands concentrent leur artillerie et leur aviation sur l'ouvrage qui les gêne tant. Le bombardement dure 3 jours. À la fin des combats, on relève 160 impacts de bombes, 50 coups de 420 et 33 de 280 !



Le Fermont (photo ot-longuyon)

L'armistice entre en vigueur le 25 juin à 00 h 35. Certains commandants de fort ont bien reçu l'ordre de capitulation par la radio civile mais refusent de livrer leurs ouvrages, exigeant une confirmation écrite et officielle.

Sur la rive droite de la Moselle, il faudra l'intervention d'officiers français accompagnant les Allemands pour demander aux réfractaires de livrer leurs blockhaus à l'ennemi intacts et de se constituer prisonniers.

Le 2 juillet la ligne Maginot n'existe plus.

À ce sujet selon les lois de la guerre, ces valeureux soldats s'étant rendus après l'armistice, ils n'auraient pas du être faits prisonniers. Ils auraient du être envoyés en zone libre. On sait le peu de cas que firentt les Allemands d'alors des règlements internationaux et ces hommes rejoignirent leurs compagnons d'armes dans les camps de prisonniers en Allemagne!

Conclusion

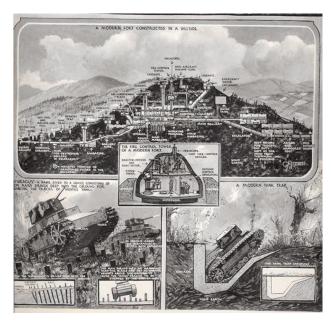
Ces quelques lignes n'ont surtout pas la prétention de refléter fidèlement les combats autour de la ligne Maginot, ni même d'en faire un résumé. Une abondante littérature s'en est déjà chargée. Elles veulent seulement rappeler que, certes, la ligne a été vaincue mais que dans certains cas, elle est tombée les armes à la main et l'honneur sauf. Tout comme a été galvaudée la valeur combative de l'armée française durant cet été 1940, poussant parfois la critique jusqu'à la caricature, avant que certains historiens ne se penchent sur le sujet et révèlent que dans beaucoup de cas les

combattants sur le terrain ont été courageux et ont infligé des pertes sévères à la puissante armée allemande, on s'est aussi beaucoup moqué de la ligne Maginot.

On peut aujourd'hui grâce à toute la littérature qui lui est consacrée tirer quelques enseignements des évènements qui ont concerné cette ligne Maginot.

1/ On sait qu'à cause du gouffre financier qu'elle représentait, elle n'a pas été établie selon les plans originaux et que, par exemple, elle n'a pas été prolongée jusqu'à la frontière belge, donc face au massif des Ardennes là où a percé l'ennemi. Même si on a prétendu plus tard que sa prolongation avait été jugée inutile car officiellement, il était impossible de franchir cette forêt dense! Pour les mêmes raisons budgétaires on a rogné sur l'équipement (on a évoqué le cas des plaques obturatrices blindées des créneaux de tir), on a également restreint l'armement prévu à l'origine, soit en supprimant carrément une tourelle qui était prévue, soit en la maintenant mais en remplaçant ses canons par des armes légères. Enfin il n'y a pas eu de construction de seconde ligne en profondeur pour pallier une percée éventuelle du premier rideau défensif.

2/ La première ligne était censée être couverte à l'arrière par l'artillerie rendant toute approche de l'infanterie ennemie sur les ouvrages très meurtrière. Enfin une fois l'ennemi stoppé par la ligne fortifiée, une armée de campagne cantonnée à l'arrière devait contre attaquer et repousser l'assaillant, épaulée pour cela par les blockhaus qui devenaient alors une arme offensive et non plus défensive. En réalité, après la percée des Ardennes, l'ordre de repli général promulgué par le GQG français est appliqué à la lettre et c'est là que l'on aura à déplorer certaines défections inexplicables. Fuites, désertions, abandons d'ouvrages avant même d'être attaqués. Plus d'artillerie de soutien et plus de force de contre-attaque. Les blockhaus sont livrés à eux-mêmes et on sait depuis toujours qu'une défense fixe à toujours le dessous face à une force mobile.



La Ligne Maginot expliquée par le dessin...
http://longstreet.typepad.com



3/ Enfin incurie du haut commandement français qui, comme dans la conduite de la guerre de mouvement lors du plan Dyle puis de la retraite qui s'en est suivie, commet des erreurs qui laissent encore pantois auiourd'hui.

Il laisse volontairement, faute de relève, des ouvrages vides de tous défenseurs face à l'ennemi qui approche. L'officier commandant un ouvrage qui ouvre le feu sur l'ennemi qui passe à portée de ses pièces se voit faire ce reproche, qui replacé dans le contexte ne manque pas de sel :

« Qui vous a autorisé à ouvrir le feu sans ordre du QG? » Cela ressemble un peu aux nombreux témoignages des soldats français relatant que, pendant la drôle de guerre, alors que 2 armées se faisaient face à quelques dizaines de mètres parfois, rappelant par là les combats de 14-18, nos soldats avaient l'ordre de ne pas tirer... afin de ne pas provoquer la riposte de l'ennemi!

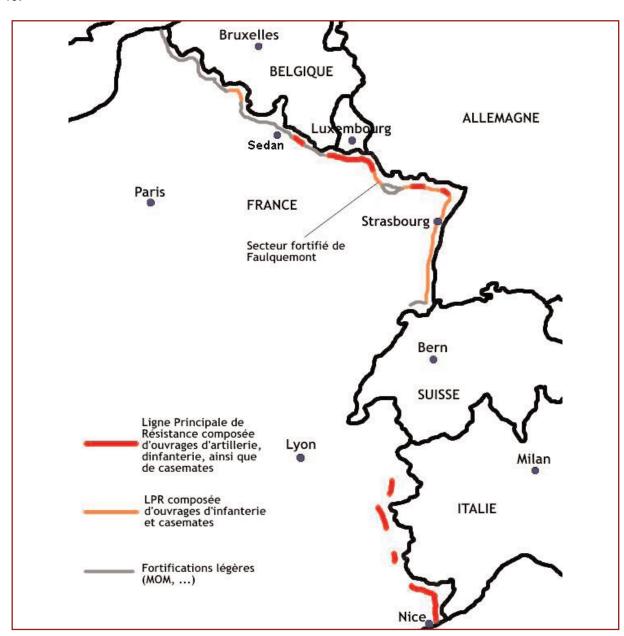
Ces 2 exemples sont représentatifs de l'état d'esprit des hommes qui sont aux commandes des armées en 1940. Pour terminer, rappelons le sacrifice des hommes de l'ouvrage de la Ferté qui, bien que désarmés, se sont vu refuser l'autorisation de se rendre par cette même hiérarchie et ont payé le prix ultime pour cette bêtise.

Alors, sans refaire l'histoire, mais comme nous l'avons fait pour le mur de l'Atlantique de Rommel, on peut se demander ce qu'il serait advenu si la construction et l'équipement de notre ligne Maginot avaient été menés à terme y compris en face des Ardennes ?

La différence entre les 2 systèmes est que Rommel en 1944 n'a que quelques mois devant lui pour établir ses positions et que l'armée allemande est quasiment à l'agonie alors que dans le cas de Maginot, on a le temps dans le milieu des années 30 (ligne terminée en 1936) et que nous avons la meilleure armée du monde, enfin le croit-on.

Sources

- Militaria magazine HS 59.
- Roger Bruge, On a livré la ligne Maginot, Fayard, 1979.



La Ligne Maginot (Plan Maginotmoselle.free)



Les forteresses : un bon choix tactique ?

Par Patrick Fleuridas

Les objectifs

L'édification des fortifications sur les côtes ouest de l'Europe se fait en plusieurs étapes. Dès 1941, l'OT, Organisation Todt, du nom de son créateur, Fritz Todt, commence la construction de bases protégées pour sous-marins sur la façade atlantique. Les autres ports occupés par la Kriegsmarine sont eux aussi fortifiés. Le reste des côtes, classé zone interdite depuis l'armistice de juin 1940, n'est que faiblement protégé, mis à part le secteur du Pas-de-Calais où sont installées plusieurs batteries lourdes destinées à protéger les futures troupes d'invasion vers l'Angleterre lors de la traversée de la Manche.

La directive nº 40

Il faut attendre la directive n° 40 d'Adolf Hitler (die Weisung n°40) pour voir un plan d'ensemble homogène et nouveau. Hitler est conscient du risque que représente un débarquement allié sur des côtes mal protégées, avec pour conséquence la création d'un second front, ce qu'il redoute avant tout.

Il ordonne donc tout un ensemble de mesures, dénommé « Küstenverteidigen », défenses côtières afin de fortifier celles-ci.

Trois modèles d'organisation sont créés :

- 1. La plus dense : « zone de défense » ou « Verteidigungsbereiche »
- L'intermédiaire, le groupe de points d'appui ou « Stützpunktgruppe »
- 3. Le plus petit ou « Stützpunkt ».

L'OT est chargée d'édifier 15 000 ouvrages sur les 4 400 kilomètres du front, de Kirkenes au Cap Nord à la frontière franco-espagnole au sud. Ils doivent être achevés pour le 1er mai 1943. Pour cela, elle disposera des moyens suivants :

- -Festungspioniere, troupes du Génie spécialisées dans la construction des fortifications.
- -RAD, Reich Arbeit Dienst, le service du travail du Reich.
- -Main d'œuvre réquisitionnée, STO.
- -Prisonniers de guerre : Soviétiques, Polonais, Français, Belges, et républicains espagnols réfugiés en France.
- -Entreprises du BTP sous contrat.

Voici un résumé de cette directive n°40, acte fondateur du Mur de l'Atlantique.

Les principes de la directive

- 1. Anticipation d'un débarquement allié, même partiel, par l'observation renforcée et perma nente d'éventuels préparatifs.
- 2. Interdire à l'ennemi la conquête d'un ou plusieurs aérodromes et protection accrue des installations militaires stratégiques.

Les instructions générales pour la défense côtière

- Collaboration étroite des trois armes, terre, air et mer.
- Connaissance des mouvements et intentions de l'ennemi afin de réagir rapidement et de l'anéantir le plus loin possible des côtes. Rétablir la vigilance et la combativité des troupes en place.
- 3. L'ennemi doit être anéanti dès sa tentative de débarquement par des contre-attaques rapides et puissantes, afin de le rejeter à la mer. Aucun commandement ni aucune unité ne sont autorisés à reculer. Toutes les troupes disponibles dans le secteur doivent être dirigées vers le lieu du combat.
- L'articulation et l'organisation des fortifications doit se faire à partir des secteurs susceptibles d'être des objectifs, et transformés en territoire fortifié.
- 5. Coordination complète des trois armes sur décision du commandement responsable.
- 6. Les secteurs fortifiés doivent être défendus jusqu'à la dernière extrémité, même face à un ennemi supérieur en nombre. L'approvisionnement en munitions, en ravitaillement et en eau doit être suffisant afin de ne pas contraindre à la capitulation.
- 7. La surveillance des côtes et les reconnaissances doivent être rapidement exploitées par le commandement responsable.
- 8. Pour les états-majors et unités engagés à proximité de la côte, ils doivent se considérer dans une zone de combat et non de repos, afin de pouvoir s'opposer rapidement à toute tentative de débarquement.
 La population civile pourra être évacuée si nécessaire.

Pouvoirs de commandement

- 1. Les commandements désignés pour chaque secteur ont pleins pouvoirs dans le cadre de cette mission sur toutes les forces militaires et civiles présentes sur leur territoire.
- 2. Ces commandements sont responsables de l'organisation du ravitaillement et de l'approvisionnement indispensable aux défenses côtières, ainsi que de l'instruction des troupes.
- 3. Les installations importantes, tant militaires qu'économiques ou stratégiques comme les bases pour sous-marins, doivent être incorporées dans des secteurs fortifiés. L'infanterie doit assurer la défense de toutes les positions isolées. L'artillerie doit pouvoir protéger ses positions isolées. Les nouvelles batteries seront confiées en priorité à la Kriegsmarine pour objectifs navals.
- 4. Ces mêmes pouvoirs et obligations sont étendus au niveau local jusqu'au grade de commandement de secteur.



 Les forces aériennes et maritimes restent subordonnées à leur commandement respectif. Elles sont tenues de satisfaire aux exigences des commandants responsables en cas d'attaque ennemie.

Missions particulières

- La Kriegsmarine est chargée de l'organisation et de la protection de la navigation côtière. Engagement de l'ensemble des batteries sur objectifs marins ainsi que de ses forces maritimes.
- La Luftwaffe est chargée de la défense aérienne du territoire côtier. Perfectionnement et protection des installations aériennes au sol.

L'ensemble de ces instructions et recommandations peut paraître suffisant afin d'organiser et mettre en place la nouvelle tactique défensive à l'Ouest. Pour autant dans sa directive n° 51 du 3 novembre 1943, Hitler va préciser davantage les objectifs à atteindre, les moyens à mettre en œuvre, et rappellera le fonctionnement de la chaîne de commandement.

La directive nº 51

Le front de l'Est et ses durs combats, la défaite de Stalingrad et la lutte à mort qui s'est engagée là-bas ont petit à petit affaibli la capacité de riposte des Allemands à l'Ouest. Divisions affaiblies en effectif ou déplacées, matériel incomplet ou obsolète. Hitler est persuadé que le débarquement peut avoir lieu dès le printemps prochain dans le secteur du Pas-de-Calais, mais il craint aussi pour le Danemark.

Voici un résumé de cette directive n°51, second volet de l'édification du Mur de l'Atlantique.

Les principes de la directive

- Rappel de la situation militaire. La perte de territoires à l'Est porte moins à conséquence, du fait des étendues, qu'une percée à l'Ouest au niveau du Pas-de-Calais, ou du Danemark, car l'envahisseur serait au plus proche des centres vitaux et du territoire allemand.
- Renforcement des troupes et du matériel et valorisation des unités en place par une instruction militaire complète ainsi que des exercices permanents.
- Constitution de réserves offensives et mobiles pour contre-attaquer rapidement et efficacement.

Armée de terre

- Répartition des armements et affectation de blindés supplémentaires. Transformation de la 2ème division aéroportée en unité mobile semi blindée. Répartition de 200 canons anti-char PaK 40 et 43, dont la moitié mobiles. Attribution de 1 000 MG 42, et amélioration de la puissance de feux des batteries existantes.
- 2. Aucun déplacement d'unités blindées ne peut se faire sans l'autorisation d'Hitler.
- 3. Le commandement à l'Ouest organisera des manœuvres et exercices en utilisant toutes les forces disponibles, afin d'optimiser au maximum les temps de réaction face à l'invasion.
- 4. Création de régiments de réserve à partir de toutes les unités militaires et paramilitaires : bataillons de sécurité, bataillons de travailleurs, unités d'instruction et de convalescents...

Le reste des personnels disponibles sera formé en bataillons de marche et armé.

Armée de l'air

Elle doit renforcer sa capacité offensive et défensive. Des unités de DCA mobiles seront prélevées sur la défense territoriale ainsi que dans les écoles et centres d'instruction. Multiplication des aérodromes afin de permettre la plus grande capacité d'intervention de la chasse. Approvisionnement maximal des unités et mise en place de camouflages efficaces.

Marine de guerre

Elle doit être prête à engager rapidement toutes ses forces contre la flotte de débarquement. L'achèvement des batteries en construction doit se faire dans les meilleurs délais. De nouvelles installations doivent être étudiées.

Tous les soldats en provenance des écoles, centres d'instruction et autres installations terrestres seront mobilisables et versés dans des unités de sécurité. Cela concerne aussi les forces sous-marines de la mer du Nord.

Waffen SS

Le Reichsführer SS sera responsable de la mise à disposition des forces de la Waffen SS et de la police pour des missions de combat. Il devra former des unités de combat et de sécurité à partir des dépôts d'instruction, de réserve et de convalescents, ainsi que des écoles militaires du Reich.

Compte-rendu

Les commandements supérieurs des trois armes, le Reichsführer SS, le chef d'état-major général de l'armée de terre (OKH) le commandant en chef à l'Ouest, le chef de l'armement et de l'armée de réserve, l'inspecteur général de l'arme blindée ainsi que le commandant en chef au Danemark devront rendre compte au 15 novembre des mesures prises.

L'exemple de Saint-Nazaire

Cette ville portuaire, siège d'importants chantiers de construction navale, abrite depuis juin 1941 une base pour les sous-marins des VIème et VIIéme flottilles. Sa situation géographique, à l'embouchure de la Loire, coupe presque en deux parties le système de défense. Ainsi le secteur Nz (Nz pour Nazaire) s'étend à 70 % au nord de la Loire, et 30 % au sud.

Les prescriptions de la directive n° 40 sont respectées. Voici le tableau de la situation à l'été 1944, au moment de la formation de la Poche de Saint-Nazaire.

Le commandement

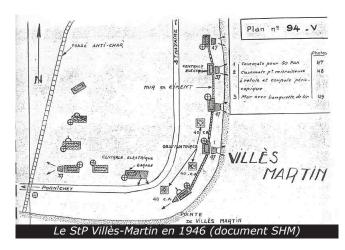
Conformément aux instructions, le commandant de la forteresse, der Festungkommandant, a autorité sur l'ensemble des forces stationnées. C'est M. Hünter qui est à ce poste jusqu'au 28 septembre 1944, puis le général W. Junck le remplace et, militaire fidèle, il tiendra son rôle sans défaillir jusqu'à la reddition le 11 mai 1945.

La Marine

Deux batteries lourdes (24 cm) de la Marine se trouvent de chaque côté de l'estuaire, complétées parune batterie de 4x17 cm sous casemate à la Pointe



de l'Eve. Une batterie correspondante était prévue sur l'autre rive, à la Pointe de Préfailles, mais les casemates sont réduites de moitié ainsi que l'armement, avec des canons de 7,5 cm. Enfin toujours sud-Loire, au Pointeau, une batterie de 4x10,5 cm sous casemate complète le dispositif. Des travaux sont en cours à Batz-sur-Mer, Tu 301, pour l'installation de trois canons de 30,5 cm sous casemate, mais seul le premier emplacement, composé de la soute et du pivot pour le canon, est achevé. Pour le second emplacement, le bloc pour le pivot est bétonné,quant au troisième, il n'en est encore qu'à l'état de la fouille et les canons sont indisponibles.



La zone de défense

L'ensemble du programme des constructions n'est pas achevé. Certaines positions sont même inexistantes. Ici et là, les casemates et les abris sont en place, mais l'aménagement intérieur est incomplet avec par exemple l'absence des portes blindées, y compris parfois celles de l'entrée...

L'imposante casemate du type 663a au Pointeau, n'a pas reçu son armement et n'est pas entièrement terminée.

La zone compte cinq Stützpunkt, trois au nord et deux au sud.

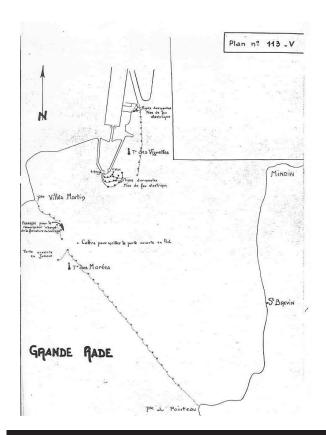
Le port, est particulièrement bien défendu avec plus de 64 ouvrages. Il est classé Stützpunkt « U-Boot hafen » en ne regroupant pas moins de sept positions. L'avant-port est sécurisé par plusieurs lignes de mines à commande électrique.

L'accès dans l'estuaire est contrôlé. Ainsi entre Le Pointeau au sud, et Villès-Martin au nord, une chaîne avec des mines magnétiques est en place. Le passage se fait obligatoirement le long de la côte au niveau du StP de Villès-martin. Un remorqueur ouvre et ferme un étroit passage au gré des demandes, sous la protection des ouvrages construits en bordure même de la rive.

Sur le front terrestre, les batteries sont en place, toutes sous casemates. En retrait de la côte, elles sont toutefois orientées vers la mer... La ligne principale de combat est disposée en arc de cercle autour de la ville. C'est une suite de points d'appui, plus ou moins importants en fonction de la géographie des lieux, comme par exemple au nord de St-Nazaire où les marais de Brière forment un obstacle infranchissable. Sur des emplacements régulièrement espacés, des ouvrages performants du type R 634, pour mitrailleuses lourdes sous cloche blindée, sont construits. Environ 400 ouvrages, du simple tobrouk aux plus grosses casemates sont recensés sur le secteur.



Exemple d'absence de porte à l'entrée d'un ouvrage. Les échancrures de chaque côté sont destinées à la mise en place des pattes de fixation. (PF)



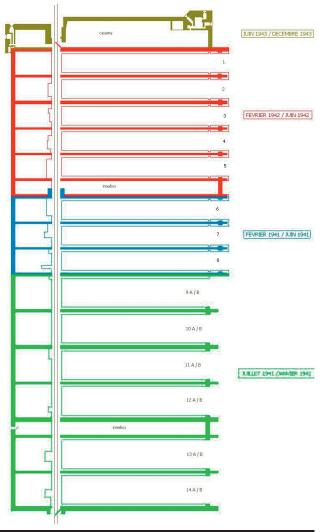
L'accès au port (document SHM)



La base pour sous-marins

Achevée au niveau des alvéoles, quatorze en tout, le toit est en cours de renforcement. La seconde dalle est en cours d'installation sur les alvéoles 13 et 14. La superstructure « fangost », destinée à piéger les bombes de grande puissance, n'existe que sur un tiers du toit et de manière incomplète. Une seconde cloche blindée pour mortier automatique M 19 est simplement posée (elle restera en place sur le toit plusieurs années après la guerre).

Seule une extension tout au long du côté sud de la base est en construction. Il s'agit d'un second casernement semblable à celui existant au nord. Dès le mois de juin 1944, les premiers membres de l'OT quittent Saint-Nazaire, et les travaux s'arrêtent.



Plan de la base de Saint-Nazaire en 1944 (PF)

Approvisionnements

Conformément à la directive, les stocks, tant en munitions qu'en produits alimentaires sont importants, même si les restrictions de nourriture sont strictes. À la Libération, les alliés découvrent dans une des alvéoles de la base de très grandes quantités de réserves en tout genre, de quoi tenir des mois encore. Seul le manque de carburant ainsi que l'énergie électrique posent un problème réel.

Réorganisation des troupes

Le départ des deux flottilles de sous-marins en juillet 1944 entraîne la mise en sommeil de la base et ses nombreux ateliers. Tous les personnels en âge de porter les armes, ouvriers de la base, marins, service de l'intendance, du ravitaillement, de santé, Feldgendarm, ainsi que les artilleurs de plusieurs batteries côtières, subissent un entraînement militaire afin de constituer des groupes de combat, Kampfgruppe, de 400 hommes en moyenne qui rejoindront ensuite le front de la Poche.

Les quelques unités de volontaires russes, les « osts truppen », jugées peu sûres, sont désarmées. Les désertions restent très faibles, le moral général relativement élevé pour des troupes encerclées...

Conclusion

L'exemple de la forteresse de Saint-Nazaire peut sembler concluant : résistance à l'ennemi et fixation des assiégeants alliés autour de la Poche. Maintien des installations stratégiques, la base pour sous-marins. On peut d'ailleurs faire le parallèle avec Lorient. Pour autant les alliés ont abandonné l'idée de conquérir de telles positions surtout après la prise sanglante de Brest.

En résumé:

- Les troupes mobilisées pour l'encerclement sont, majoritairement, des troupes françaises issues de la Résistance.
- Si les installations sont intactes, elles sont inutiles après le départ pour la Norvège des deux flottilles de sous-marins.
- 3. Les Poches de l'Atlantique sont montrées en exemple par la propagande allemande. À l'occasion de la nouvelle année, 1945, c'est la Festung Saint-Nazaire qui adresse ses vœux à l'Allemagne!
- 4. Le port est lui aussi intact, mais ne présente plus d'intérêt, car la Kriegsmarine est complètement surclassée par les marines anglo-américaines.
- 5. Bien retranchées et protégées par leurs bunkers, les troupes allemandes n'ont cependant pas les moyens nécessaires pour une quelconque opération militaire d'envergure en dehors de la Poche. Les seuls combats sur la ligne de front sont limités à de simples escarmouches et « rectification de frontière » entre les deux camps.

Le choix de transformer en un lieu inexpugnable certains ports ou villes n'a pas, à mon avis, apporté de modifications réelles dans la conduite des opérations par les forces alliées.

L'impossibilité pour les alliés d'utiliser un ou plusieurs ports fut elle aussi contournée, et même si les destructions furent massives, à Cherbourg par exemple, il ne faudra que quelques semaines pour débarquer tant bien que mal les énormes quantités de matériels nécessaires à la poursuite de la guerre. Quand au carburant, c'est par un pipeline qu'il arrivera de Grande Bretagne : PLUTO (Pipe Line Unter The Ocean)

Il faut cependant prendre en compte que le Mur de l'Atlantique n'est pas achevé au moment du débarquement allié. À Saint-Nazaire comme sur une grande partie du littoral, les chantiers sont en cours. Une seconde ligne de défense située plus à l'Est à l'intérieur



du territoire français, n'est qu'à l'état de projet et de reconnaissances sur le terrain. Certains secteurs, considérés comme non propices à un débarquement, ne sont que très faiblement fortifiés. Nous sommes loin des images de la propagande allemande montrant une ligne ininterrompue de bunkers, batteries et ouvrages imposants...







Toujours à Tu 301, les travaux inachevés de la seconde casemate pour 30, 5 cm en tourelle. Seule l'embase du pivot fut bétonnée. (Photo: PF)



Casemate non achevée en Normandie. L'ouvrage est en cours de ferraillage, et le coffrage extérieur manque. À noter que l'on est en présence d'une construction classique, n'utilisant pas le système des murs parallèles en parpaings.(Document archives de Normandie)



Le Mur de l'Atlantique, mythe ou réalité?

Par Jean Cotrez

Rommel a dit : « la guerre sera gagnée ou perdue sur ces plages. Nous n'avons qu'une chance de repousser l'ennemi et c'est quand il sera dans l'eau barbotant et luttant pour venir à terre. Nos renforts n'arriveront jamais sur les lieux de l'attaque et ce serait folie que de les attendre... La ligne principale de résistance, c'est la plage... Croyez-moi, les premières 24 h 00 de l'invasion seront décisives, pour les Alliés comme pour l'Allemagne, ce sera une longue journée! »

Quelque peu visionnaire, l'inspecteur général de l'atlantikwall (AW) depuis novembre 1943, cherche autant à convaincre les hommes auxquels il s'adresse que lui-même.

À son arrivée aux commandes de la défense des côtes ouest de l'Europe, il constate rapidement que le Mur de l'Atlantique infranchissable vanté par la propagande nazie n'a de mur que le nom.



Dans son esprit une véritable barrière comme l'AW doit s'échelonner sur 2 voire 3 lignes de défense sur une profondeur d'au moins 8 km. Les plages susceptibles de recevoir un débarquement doivent être garnies d'obstacles en tout genre afin de ralentir l'infanterie et permettre aux mitrailleuses de la faucher. Des casemates de flanquement équipées d'armes antichars doivent prendre la plage en enfilade afin de détruire les véhicules ou blindés qui seraient parvenus à poser une chenille sur le sable. Plus loin du rivage, des batteries de gros calibres sous casemate engagent les navires de guerre et de débarquement à très longue distance. Tout le système est ceint de champs de mines afin de ralentir les assaillants venus de la mer mais aussi contrer une éventuelle attaque venue de l'intérieur des terres, par des troupes aéroportées par exemple. Car n'oublions pas que lors du raid de Dieppe, des commandos britanniques avaient atteint leur objectif qui était de réduire au silence 2 batteries de chaque côté de la plage de Dieppe en les prenant à revers. Car quel est le point faible d'un blockhaus d'artillerie ? La face arrière bien sûr ! Non pas que le béton y soit moins épais, il fait 2 mètres d'épaisseur comme la face exposée à la mer ou le toit, mais il est peu protégé contre une attaque venant de l'intérieur des terres. Et une troupe motivée est capable de prendre une batterie à revers. Le Lt- Colonel Otway le prouvera lors de la prise de la batterie de Merville dans la nuit du 5 au 6 juin 1944 avec seulement 150 hommes au lieu des 635 prévus initialement et absents au rendez-vous à cause d'un largage approximatif. Et Rommel est conscient de ce point faible. Pour pallier toute attaque aéroportée venue de l'arrière, il fait inonder les arrières du front (Utah) ou ériger ses fameuses asperges, destinées à broyer les planeurs en cas de tentative d'atterrissage. Quand aucune de ces deux solutions ne s'avère envisageable, il sème des millions de mines. Enfin les divisions blindées sont à proximité immédiate du front prêtes à contre-attaquer puisqu'il sait que l'ennemi débarquera en force et qu'il aura la suprématie aérienne.

Enfin un seul homme doit commander tout le système de défense. Il demande officiellement à Hitler en mars 1944, d'être cet homme là, (comme les Alliés l'ont fait avec Eisenhower).

Voilà comment Rommel imagine « son » Mur de l'Atlantique. La réalité est tout autre...

État des lieux

En fait sur le terrain, nombre de batteries d'artillerie sont à ciel ouvert et donc très vulnérables aux bombardements aériens ou navals, les WN sont des points très isolés les uns des autres, les hommes dorment dans des baraquements en bois, les défenses de plages sont inexistantes, idem pour les champs de mines! Les hommes en place sont souvent des convalescents du front de l'Est, des engagés de force (Osttruppen) ou des hommes âgés. Ils appartiennent à des unités en reconstruction et leur valeur combative ainsi que leur motivation ne sont pas optimales. Cette remarque ne s'applique pas à la XVème armée qui garde les côtes du Pas-de-Calais. Il faut cependant noter que sous l'impulsion de Rommel, les troupes du front occidental augmentent de l'équivalent de 60 divisions de novembre 1943 à juin 1944, accompagnées de 1 300 blindés.

Quant à l'armement, il est très hétéroclite, provenant souvent de prises de guerre. Les quantités d'obus d'artillerie sont tellement faibles que les exercices de tir étant réduits au strict minimum feront sérieusement défaut lors du débarquement. C'est ainsi que les tirs individuels par pièce sont préférés aux tirs de barrage par salves, plus efficaces mais gros consommateurs de munitions.

Au niveau commandement maintenant, Hitler a luimême décidé de la répartition des tâches de défense attribuées à la Heer, à la Kriegsmarine (KM) et à la Luftwaffe (LW). Ainsi la KM se voit chargée de la défense des ports, indispensables pour un assaillant afin de pouvoir fournir le front post débarquement en hommes, matériel, munitions, véhicules et carburant. La Heer est en charge de la défense des espaces intermédiaires (artillerie lourde) et de la défense au contact sur les plages (canons antichars principalement). Mais les batteries d'artillerie longue portée de la Heer ne sont pas toutes équipées de de radar de tir sur cible marine...



La LW quant à elle doit défendre les ports et les festungs avec son artillerie anti-aérienne lourde et les terrains d'aviation, les stations radar et les points de défense (Stutzpunkts) avec ses canons légers. Cà, c'est sur le papier.

Dans la réalité, chaque arme est très jalouse de ses prérogatives et développe chacune ses propres blockhaus, ses systèmes de radar et l'emplacement de ses batteries. La KM préfère implanter les batteries d'artillerie sur la côte afin d'avoir une meilleure visibilité (Longues). La Heer préfère quant à elle les positionner dans l'intérieur des terres afin de pouvoir arroser les plages tout en étant dissimulées à l'observation marine.

Enfin, Rommel est en désaccord profond avec son supérieur hiérarchique direct, Von Rundstedt, quant à l'utilisation des unités de panzers. Le vieux maréchal préfère les garder très en retrait de la côte et lancer une vigoureuse contre-attaque quand les Alliés, ayant débarqué, n'auront pas encore consolidé leur tête de



Utilité d'une ligne de fortification

Depuis longtemps on sait qu'une fortification fixe n'a pas pour but d'arrêter une offensive mais plutôt de la canaliser dans une certaine direction où une troupe d'infanterie l'attendra pour la détruire. C'est le cas des lignes de fortification situées au milieu des terres (style Maginot). On construit de puissants blocs que l'assaillant est « obligé » de contourner pour s'engager dans un goulet où il est à son tour attaqué par des hommes en mouvement qui l'y attendent et s'y sont préparés. L'avantage, si tout se passe comme prévu, est que le premier choc de l'attaque subie par le bloc de fortification ne mobilise que peu d'hommes qui sont bien protégés par l'épaisseur du béton. On est dans ce cas sur le schéma d'une attaque terrestre frontale dans lequel l'assaillant dispose de toutes ses forces d'infanterie et de blindés en profondeur (cas de l'attaque de la ligne Maginot).

En ce qui concerne la défense d'un littoral, le problème est autre puisque l'assaillant arrive par la mer et doit débarquer troupes et matériels sur une plage face aux défenses. Dans ce cas le rôle de la fortification n'est plus de canaliser les troupes d'assaut dans un espace où elles sont détruites mais de retarder, autant que faire se peut, le débarquement en causant le plus de dégâts possibles afin qu'une contre-attaque puisse rejeter l'assaillant à la mer. Rappelons-nous, par exemple, que lors de l'invasion de la Norvège par l'Allemagne via les fjords, au fort d'Agdenes, sur le fjord de Trondheim, 35 artilleurs arrêtèrent une troupe de débarquement forte de 500 hommes soutenus par la KM pendant près d'un jour! La fortification avait joué son rôle.

Autre rôle important enfin, tout comme l'arme atomique de nos jours : la dissuasion ou comment montrer sa force pour, non pas ne pas avoir à s'en servir, mais faire douter l'assaillant. La propagande allemande joue beaucoup sur ce levier. D'ailleurs il est possible que si les nazis n'avaient pas concentré dans le Pas-de-Calais autant de lourds blockhaus, armés d'artillerie de qualité et gardés par la XVème armée qui, elle, était une armée de qualité, le choix des Alliés se serait peut-être porté sur ces plages qui présentaient quand même beaucoup d'avantages pour eux, ne serait-ce qu'en premier lieu celui de la proximité de l'Angleterre, facilitant grandement les opérations marines et aériennes.

Enjeux militaro-politiques de l'AW

Pour revenir à l'AW, les principaux buts recherchés lors de sa construction sont divers. Il convient de se remettre dans le contexte de l'époque et d'abord les dates. On est fin 1943. Jusque là, comme précisé plus haut, l'AW ne ressemble pas à une ligne de défense digne de ce nom. À cet instant, les nazis sont très occupés sur le front de l'Est où ils subissent de lourds revers dans des combats grands consommateurs d'hommes. Et puis, il y a eu en 1942 la tentative de débarquement à Dieppe. Enfin les nazis sont convaincus qu'un débarquement aura lieu en Europe, sûrement en France et très certainement dans le Pasde-Calais!



Plage de Dieppe lors de l'opération Jubilee

Il faut donc fortifier les côtes européennes. Mais pour couvrir efficacement 3 000 km de côtes, il faudrait immobiliser plusieurs armées et les matériels qui vont avec. Or on vient de le dire, le front de l'Est réclame de plus en plus de moyens. D'où le choix de la construction massive de blockhaus couvrant de leurs feux de larges secteurs de côtes avec un minimum de

Pour les AOK 15, 7 et 1, soit le littoral français, on en construit plus de 6 000 de tous les types confondus (artillerie lourde, légère, abris, soutes munitions, PC, etc). La concentration d'artillerie lourde sera de 10 canons/10 km pour l'AOK 15 et seulement de 4 canons/10 km pour l'AOK 7.

Par contre, depuis Dieppe, on sait qu'il faut porter une attention particulière aux ports dont les Alliés auront forcément besoin. La KM est donc en charge de leur

défense. Nombre d'entre eux sont alors transformés en Festungs (forteresses). Ici, la fortification joue son rôle de dissuasion, puisque les Alliés n'attaqueront pas les grands ports lors des premiers jours de combats et emmèneront leurs ports avec eux, les Mulberries. Le premier grand port à tomber sera Cherbourg, à J+20!



L'échec de Dieppe a eu 2 effets principaux. Du côté allemand d'abord, la défaite a bien sûr été habilement exploitée par la propagande nazie et a renforcé certains dans le mythe de l'invincibilité du Mur.

Du côté allié de grands enseignements qui ne seront pas oubliés 2 ans plus tard. Nécessité d'un fort bombardement préalable pour anéantir les défenses ou tout du moins « sonner » les défenseurs. Ensuite pour ne pas renouveler la scène des chars « Churchill » patinant sur les galets, la nécessité d'effectuer des prélèvements du sol sur lesquels seront débarqués les blindés. C'est le rôle des commandos et des SAS qui viennent de nuit prélever des échantillons de sable sur les plages prévues pour le débarquement. Enfin améliorer les systèmes de communication entre les différents protagonistes et surtout être certain de posséder la suprématie aérienne.

Au niveau militaire global, les Allemands qui y croient encore espèrent qu'en cas de défaite des Alliés, ceux-ci mettront au moins 2 ans pour se refaire et donneront ainsi un répit équivalent à l'armée allemande qui est à bout de souffle. Par ailleurs ce répit permettrait enfin de rendre opérationnelles toutes les « nouvelles armes » que les nazis ont commencé à mettre en œuvre.

Politiquement Hitler a besoin d'une victoire à l'Ouest pour rassurer les Allemands et l'armée qui commencent à douter sérieusement du génie militaire de leur Führer, suite aux défaites en Afrique du Nord, en Italie et surtout sur le front de l'Est. Hitler n'est pas loin de penser qu'en cas de victoire à l'Ouest, le choc sera tel pour les Alliés, qu'il pourrait engendrer de grands changements politiques aux USA en ne permettant pas la réélection de Roosevelt et en Angleterre en faisant disparaître Churchill de la scène politique.

Réalité des combats lors du Jour J

Nous n'allons pas ici refaire le débarquement, ce n'est pas le but de cet article. Nous allons donc reprendre sous forme de statistiques le déroulement du débarquement sur les 5 plages où il a eu lieu.



Utah : 25 WN (wiederstandnest ou nid de résistance léger) la protègent.

05 h 45, début du bombardement naval sur la plage et toutes les batteries d'artillerie des environs.

De 06 h 05 à 06 h 24, bombardement aérien préalable, 525 tonnes de bombes lâchées.

06 h 30, 1ère vague d'assaut.

06 h 40, arrivée des premiers chars amphibies.

09 h 00, le gros des troupes quitte la plage par la chaussée n° 2.

197 morts sur les 30 000 Américains ayant débarqué.

Omaha : 13 WN sur 6 km de plage. On sait que le bombardement préalable a échoué.

06 h 30, 1ère vague d'assaut.

07 h 20, 1ère percée.

07 h 50, le 116ème progresse sur les collines.

08 h 45, les WN 66-67 tombent.

09 h 00, les WN 60 et 61 tombent.

09 h 15, le WN 70 tombe.

11 h 00, le WN 64 tombe.

11 h 30, sortie E1 de St Laurent ouverte.

11 h 45, le WN65 tombe.

13 h 00, le WN 72 tombe.

13 h 00, sortie D1 ouverte.

13 h 10, les hommes des secteurs easy red -easy green et fox green avancent.

15 h 30, le WN 62 tombe.

16 h 20, sortie E3 à Colleville ouverte.

16 h 30, le débarquement sur Omaha est terminé.

2 000 morts (chiffre approximatif) parmi les 34 000 Américains ayant débarqué.





Gold : 13 WN dont 5 sont des batteries d'artillerie et 7 couvrent la plage.

06 h 00, début du bombardement naval.

07 h 30, 1ère vague d'assaut.

08 h 15, début de sortie de la plage.

09 h 30, tous les bataillons d'assaut et de soutien ont quitté la plage.

À noter que le site de Douvres la Délivrande ne tombe que le 17 juin et que c'est dans cette zone du débarquement qu'intervient le duel entre la batterie de Longues-sur-mer (WN48) et la flotte de débarquement.

480 morts sur les 25 000 britanniques ayant débarqué.

Juno: 9 WN dont 6 couvrent la plage.

06 h 00, début du bombardement naval.

07 h 50, 1ère vague d'assaut.

08 h 30, début de sortie de la plage.

09 h 30, tous les bataillons d'assaut et de soutien ont quitté la plage.

300 morts sur les 24 000 Canadiens



Sword : 4 WN sur la plage plus 4 batteries d'artillerie à l'arrière : Morris (WN16), Hillman (WN17), Damler (WN12) et Sole (WN14).

Le site Hillman ne tombe que le 6 juin à 20 h 15. Les troupes ayant réussi ce fait d'arme avaient pour objectif au jour J la prise de Caen. Elles s'arrêteront sur le site pour la nuit, retardant d'autant leur marche sur Caen.

06 h 00, début du bombardement aérien.

06 h 44, début du bombardement naval.

07 h 25, 1ère vague d'assaut.

08 h 30, début de sorite de la plage.

640 morts sur les 30 000 hommes ayant débarqué.

Rôle des batteries lourdes le Jour J

On voit donc que l'AW n'a pas joué son rôle de retardateur sur les plages, à part peut-être sur Omaha. C'est légèrement différent à l'intérieur des terres, lors de la progression alliée. La suprématie aérienne alliée joue à fond et empêche tout mouvement des divisions blindées allemandes vers le front. Les plages sont rapidement conquises sans les

pertes effroyables que comptaient infliger les Allemands. Seuls quelques points forts résistent plus que d'autres mais sans influence sur le déroulement général du débarquement. On a déjà parlé du site Hillman, on peut ajouter le WN 63 sur Omaha qui ne tombera que le 7 juin au matin.

Anecdote sur la prise du grand bunker de Ouistreham qui abrite un des plus beaux musées consacrés au Jour J:

Celui-ci ignoré le jour du débarquement alors qu'il donnait des informations de tir aux batteries situées autour de l'estuaire de l'Orne ne tomba que le 9 juin.

Un officier et 3 soldats du Royal Engineer se présentent à l'entrée de l'ouvrage et butent sur une épaisse porte blindée qui barre l'accès à l'escalier principal permettant d'accéder aux différents étages du bunker. Ils font sauter la porte à l'explosif, passent la tête et crient dans l'escalier aux Allemands de se rendre. Dialogue approximatif:

« Eh là-haut descendez et rendez-vous. »

Réponse

« Non, vous montez et rendez-vous. »

Réponse des Anglais :

« Non vous descendez, on est plus nombreux que vous ».

Un moment passe et les 50 hommes qui occupaient l'ouvrage se rendent aux 4 courageux du Royal Engineer!

Seules certaines batteries d'artillerie lourde situées en retrait de la côte tiennent plus longtemps, gênant, par leurs bombardements sporadiques, les mouvements sur les plages conquises. On peut évoquer les batteries de Azeville et Saint-Marcouf dans le secteur d'Utah. La première ne tombe que le 9 juin, non sans avoir aidé la seconde à contrer les assauts de la 4ème DI US destinés à la faire taire en bombardant celle-ci afin d'en déloger l'assaillant. Saint-Marcouf (Crisbeq) ne tombe que le 12 juin après avoir été évacuée nuitamment par ses occupants, ne laissant sur place que les blessés intransportables accompagnés de personnel soignant. Avant çà, elle a coulé 1 destroyer le 7 (le Glennon) perdant 2 des ses 3 pièces par tir au but de la marine alliée. Ces 6 jours de retard par rapport au plan initial décale d'autant l'avance sur Cherbourg, permettant à la garnison du port de se renforcer et de préparer le sabotage de ce dernier. La prise des batteries d'Azeville et Crisbeq étaient au





programme du jour J. La fortification, ici a joué son rôle de retardateur.

Enfin en ce qui concerne les Festungs (forteresses) nous n'évoquerons ici que Cherbourg qui est la plus proche des plages du débarquement en rappelant qu'elle ne se rend qu'à J+20, retardant d'autant l'exploitation du port en eau profonde dont les Alliés ont cruellement besoin après la destruction du Mulberry d'Omaha après la tempête du 19 juin.

Quelques statistiques

Côté allemand, rapport officiel de l'amiral allemand commandant les côtes de la Manche (les Alliés ne reconnaissant aucune perte de navire de combat de valeur militaire importante le jour J, ces statistiques sont à prendre avec réserves) :

Résultats obtenus par les batteries de marine :

Navires coulés :

3 croiseurs lourds, 1 croiseur léger, 1 destroyer, 2 vedettes lance torpilles, 3 navires et 1 LCR.

Navires fortement endommagés :

1 croiseur léger, 2 destroyers, 2 vedettes lance torpilles, 1 dragueur de mines, 19 embarcations diverses ainsi que de nombreuses péniches de débarquement.

Résultats obtenus par les batteries de l'armée :

Navires coulés :

1 destroyer, 1 autre navire (?)

Navires fortement endommagés :

1 croiseur, 1 destroyer, 3 péniches ainsi que 3 autres navires.

Soit un total approximatif de 46 bateaux détruits sur un total de 5 333 engagés le jour J, soit moins de 1 %!

À part ces quelques cibles atteintes, les batteries lourdes qui engagent la Flotte ne font que faire changer de mouillage quelques bateaux ancrés au large comme les cuirassés participants aux bombardements navals et les vaisseaux de commandement tel le Bulolo qui doit changer de place quand les tirs de la batterie de Longues se rapprochent un peu trop!



Par contre il faut se rappeler qu'après l'accélération de la fabrication des casemates pour y placer les batteries lourdes encore à ciel ouvert, et ce quelques mois seulement avant le jour J, l'aviation alliée bombarde allègrement tous les chantiers afin d'en retarder la construction. Si les blockhaus ne souffrent

pas trop de ces raids, ce n'est pas le cas pour les canons en place à proximité. Devant cet état de fait Rommel prend une décision qui sera lourde de conséquence le 6 juin. Il demande à ce que les canons soient retirés de leurs emplacements et mis à l'abri à l'intérieur des terres en attendant la fin de la construction des blockhaus. Cet ordre fait que 4 batteries qui auraient pu jouer un rôle important lors du débarquement ne sont pas opérationnelles : les 2 plus connues étant celle de la pointe du Hoc et celle de Riva Bella, chacune d'elle étant équipée de 6 canons de 155 mm.



Côté Allié:

Le jour J, 291 péniches de débarquement sont détruites (131 LCT, 117 LCA, 43 LCI).

La première semaine suivant le jour J, 170 embarcations perdues (coulées ou endommagées), les 2ème et 3ème semaines, 56 embarcations perdues. Pendant le premier mois de l'invasion, 261 péniches furent détruites par la résistance allemande et 606... par le mauvais temps! Le bilan humain enfin.

139 000 hommes ont débarqué sur les 5 plages du débarquement, 17 000 ont été parachutés sur les flancs et en arrière des plages soit un total de 156 000 hommes. Le chiffre global des pertes pour le jour J est de 10 000 morts, blessés ou disparus soit 6,4 % de perte. Les Alliés craignaient d'en subir plus du double!

À noter que ces chiffres n'incluent pas les pertes parmi les marins et les aviateurs qui ne sont pas connues de façon précise. Le pourcentage, quant à lui n'est qu'indicatif, sachant que le pourcentage de perte sur les premières vagues d'assaut est beaucoup plus élevé. Sur Omaha par exemple le pourcentage atteint 50 % de perte dans certains secteurs sur les premières vagues d'assaut.





Conclusion

Le Mur de l'Atlantique a-t-il joué son rôle en tant que fortification ?

La réponse est oui dans le domaine de la dissuasion. On peut en effet penser que s'il n'avait pas été si renforcé dans le Pas-de Calais, les Alliés auraient peut-être choisi cet endroit à la place de la Normandie. Par extension on peut considérer qu'il a joué son rôle de dissuasion en ce qui concerne les grands ports transformés en forteresses qui ne seront pas attaqués dans les premiers jours du débarquement et obligeront les Alliés à emmener leurs ports avec eux.



Enfin Hitler « tient » le front Ouest avec seulement 45 divisions, le plus souvent constituées de combattants de valeurs moindres, ou en convalescence ou d'étrangers engagés de force. Cela lui permet de garder ses meilleures forces pour le front russe.

Par contre en ce qui concerne le jour J, on peut parler de fiasco. Il n'a d'abord pas joué le rôle de retardateur qui aurait pu permettre une contre-attaque. Ensuite le but avoué des défenses de plage était de causer le plus de dégâts humains et matériels aux Alliés. Les

statistiques de pertes sur les 5 plages du débarquement citées plus haut montrent que cet objectif n'est pas atteint non plus. Les batteries d'artillerie lourdes chargées d'engager les navires au loin n'auront pas plus de succès.

Quant au rôle à l'encontre des troupes aéroportées, les « asperges » n'étant pas piégées comme prévu et espacées de 30 mètres environ, elles endommageront certes les planeurs mais ne provoqueront pas, là non plus les destructions attendues. Pour les parachutistes finalement le piège le plus mortel sera les inondations.

Cette conclusion se veut factuelle, sans aucune uchronie. On pourra simplement rappeler que lorsque le débarquement a lieu, Rommel n'a pas fini d'installer « son » Mur de l'Atlantique. On considère aujourd'hui qu'il était aux ¾ opérationnel. On sait maintenant que toutes ses demandes de renfort, de positionnement de troupes blindées, de pose de mines en mer comme sur terre avaient toutes été refusées par l'OKW.

Il est inutile de se lancer dans des prospectives pour savoir ce qui serait advenu si le jour J avait eu lieu quelques mois plus tard, cependant on peut penser que la percée eut été plus délicate et les pertes humaines plus lourdes.

Sources

Lidell-Hart : Rommel, la guerre sans haine. Stjernfelt : Alerte sur le mur de l'Atlantique.

Bernage: Gold, Juno, Sword.

Bernage : Omaha. Carell : Ils arrivent !





Eben-Emael, le fort imprenable

Par Jean COTREZ

Ce monstre de 900 mètres (nord-sud) sur 700 mètres (est-ouest), d'une surface équivalente à 100 terrains de football, est construit entre 1932 et 1935. Il a pour rôle de couvrir la jonction Meuse/canal Albert, de protéger les ponts sur ce même canal, d'engager les troupes ennemies à « longue distance » et éventuellement de défendre la ville hollandaise de Maastricht. Il est réputé imprenable.

Le fort est attaqué par 71 parachutistes allemands armés d'explosifs révolutionnaires, les charges creuses, le 10 mai 1940 à l'aube. 80 % des objectifs assignés aux assaillants sont remplis en moins de 30 minutes. Les défenseurs du fort se rendent le 11 à 11 h 30.

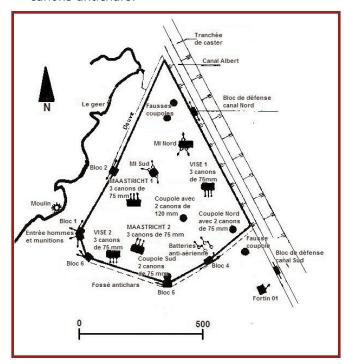
Présentation rapide du fort

Armement lourd

- 1 coupole non éclipsable pivotante, armée de 2 canons de 120 d'une portée de 17 km.
- 2 coupoles éclipsables pivotantes, armées de 2 canons de 75 courts d'une portée de 11 km. (blindage 30 cm)
- 2 casemates appelées Maastricht 1 et 2 armées chacune de 3 canons de 75 longs d'une portée de 11 km.
 - Comme leur nom l'indique, elles sont orientées vers le nord en direction de la ville de Maastricht.
- 2 casemates identiques à MAA 1 et 2 appelées Visé 1 et 2 car pointées vers le sud en direction de la ville de Visé.

Armement de défense rapprochée

- 2 casemates armées de mitrailleuses balayant le dessus du fort appelées MI nord et MI sud.
- 1 position avec 8 mitrailleuses anti-aériennes (MI CA).
- 2 blocs couvrant le côté est de l'ouvrage le long du canal Albert appelés canal sud et nord armés de canons antichars.



Enfin les fossés du fort étaient protégés par 6 blocs équipés de 12 canons antichars de 60 mm d'une portée de 3 km, 15 mitrailleuses jumelées et des projecteurs. À ceci il convient d'ajouter des cloches blindées d'observation afin de guider le tir des artilleurs du fort ainsi que des postes d'observation à l'extérieur du fort qui ont la même tâche.

Si une coupole ou une casemate d'artillerie est prise, elle est isolée du reste du fort par de lourdes doubles portes blindées capables de résister aux plus puissants explosife

Premier défaut majeur, toute l'artillerie est disposée sur le toit du fort. Le toit du fort n'est pas miné, ne possède pas de protection contre un atterrissage de planeurs et les casemates MAA 1 et 2 ainsi que Visé 1 et 2 ne possèdent pas de défense contre une attaque d'infanterie. On compte sur les casemates de mitrailleuses MI sud et MI nord pour balayer d'éventuels assaillants. Il semblerait que les projets de minage des superstructures du fort aient été vivement contestés par la garnison du fort, au motif que le toit servait aux matches de football...

La seule entrée du fort est le bloc 1. À l'extérieur du fort, à proximité immédiate de celui-ci, se trouvent 2 baraquements abritant les services administratifs du fort ainsi que le mess. Ces derniers joueront un rôle important dans la chute rapide de l'ouvrage.

Les hommes

La garnison prévue pour Eben-Emael est de 1 200 hommes. En temps de paix la garnison est cantonnée dans le village de Wonck à 6 km du fort. En cas de danger, le fort doit tirer 20 coups de canons dans toutes les directions pour appeler les hommes aux postes de combat.

Il semble qu'une affectation au fort d'Eben-Emael était considérée comme une punition. Les officiers en poste étaient les derniers des promotions et pour la troupe on ne comptait que des réfractaires et des fortes têtes. Le major Jottrand qui commandait le fort estimait que celuici assumait un rôle de « pénitencier ».

L'exercice de tir était inexistant et les hommes du fort, au moment de l'attaque n'avaient jamais tiré un obus ni lancé une grenade.

En ce mois de mai, le moral était au plus bas. La garnison théorique de 1 200 hommes était réduite à 650 avec 230 hommes en réserve dans les cantonnements hors du fort qui étaient censés courir aux postes de combats dans le fort après que les fameux 20 coups de canons servant d'alarme aient été tirés.

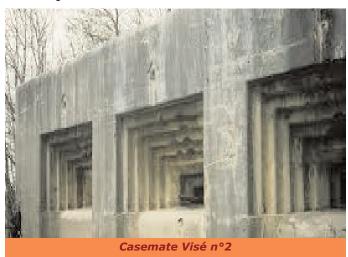
Enfin les canons du fort ne pouvaient ouvrir le feu que sur ordre des unités belges postées aux alentours du fort et ce sur des cibles désignées.

(Notons que ce genre de consigne existait également sur la ligne Maginot. Les chefs d'ouvrage devaient demander l'autorisation d'ouverture du feu par téléphone à leur PC parfois distant de plusieurs kilomètres du lieu de l'action...)



La complexité de la chaîne de commandement fit donc que le fort n'avait aucune latitude dans l'utilisation de son artillerie. De plus il était interdit de tirer sur des cibles qui se trouveraient sur le territoire hollandais pour ne pas violer la neutralité des Pays-Bas.

Ces 2 derniers points constituent le deuxième défaut majeur.



Résumé des combats

La force d'assaut allemande était constituée de 4 groupes. Un seul, le groupe « granit », était destiné à l'attaque du fort. Les 3 autres devaient attaquer les ponts sur le canal Albert.

Le succès du groupe granit était vital afin d'empêcher l'artillerie du fort d'engager les paras qui étaient chargés de prendre les ponts intacts.

00 h 30 : le fort est mis en état d'alerte.

On a vu que 2 baraquements administratifs se situaient à proximité du bloc 1 (entrée du fort). En cas d'attaque, la consigne était d'évacuer tout le matériel ainsi que les dossiers et de détruire ces locaux. Mais comme la garnison était en sous effectifs, on ordonna aux servants des pièces d'artillerie de se charger de la besogne.

Résultat, alors que le fort était en état d'alerte maximum, les ouvrages MI sud, MI nord, MAA 1 et 2, la coupole nord et VI 1 étaient inoccupés ! Ce qui représente le **Troisième défaut majeur**

<u>02 h 30</u>: à H+2, le commandant du fort se souvint qu'il fallait faire tirer les 20 coups de canons afin de rameuter les hommes en réserve à l'extérieur du fort. Il ordonna à la coupole nord de tirer. Mais comme cette dernière était inoccupée pour les raisons que l'on vient de voir, il transmit l'ordre à la coupole sud où un problème technique empêcha l'ouverture du feu !

<u>03 h 25</u>: Les canons réparés, le feu commença. Mais le tir enflamma le camouflage qui recouvrait la coupole et obstrua le périscope.

L'alerte était donnée mais de façon confuse!

<u>04 h 25</u>: les premiers planeurs se posèrent sur le fort. Depuis 10 minutes on les voyait tourner au-dessus du fort cherchant leurs points d'atterrissage. Les armes antiaériennes n'ouvrirent pas le feu craignant que les appareils fussent Belges! Quand elles ouvrirent le feu, il était déjà trop tard. De plus le premier planeur se posa si près d'elles qu'elles furent renversées et les servants faits prisonniers.

<u>04 h 30</u> : un planeur se posa à proximité de MA 1.

Les paras posèrent une charge creuse sur 1 des 3 canons qui explosa, tuant un homme et en blessant d'autres. Les survivants évacuèrent le bloc. La brèche ouverte dans le béton fut attaquée à la grenade et les 2 derniers canons sautèrent. À 04 h 30, MA 1 était hors service.

À la même heure, le planeur devant attaquer la coupole 120 ayant dû rebrousser chemin, cette dernière ne fut pas attaquée immédiatement et reçut l'ordre d'ouvrir le feu sur le massif du fort.

Sauf que le monte-charge était bloqué et un autre problème empêcha le tir des 2 canons. Après quelques vaines tentatives de remise en état des canons, les paras l'attaquèrent à la charge creuse.

C'est à 09 h 30 que la coupole 120, l'arme la plus puissante du fort était hors service sans avoir tiré un seul obus. (est-ce bon de laisser là cette mention qui casse la chronologie ? 9h30 alors que le récit n'est qu'à 4h30)



Coupole de 120mm qui n'a jamais tiré un seul obus

04 h 30 : le planeur n° 8 se posa à proximité de la coupole nord. On ordonna de tirer « des boites à balles » mais il n'y en avait pas dans la chambre de tir. On força les portes du magasin, on entassa les caisses de munitions dans le monte-charge qui refusa de fonctionner. On monta les munitions à bras d'homme. On chargea la pièce droite, celle de gauche étant défectueuse. Nouvelle attaque à la charge creuse contre la porte d'accès à l'ouvrage.

À 4 h 45 la coupole nord et ses 2 canons de 75 mm étaient hors service.

<u>04 h 30</u>: la coupole sud fut attaquée immédiatement par les paras qui avaient détruit les MI CA (défense anti-aérienne). On plaça sur la coupole une charge creuse. Quand l'explosion se produisit, la coupole était rétractée et les dégâts furent limités. On remit rapidement les canons en état et la coupole sud tira sans arrêt jusqu'à la reddition du fort.

<u>04 h 40</u>: un second planeur se posa à proximité de MA 2. Les paras firent sauter la cloche d'observation à la charge creuse ainsi qu'une embrasure. Les occupants se replièrent mais furent bloqués par les portes blindées chargées d'isoler le bloc du reste du fort en cas de pénétration de l'ennemi.

À 4 h 40 MA 2 était hors service.



<u>04 h 35</u>: dès la réception de l'ordre de tir général à 04 h 35, VI 1 ouvrit le feu sur le massif du fort de ses 3 pièces de 75. Le tir s'interrompit suite à de fortes explosions d'origine inconnue. Le personnel évacua le bloc mais reprit le combat 10 minutes plus tard. 1 canon était hors service mais le tir reprit avec les 2 canons restants.



À 10 h 30 le tir cessa en vue d'une contre-attaque d'infanterie. Les paras mirent ce cessez-le-feu à profit pour revenir à l'assaut. Ils déposèrent des charges creuses directement dans les bouches des canons.

À 11 h 00 VI 1 était hors service.

À noter que VI 2 ne fut inquiété à aucun moment.

On vient de voir qu'à 04 h 45, les 2 casemates armées de 6 canons de 75 pouvant atteindre les ponts, qu'étaient en train d'attaquer les paras allemands, étaient tombées. De même pour la coupole nord et ses 2 canons de 75. La coupole 120 n'a jamais pu tirer un seul obus. Les coupoles d'observations ont toutes été attaquées à la charge creuse. Tout cela en 20 minutes...

À cette heure le fort était aveugle et quasiment muet. Reste les casemates de mitrailleuses MI nord et MI sud. Quand le planeur n° 4 se posa à moins de 100 mètres de MI nord, les paras trouvèrent les embrasures de tir des mitrailleuses fermées (pour cause de déménagement des baraquements). Attaquée à la charge creuse, MI nord tomba sans avoir tiré un seul coup de feu. Les caisses de munitions ne furent même pas ouvertes. MI nord deviendra le PC des paras allemands jusqu'à la reddition du fort. MI sud fut attaquée d'abord au lance-flammes à 04 h 25, puis à la charge creuse dans la foulée. À 4 h 35 MI sud était prise.

Restaient en service la coupole sud et VI 2 avec des cibles fixées à l'avance et qui tiraient vers le sud !

L'agonie d'Eben-Emael

Dans la journée, quelques tentatives de contre-attaque pour déloger les assaillants du toit du fort échouèrent. Les paras, encore sur la superstructure du fort, ayant accompli leur mission de destruction, hésitèrent à se replier. Ils décidèrent finalement de se concentrer sur la pointe nord du fort par où devaient déboucher les paras qui étaient chargés de la capture des ponts. La nuit fut plutôt calme et les paras prirent enfin un peu de repos. À 5 h 00 le 11, ils furent rejoints par les paras en charge des ponts malgré l'intervention du blockhaus canal nord qui retarda un peu l'échéance.

Ils entreprirent la destruction des derniers blocs encore en état, dont les blocs canal sud et nord et VI 2. La résistance des occupants de ces derniers ouvrages est à noter : ils n'abandonnèrent leurs ouvrages qu'après en avoir saboté les armes.

Un conseil de défense se réunit dans le fort et décida de proposer la reddition du fort.

À 11 h 30 c'est chose faite.

Bilan des pertes : côté belge, 23 tués et 59 blessés ; côté allemand 6 tués et 20 blessés.

Conclusions

Ici, la fortification n'a pas joué son rôle ni d'arrêt ni même de retardateur permettant une contre attaque. Les causes sont multiples.

Au passif des défenseurs

- 1. Garnison de faible qualité et sous-entraînée faisant que des pièces ne pourront ouvrir le feu à cause de problèmes techniques.
- 2. La totalité de l'artillerie est disposée sur le toit du fort.
- 3. Le toit du fort n'est pas défendu contre une attaque aéroportée.
- 4. Lourdeur des procédures en cas d'attaque (priorité donnée à l'évacuation de baraquements administra tifs par les servants de l'artillerie du fort et déclenchement des renforts par les 20 coups de canons).
- 5. Apathie des défenses anti-aériennes qui n'ouvrent pas le feu sur les planeurs survolant le fort.
- 6. Les forts alentours n'ont tiré que 1 200 obus sur les superstructures du fort afin d'en déloger l'assaillant. Pourquoi n'ont-ils pas poursuivi le tir ?
- 7. Qualité du commandement ?

Au crédit des assaillants

- 1. Troupe réduite, super entraînée et motivée.
- 2. Coup de main audacieux par la réalisation de la première attaque en planeur se posant directement sur l'objectif. On reverra le même genre d'attaque un certain 6 juin 1944 à Pegasus bridge!
- 3. Utilisation massive d'un nouveau type d'explosif : la charge creuse.
- 4. Soutien efficace des Stukas qui complètent les destructions.

Quelqu'un résumera la chute éclair du fort d'Eben-Emael en disant que tout ce qui pouvait mal tourner a mal tourné.

Eben-Emael un tigre de papier ?



Sources: www.clham.org

Merci à Prosper Vandenbroucke et Henri Rogister pour leur aide.



Les fortifications face à l'Histoire

Par Sébastien SAUR

Inutiles, anachroniques, dispendieuses... les critiques ne manquent pas quand on aborde le sujet des fortifications de la Seconde Guerre mondiale, particulièrement sous la plume des auteurs français, paradoxalement aussi prompts à vouer aux Gémonies la Ligne Maginot qu'ils le sont à porter aux nues les fortifications Séré de Rivières, qu'ils considèrent comme l'un des éléments clé du "miracle de la Marne" en 1914.

Pour l'historien, la question est-elle encore vraiment de savoir si les fortifications ont "servi" ou pas ? Le sort des armes est dû à de multiples facteurs, aussi bien techniques qu'humains, la fortification n'en est qu'un élément parmi de multiples autres. Elle ne doit plus aujourd'hui être appréhendée selon la question de leur utilité, mais de leur place dans la longue évolution de l'histoire militaire.

A titre de comparaison, aucun historien ou presque ne se pose jamais la question de savoir si tel château médiéval a rempli sa mission ou pas. Ceux-ci sont le plus souvent étudiés sous l'angle des techniques de construction qui le constituent. De la même manière, les systèmes fortifiés modernes sont un élément d'un état des évolutions techniques de la conception de la défense, en même temps qu'un élément constitutif d'une réflexion stratégique et économique.

Pour la Ligne Maginot par exemple, elle est l'un des systèmes de fortifications les plus élaborés jamais construits, conséquence d'une surenchère technique et financière, consécutives au traumatisme de la Première Guerre mondiale. En face, les Allemands construisent à la même époque le Westwall (les franco-anglais disent Ligne Siegfried), qui n'a aucune commune mesure avec son homologue française, l'objectif étant de durcir le terrain avec peu de moyens, ce qui constitue pour l'historien un autre axe de recherche, à l'inverse du cas français.

Si on tient à se poser la question de l'utilité des fortifications, il faut le faire non à partir de ce que nous considérons actuellement comme leur utilité, à savoir "ont-elles servi à gagner la guerre ou pas", mais à partir de ce que voulaient en faire leurs concepteurs. Aucun système fortifié, moderne ou ancien, n'a pour vocation de tenir sans aide extérieure. Partant de là, les stratèges français ont obtenu ce qu'ils voulaient avec la Ligne Maginot : protéger la mobilisation au début de la guerre. Avec l'Atlantikwall, les Allemands ont retardé la date du Débarquement avec un minimum de troupes, et les japonais ont infligé un maximum de pertes aux Américains dans les îles fortifiées du Pacifique. C'étaient là bien les objectifs recherchés, les Etat-major n'en attendaient rien de plus.

Les fortifications modernes ne sont plus que des blocs de béton et d'acier perdus dans la nature, voués à disparaître peu à peu. A l'instar des châteaux médiévaux, leur intérêt n'est plus celui de leur utilité, mais celui de ce qu'ils représentent :

Un jalon de la longue Histoire humaine, indépendamment de leur utilité passée.



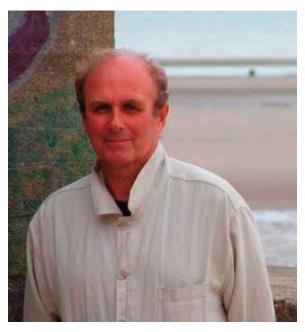


LE MUR DE L'ATLANTIQUE, MONUMENT DE LA COLLABORATION

Interview exclusive de Jérôme PRIEUR par Jean Cotrez

Après la diffusion du documentaire « Le Mur de l'Atlantique, monument de la collaboration » et de la parution du livre publié sous le même titre aux éditions Denoël, la rubrique BTP a le plaisir de vous présenter l'interview exclusive que Jérôme Prieur a eu la gentillesse de nous accorder.

Cette interview a été possible grâce à Philippe Masse (Hilarion) qui a rencontré Mr Prieur lors d'une conférence sur ce sujet à Brest. Qu'il en soit remercié.



Histomag : Votre filmographie jusqu'à présent ne laissait pas entrevoir un tel travail sur le mur de L'Atlantique. Comment en êtes-vous arrivé là ?

Jérôme Prieur :

Je vous avoue que la période de l'Occupation m'a toujours intéressé, notamment le dossier complexe de la collaboration sous toutes ses formes. Mais déjà en 1997 j'avais participé au scénario du long métrage « Hôtel du parc » réalisé par Pierre Beuchot qui met en scène les responsables politiques du régime de Vichy. Depuis j'ai réalisé le film documentaire « René Char : nom de guerre Alexandre » qui s'intéresse à l'entrée en résistance du poète. Enfin va sortir chez Arte DVD un coffret de 20 heures tirées du procès de Klaus Barbie, auxquelles j'ai ajouté un film de 2h20. à travers douze entretiens avec des historiens, juristes, intellectuels.

HM : Pour l'écriture du film et du livre avez-vous visité beaucoup de vestiges de blockhaus et aviez-vous un quelconque à priori à leur sujet ?

JP: Chronologiquement j'ai d'abord réalisé le film et ensuite j'ai écrit le livre. Bien sur, j'ai arpenté les côtes de France du Nord à la Gironde et j'ai visité de nombreux sites. Parmi ceux qui m'ont le plus impressionné, il y a les bases sous marines. Ce sont de véritables monuments encore intacts. J'avais depuis toujours décidé que je filmerai les historiens

sur le terrain, dans ce décor fantastique, devant des blockhaus, au lieu de tourner dans leur bureau. Pour des raisons de production et de logistique, j'ai dû concentrer ces entretiens à travers une dizaine de lieux. Je regrette de ne pas avoir eu la possibilité d'en tourner au moins un dans une des bases sous marines, mais, de par leur ampleur, ce sont des ensembles très difficiles à filmer.

Pour revenir à la genèse du film, j'en avais le projet depuis plus de 10 ans mais à l'époque les chaînes de télévision en avaient assez de la seconde guerre mondiale... Et puis récemment mon projet a reçu un accueil formidable de France 2 et on m'a dit banco! Ces vestiges, je suis forcé de reconnaître qu'ils ont pour la plupart une sorte de beauté. Le temps a fait son œuvre, le béton s'est patiné et cela leur donne une force particulière dans le paysage. Ils sont comme des monstres endormis. Leur présence ambivalente et leur architecture ne sont évidemment pas non plus étrangers à la fascination.

HM: Pourquoi avoir choisi l'angle de la collaboration?

JP: Le déclic a été la lecture du livre de Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera « Les Patrons sous l'occupation »¹. Enfin on parlait du rôle parfois obscur du patronat. C'est en lisant un chapitre de ce gros livre que j'ai découvert la dimension économique du chantier, une dimension très cachée.

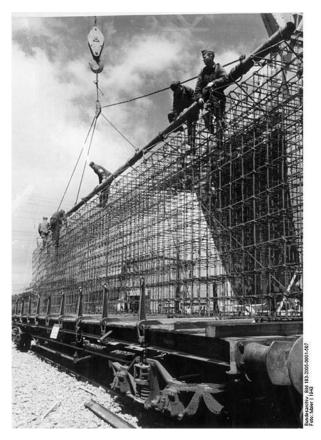
D'ailleurs Robert Paxton, le grand historien américain spécialiste de Vichy, m'a avoué qu'après des recherches à Public Library de New York, il était sidéré de constater que rien n'avait jamais été écrit sur ce dossier considérable. Soyons clair, mon but n'a pas été de faire de procès a posteriori, ce serait trop facile, mais d'évoquer les formes de collaboration économique impliquées par la construction du Mur.70 ans après, je trouve qu'il est enfin temps d'affronter nos démons, temps d'arrêter de se voiler la face...

HM: Je suppose que vous avez dû enquêter sur le sujet avant de vous lancer dans votre double projet. Avez-vous été confronté à des blocages de la part de certaines personnes ou entreprises qui étaient impliquées dans cette collaboration?

JP: J'ai lu tout ce qui existe, je pense sur la question, mais je n'ai pas enquêté directement dans les archives. J'ai voulu proposer une synthèse des recherches actuelles. Cela dit, seule la thèse de doctorat d'état de Rémy Desquesnes qui n'a malheureusement jamais été publiée, a abordé frontalement il y a près de 25 ans la question. Un groupe de recherche du CNRS a travaillé plusieurs années sur la vie des entreprises sous l'Occupation et a enrichi notre connaissance de manière remarquable, mais presque rien n'a été consacré directement au chantier du mur de l'Atlantique... Je suis encore surpris de m'apercevoir que j'ai été non seulement le premier à faire un film mais le premier à publier un livre sur cette face cachée de l'Occupation!



Lors des débats que suscite mon travail, je constate que cette histoire demeure encore gênante. Elle continue de déranger les survivants qui ont été employés à la construction du Mur, mais aussi leurs descendants. C'est ainsi que quelqu'un m'a parlé, en guise de justification, de « mur alimentaire ». Quelle formule ! La construction du Mur a été une aubaine pour certains, et un piège pour beaucoup. Il y a eu les ouvriers forcés, notamment les Espagnols. On participait à la construction pour vivre, pour survivre, et aussi pour s'enrichir. Pour les jeunes visés par le STO à partir de 1943, c'était un moyen d'éviter de partir en Allemagne : il y avait de quoi, quitte à être requis au titre de ce STO, préférer travailler sur le Mur tout en restant en France. On est frappé de voir la rivalité entre les différents services allemands, entre ceux qui voulaient alimenter la machine de guerre en Allemagne et l'Organisation Todt qui tenait à garder le plus de main d'œuvre possible pour mener la construction du Mur à son terme.



HM: Peut-on dire qu'il y a eu plusieurs types de collaboration? Collaboration volontaire, contrainte, induite ou fortuite...

JP: Vaste question! Devant la demande grandissante dans le domaine du BTP, les Allemands vont jouer un jeu subtil afin de faire collaborer les personnes dont ils ont besoin sans que ce soit vraiment dit. Par exemple, afin de priver toutes les entreprises du bâtiment de travail, ils interdisent les soumissions des entreprises françaises aux offres de marché dont le montant des travaux est supérieur à 100.000 francs. Cette barrière tombera même à 10.000 francs. Conséquence, il n'y a quasiment plus de marché intérieur pour ces entreprises. Si elles veulent survivre, elles n'ont d'autre choix que de travailler pour l'OT. Pour d'autres entreprises le chantier est un moyen de multiplier les profits dans des proportions extraordinaires... D'une certaine manière, on peut dire

que l'Occupant, qui manie toujours la carotte et le bâton, colonise l'économie française.

En dehors de la collaboration d'État qui caractérise le rôle de Pétain et de Laval, avec la mise à disposition de l'administration française au service de l'Occupant on peut parler de plusieurs formes de collaborations La collaboration « cynique » : les Allemands ont l'argent via l'OT et il y en a beaucoup d'argent à gagner. Ainsi certaines entreprises vont au devant de ce nouveau marché. Ce sera l'apanage surtout des grosses entreprises comptant plusieurs centaines voire milliers d'ouvriers, dont certaines verront leur chiffre d'affaire multiplié par 100. Les grands cimentiers livreront 80% de leur production de ciment à l'AW...Leur CA sera multiplié par 40 entre 1941 et 1944!

Ensuite la collaboration « induite » : du fait des mesures de contraintes et de la récession de l'activité économique, beaucoup de petites entreprises n'ont plus de travail. Si elles veulent survivre, elles n'ont d'autre choix que d'accepter que de travailler « volontairement » pour l'AW. Ou de disparaître. C'est pourquoi je dis qu'il s'agit d'un piège, d'une souricière... Il faut bien avoir à l'esprit que cette collaboration ne concerne pas que le BTP. Pour la réalisation d'un blockhaus on a besoin d'eau, de gravier, de bois, on a besoin aussi de plombiers, d'électriciens, de peintres, de menuisiers, de multiples corps de métier... Les PME locales sont nécessairement très sollicitées.

Sous la menace de réquisition, un entrepreneur « prête » son bulldozer aux Allemands. Pour être sûr que ce précieux engin lui sera rendu en bon état, il demande à l'un de ses chauffeurs et à un mécanicien qui connaît l'engin de suivre le bulldozer pour en prendre soin. C'est ce qu'on pourrait appeler la collaboration « involontaire », mais je préfère parler de collaboration « induite » si vous voulez. En tout cas, je pense qu'il faut employer le mot de « collaboration », en montrant qu'elle est diverse.

La construction du Mur est un véritable aspirateur à main d'œuvre. Des gens complètement étranger aux métiers du bâtiment vont même jouer les entremetteurs afin d'approvisionner les Allemands. Malgré les difficultés de la guerre, on verra ainsi l'apparition d'innombrables entreprises dites « champignons ». En 1943, en plein malaise dans le BTP, on constate la création ou la demande d'extension de plus de 1000 entreprises... Comme il n'y a plus de marché intérieur, c'est évidemment au profit de l'AW.

A la décharge de plusieurs chefs d'entreprise, par ailleurs patriotes mais impliqués par le chantier de l'AW, il faut reconnaître que certains d'entre eux joueront une sorte de double jeu. Disons que le jour ils travaillent pour le Mur, mais la nuit, ils font du renseignement et en contact avec les réseaux de résistance, fournissent le plus d'informations possible sur les fortifications allemandes. On peut être engagé, de gré ou de force, sur les chantiers de l'AW, et pour autant ne pas être d'accord, chercher parallèlement à agir pour se mettre en accord avec ses convictions. Cela étant, quels que soient les risques encourus par certains, et ils étaient très grands, le résultat est là, et il est toujours visible : ces milliers de bunkers construits sur les côtes de France par des entreprises et des ouvriers français...



HM: Parlez nous des Comités d'Organisation mis en place par Vichy?

JP: Voici un exemple très concret, soi-disant « neutre », de la collaboration technique impulsée par l'Etat français. Le but de ces Comités d'Organisation est d'organiser la profession, de recenser la main d'œuvre et les matières premières pour en assurer la répartition. Cela permet de maintenir un lien entre l'Etat français et les industriels facilement enclin à traiter directement avec les Allemands. Donc d'aider à répondre aux besoins du client essentiel, l'Occupant. Ces Comités sont donc en l'occurrence des rouages indispensables à la construction du Mur. Le système est 100% français, bien qu'inspiré d'un système qui existe déjà en Allemagne. Cela veut prouver aux Français que le dessein de la « Révolution nationale » chère à Pétain, en gros faire table rase du passé, peut très bien être mené à bien en dépit de l'occupation étrangère. En fait c'est le moyen qu'a trouvé le gouvernement français pour signifier que Vichy garde la main sur l'économie française.

HM: Est-ce les choses se sont passées de la même manière pour la construction du Südwall⁴?

JP: Absolument. Sans rentrer dans les détails, il suffit de rappeler la protestation d'un entrepreneur influent lors de la mise en construction du Südwall en novembre 1942 après l'invasion de la zone libre suite au débarquement allié en Afrique du nord. Le patron de la fédération des Travaux publics, au début 1943, demande à tous ses collègues de faire connaître les travaux qu'ils peuvent effectuer, d'indiquer leurs moyens humains et matériels disponibles, et même de préciser les régions dans lesquelles ils préfèreraient travailler...

Deux semaines plus tard, le même patron écrit directement au chef du gouvernement, à Pierre Laval, pour se plaindre du désordre que provoquent les réquisitions allemandes. Il demande que les Allemands fassent plutôt appel au sens des responsabilités des entrepreneurs locaux pour faciliter le travail, toutes ces réquisitions « contrariant » la bonne marche du chantier! Il précise que tout ce qui a si bien fonctionné pour la construction de l'AW en zone occupée doit servir de modèle pour le Südwall : ainsi les Allemands seront satisfaits au mieux de leurs exigences.

HM : Vous dites aussi que l'Organisation Todt qui dirige l'édification du Mur est financée... par les Français !

JP: En effet la construction de l'AW via l'OT est payée entièrement par les « frais d'occupation » que verse l'Etat français à l'Occupant. Vous voulez quelques chiffres significatifs ?

- Les frais d'occupation représentent l'équivalent du budget global de la France de l'époque. Ils doublent donc le budget de l'Etat.
- Entre 1940 et 1944, la moitié du chiffre d'affaires de l'industrie française de construction résulte des commandes allemandes!
- La valeur de travaux allemands effectués en France est multipliée par 40 entre 1941 et 1943.

Grâce à cette manne financière, l'OT paye très bien,

en général le double voire le triple de ce qui se fait dans les entreprises du BTP en France. Pour attirer plus de gens, elle multiplie les avantages qui s'ajoutent aux salaires. Par exemple elle paye des primes de bombardement pour ceux qui travaillent dans les bases sous-marines, ou des primes d'éloignement qui visent à attirer les travailleurs résidant loin des chantiers.

HM : Lors de vos recherches avez-vous entendu parler des actions de sabotage qui auraient été effectuées ici et là sur le mur ?

JP: Ah la légende des sabotages! On a souvent répété que certains auraient ajouté du sucre ou de la farine au béton pour qu'il ne prenne pas... Bien, mais en ces périodes de restriction absolue sur les matières premières alimentaires, ils se le procurent où le sucre et la farine, ces saboteurs?

Soyons sérieux, quel serait l'effet d'un kilo de sucre sur 800 m3 de béton ? Cette légende témoigne de la mauvaise conscience de ceux qui, évidemment, n'ont rien pu faire contre ces fortifications qu'ils ont dû contribuer à bâtir. Certes il y a peut-être eu ici ou là des dosages de sable dans le ciment certainement disproportionnés, mais il n'y a guère d'exemple de blockhaus qui se seraient effondrés tout seuls, sous l'effet d'une tempête! La résistance des vestiges 70 ans plus tard témoigne plutôt de leur solidité!

HM: Paul Virilio trouvait aux blockhaus une certaine beauté. Faites-vous partie de ceux qui pensent qu'il faudrait détruire ces choses hideuses qui défigurent nos côtes ou pensez-vous au contraire qu'il faut les garder, voire les restaurer car ils font partie de notre patrimoine?

JP: Il y a longtemps que j'ai lu, bien entendu, Paul Virilio², qui a écrit un livre pionnier, passionnant. Je l'ai même rencontré. Une jeune étudiante de maîtrise Christelle Neveux a publié un livre très intéressant sur le Mur³ et sa valorisation. Quand la nature n'a pas imposé sa loi - chute de pans de falaises ou recul des dunes de sable- les blockhaus sont restés au bord du littoral comme des géants endormis. Beaux ou affreux comme chacun voudra, ils font partie de notre décor familier.

Je pense qu'il faut une conservation intelligente de ces vestiges, de ce qu'ils représentent. Si cette conservation permet de faire le lien entre ces seuls restes matériels de l'Occupation et l'histoire de la seconde guerre mondiale, j'y suis très favorable. Les actions de restauration et de mise en valeur de ces sites peuvent même permettre de ne pas abandonner le terrain aux nostalgiques dont les motivations idéologiques sont effrayantes, comme cela a été le cas naguère dans une batterie très bien restaurée en Normandie. Mais à mon sens il faudrait arriver à rompre avec toute idée de célébration du Génie allemand des constructions militaires. Ce mur de l'Atlantique est le symbole visible du système d'asservissement d'un peuple, on ne le dira jamais

HM: Est-ce que finalement, un peu comme la ligne Maginot, le mur de l'Atlantique n'a pas été aussi un immense gâchis humain, financier et même militaire puisque qu'il n'a retenu les alliés le 6 juin 1944 que quelques heures ?



JP: En ce qui concerne le plan financier, on ne devrait pas parler de gâchis puisque, comme je le rappelle, beaucoup d'entreprises françaises ont gagné beaucoup d'argent et qu'elles ont survécu grâce à lui, même si cet argent avait une drôle d'odeur. Elles ont tellement survécu qu'elles ont pour la plupart largement participé à la reconstruction de la France après la Libération. C'est l'ironie du destin.

Au plan militaire, on peut parler d'un fiasco, puisque le Mur n'a guère ralenti les alliés le jour J. En revanche, il ne faut pas oublier l'élément de dissuasion largement exploité par la propagande allemande. Ce Mur délimitait la frontière de la « forteresse Europe », censée protéger les populations occupées contre « l'invasion » qui risquait de mettre la France à feu et à sang. Le Mur a retardé la date du débarquement. Donc son rôle dissuasif a joué. Rappelons-nous l'exploitation qui a été faite de l'échec du débarquement anglo-canadien de Dieppe en 1942.

Mais le rôle d'instrument de propagande du mur de l'Atlantique a été considérable, et je dirais qu'il demeure dans nos têtes. C'est pourquoi le regard critique que nous devons exercer sur cette construction si gigantesque est capital.



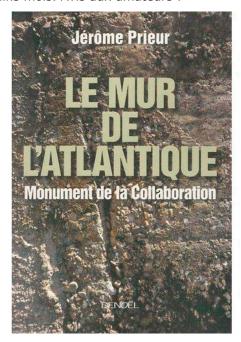
HM : Vous faites allusion dans votre livre aux « bunker archéologues » du dimanche. Quel est votre avis à leur sujet ?

JP: Tout comme moi, je dirais que ce sont des passionnés d'histoire. J'ai un un grand respect pour ceux dont les loisirs sont consacrés à rechercher, déblayer, restaurer, mesurer les vestiges de ces fortifications. C'est inévitable que certains croient posséder la science définitive en la matière, ils peuvent prendre parfois une posture un peu altière vis-à-vis des « non initiés ». Ce peut être gênant, mais surtout ce qui me paraît bien plus important ce serait de faire l'histoire locale de ces constructions, en n'ayant pas peur de ne se cantonner qu'au terrain militaire. D'étudier enfin les dimensions civiles, économiques, sociales, humaines constructions, à travers les moindres détails, les plus petits indices, comme le font les archéologues de périodes bien plus reculées. Cette « archéologie » serait certainement très révélatrice de la vie quotidienne sous l'Occupation, loin des clichés et des idées simplistes. Le temps des témoins directs va bientôt toucher à sa fin. Toute une mémoire reste enfouie dans les placards et dans certaines sources d'archives encore inaccessibles ou inexploitées. Voilà un vaste chantier qui se présente aux passionnés...

HM: Dernière question. Après vous êtes attaqué à l'AW, envisagez vous dans le futur quelque chose sur notre ligne Maginot?

JP: Le côté militaire des fortifications n'est pas en soi ce qui m'intéresse le plus. Ce qui m'a fasciné c'est la partie immergée de l'iceberg du Mur de l'Atlantique. Il y a ce que l'on voit toujours, les vestiges, partie émergée et le côté invisible que j'ai cherché à mettre au jour autant dans mon film que dans mon livre, cette histoire dont on a toujours beaucoup de mal à parler aujourd'hui. Etrangement.

PS : Jérôme Prieur espère la sortie dans le commerce de son DVD sur le mur de l'Atlantique dans les 6 prochains mois. Avis aux amateurs !





- 1 : « Les Patrons sous l'Occupation » de Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera – édition Odile Jacob 1997
- 2 : « Bunker archéologie » de Paul Virilio éditions du demi-cercle 1975 ou éditions Galilée 2008.
- **3** : « Le Mur de l'Atlantique : vers une valorisation patrimoniale » éditions l'Harmattan 2006
- **4** : Südwal : équivalent du Mur de l'Atlantique sur la façade méditerranéenne.

AW: Atlantikwall (mur de l'Atlantique en Allemand)OT: organisation Todt en charge de la construction du mur.



Le Mont-Valérien, lieu d'histoire, lieu de mémoire

Par Claire CAMERON et Franck SEGRETAIN

Le Mont-Valérien¹ fut pendant des siècles un important lieu de pèlerinage chrétien, puis au milieu du XIXème siècle, un fort de la « ceinture parisienne » y fut construit. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le site a été le principal lieu d'exécution des autorités allemandes en France. Dès 1944, grâce à la volonté politique du général de Gaulle et au travail inlassable des associations des familles des fusillés, il est devenu un lieu de mémoire. Le Mémorial de la France combattante y a été érigé en 1960. Depuis le début du XXIème siècle, divers aménagements permettent de rappeler la mémoire de plus de mille personnes fusillées dans la clairière du Mont-Valérien et au-delà de faire rayonner ce lieu de mémoire de la France au combat.

près la défaite et l'armistice du 22 juin 1940, la tard, le 23 mars 1941⁵. Plusieurs peines capitales sont A France est divisée en plusieurs zones : la zone nord est occupée par l'armée allemande, tandis que le

nouvel « État français » s'installe en zone sud, à Vichy. Le commandement militaire allemand en France occupée (Militärbefehlshaber in Frankreich -MBF) met immédiatement en place un arsenal répressif pour assurer la sécurité de ses troupes et le maintien de l'ordre. Face aux premiers actes de résistance de ceux qui refusent l'Occupation, la répression est immédiate et sévère. Dès 1941, le MBF fait du Mont-Valérien le lieu d'exécution attaché à la région parisienne pour les résistants condamnés à mort par un tribunal militaire allemand, puis pour les otages désignés en représailles aux attentats commis contre des soldats. De mars 1941 à août 1944, plus d'un millier de personnes sont exécutées au

mands du Gross Paris

Dès les premiers jours de la mobilisation en septembre 1939, le 8ème régiment du génie quitte Mont-Valérien pour rejoindre le front. Il ne reste dans le fort qu'un dépôt de munitions avec un personnel réduit. Le 3 juin 1940 les premières bombes allemandes frappent la forteresse. La Wehrmacht entre à Suresnes le 24 juin et se fait ouvrir les portes du fort. En août, des unités d'infanterie, de défense anti-aérienne et d'artillerie y séiournent brièvement. À partir de 1941, les services de l'intendance allemande y tiennent garnison. Le périmètre du fort devient une zone interdite. À l'intérieur des fortifications, la clairière sert de lieu discret pour l'exécution des résistants et otages transportés depuis les prisons et camps de la région parisienne : Fresnes, la Santé, le Cherche-Midi, Drancy, Romainville et Compiègne.

Mont-Valérien². Le lieu d'exécution des tribunaux militaires alle-

Le Mont-Valérien est avant tout le lieu d'exécution des tribunaux militaires allemands³ du département de la Seine et plus largement, de ce que l'occupant désigne comme le « Gross Paris »4.

Dès l'automne 1940, la répression allemande fait ses premières victimes, mais, la première exécution connue à Suresnes survient quelques semaines plus

- 1 : Sur le territoire de la commune de Suresnes dans l'actuel département des Hauts-de-Seine.
- 2 : Pour une lecture plus détaillée sur le rôle du Mont-Valérien au cours de la Seconde Guerre mondiale, voir les articles de Thomas Fontaine et Thomas Pouty dans Le Mont-Valérien. Résistance, Répression et Mémoire, co-édition ministère de la Défense-Papier & Co, Paris
- 3 : Tribunal du Gross Paris qui siège rue Boissy d'Anglas à Paris, auguel il faut ajouter le tribunal de la Luftwaffe (armée de l'air) qui siège boulevard Victor près de Balard et le tribunal XXI de la police et de la SS. Selon les recherches actuelles, le tribunal SS n'aura condamné à mort qu'un seul résistant, Bernard Courtault, fusillé au Mont-Valérien le 3 novembre

aussi appliquées dans d'autres sites du département de la Seine, comme Vincennes et Chatenay-Malabry,

> et le Mont-Valérien n'apparaît pas encore comme un lieu privilégié par les autorités allemandes.

> C'est à partir de la fin du mois d'août 1941 que les autorités d'occupation semblent définitivement choisir le Mont-Valérien comme lieu d'exécution. Les 26 et 27 août, cinq résistants communistes y sont fusillés. Le 29 août, ce sont trois gaullistes, Honoré d'Estienne d'Orves, Maurice Barlier et Jan Doornick, du réseau de renseignements « Nemrod », qui tombent face au peloton d'exécution allemand. Jusqu'au mois de juillet 1942, les exécutions au Mont-Valérien se succèdent alors à un rythme grandissant : 200 condamnés à mort par les tribunaux allemands de Paris y sont fusillés.

> À partir de juillet 1942, les Allemands utilisent en parallèle un autre lieu de mise à mort, un an-

cien stand de tir de l'armée française, place Balard (15ème arrondissement). Ces deux lieux d'exécution sont alors tour à tour ou conjointement utilisés. Le Mont-Valérien reste néanmoins le lieu privilégié par les tribunaux militaires allemands pour leurs fusillades sur toute la période⁶ : 61 exécutions en 1941, plus de 200 en 1942, environ 180 en 1943 et plus de 180 autres durant les huit premiers mois de l'année 19447. Il semble que la discrétion du site et sa proximité avec Paris, sans toutefois en être trop proche, soient les raisons qui amènent les Allemands à privilégier la forteresse de Suresnes.

- 4 : Le « Gross Paris » correspond à peu près aux limites de l'actuelle région Île-de-France.
- 5 : La victime, sur laquelle peu d'informations sont disponibles, est un ressortissant néerlandais, Gerardus Beks.
- **6** : Nous verrons dans le paragraphe suivant que le Mont-Valérien est aussi le lieu privilégié par les autorités allemandes pour les exécutions d'otages à partir
- 7 : Par comparaison, 150 personnes ont été fusillées au stand de tir de Balard au cours de la Seconde Guerre mondiale.



BEKANNTMACHUNG

- Der Kapitänleutnant Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES, französischer Staatsangehöriger, geb. am 5. Juni 1901 in Verrières,
- der Handelsvertreter Maurice Charles Émile BARLIER, französischer Staatsangehöriger, geb. am 9. September 1905 in St. Dié,
- der Kaufmann Jan Louis-Guilleaume DOORNIK, holländischer Staatsangehöriger, geb. am 26 Juni 1905 in Paris,

sind wegen Spionage zum Tode verurteilt und heute erschossen worden.

Paris, den 29. August 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich.

AVIS

- Le lieutenant de vaisseau Henri Louis Honoré COMTE D'ESTIENNES D'ORVES, Français, né le 5 juin 1901 à Verrières,
- 2. l'agent commercial Maurice Charles Émile BARLIER, Français, né le 9 septembre 1905 à St-Dié,
- 3. le commerçant Jan Louis-Guilleaume DOORNIK, Hollandais, né le 26 juin 1905 à Paris,

ont été condamnés à mort à cause d'espionnage. Ils ont été fusillés aujourd'hui.

Paris, le 29 Août 1941.

Der Militärbefehlshaber in Frankreich. d'Occupation, un nombre déterminé d'otages doit être exécuté. Ces victimes doivent appartenir au « cercle présumé des auteurs des attentats » et donc être issues des mêmes milieux politiques, sociaux et géographiques qu'eux. De plus, leur exécution doit avoir lieu, autant que possible, dans les régions concernées par ces attentats. Ceci explique qu'en zone occupée, les exécutions d'otages du mois de septembre 1941 se soient déroulées exclusivement au Mont-Valérien puisqu'elles répriment des attentats commis à Paris par la résistance communiste. Trois fusillades ont lieu les 6, 16 et 20 septembre faisant, au total, 25 victimes.

commis contre les forces

Le 15 décembre 1941, survient l'une des exécutions les plus massives de toute l'Occupation. En représailles à plusieurs séries d'attentats ayant touché Paris et sa banlieue depuis le mois de novembre, le MBF ordonne que 100 otages soient fusillés. Pour la première fois les Juifs sont clairement désignés pour porter le poids de ces représailles aux côtés des communistes. Ne disposant pas des 100 otages en région parisienne, ce sont 95 personnes qui sont mises à mort ce jour là, dont 69 au Mont-Valérien, les autres étant exécutées dans d'autres départements de la zone occupée¹⁰.

Au début de 1942, le problème des autorités allemandes est alors d'avoir toujours à leur disposition une réserve suffisante d'otages à exécuter dans les territoires touchés par la lutte armée. Surtout que depuis l'exécution massive du 15 décembre, le MBF a décidé d'associer aux exécutions, la déportation systématique vers l'Allemagne d'éléments « judéobolcheviques ». De ce fait, alors même qu'un grand nombre de communistes et de Juifs partent vers les centres d'internement parisiens pour être déportés en Allemagne, les autorités d'occupation viennent à manquer de prisonniers pouvant servir d'otages en province.

La place des exécutions au Mont-Valérien s'en trouve indirectement renforcée. En effet, parallèlement aux représailles ordonnées pour des attentats commis en région parisienne – qui se multiplient jusqu'au mois de mai 1942 – les autorités du Gross Paris sont amenées à fusiller au Mont-Valérien les otages qui font défaut dans les régions de province touchées également par les attentats. Le camp de Drancy¹¹ pour les Juifs et les prisons de Fresnes, de la Santé et du Cherche-Midi pour les communistes deviennent des réserves d'otages dans lesquelles les Allemands puisent.

Par ailleurs, les autorités allemandes font juger à Paris, où le MBF s'est installé, des affaires mettant en cause la Résistance non seulement parisienne, mais aussi celle de toute la zone occupée. De cette façon, l'occupant affirme sa prééminence face aux autorités de Vichy en matière de maintien de l'ordre et instaure une propagande active autour de sa politique de répression destinée à frapper l'opinion. Sur plus de 640 condamnés à mort fusillés à Suresnes, près de 40 % ont été arrêtés en dehors du département de la Seine avant d'être transférés dans la capitale, afin d'y être jugés pour des raisons diverses, et notamment lors d'affaires considérés comme importantes⁸.

Au total, parmi les quelques 640 condamnés à mort fusillés au Mont-Valérien, environ 550 ont été conduits au poteau d'exécution sur décision du tribunal militaire du « Gross Paris »9. Les autres tribunaux sont ceux de Saint-Cloud, Chartres, Caen, Nancy, etc.

Les exécutions d'otages au Mont-Valérien.

De même que pour les condamnés à mort, le Mont-Valérien est le plus important site utilisé en zone occupée pour l'application de la « politique des otages ». À partir de septembre 1941, pour chaque attentat

- 8 : C'est notamment le cas du réseau Nemrod en août 1941 ou du groupe de résistants bretons « Élie » en décembre de la même année. Les raisons ayant pu motiver le transfert de ces prisonniers sont nombreuses : une enquête menée en province prise en charge par une équipe parisienne plus qualifiée ; une affaire traitée sur la région parisienne conduisant à dévoiler des ramifications dans d'autres départements, etc.
- **9** : Ces 640 condamnés à mort fusillés au Mont-Valérien représentent près d'un quart de tous les condamnés exécutés sur ordre des instances judiciaires placées sous l'autorité du MBF en zone occupée (sans compter les condamnés exécutés dans le Nord Pasde-Calais, zone rattachée au commandement militaire de Bruxelles).
- **10**: Parmi elles, neuf sont extraites du camp de Châteaubriant (Loire-Inférieure), quatre sont sorties de la prison de Fontevrault (Maine-et-Loire) et treize de la maison centrale de Caen (Calvados).
- **11** : Drancy est l'antichambre de la déportation des juifs de France vers l'Allemagne.



Du mois de février 1942 à la fin du mois de mai suivant, ce sont plus de 60 personnes qui sont fusillées au Mont-Valérien pour des attentats commis au quatre coins de la zone occupée.

Ainsi, sur plus de 730 personnes exécutées en France¹² de septembre 1941 à octobre 1943 dans le contexte de la « politique des otages », plus de 370 ont été mises à mort à Suresnes, soit un otage sur deux.

Le rôle du camp de Romainville¹³

Au printemps 1942, Hitler nomme le général Oberg en tant que chef suprême des SS et de la police en France et retire progressivement les prérogatives répressives du MBF pour les confier à la Sipo SD, les policiers nazis. En août 1942, après un attentat contre des soldats allemands au stade Jean Bouin, le général Oberg décide de redonner leur caractère massif aux représailles. 93 otages sont extraits des camps de Compiègne, de Romainville¹4 et des prisons de la région parisienne puis regroupés au fort de Romainville avant d'être conduits au Mont-Valérien. Le 11 août, 88 otages y sont exécutés¹5.

Constatant que le regroupement des otages à Romainville a largement facilité l'application des représailles, les SS font du fort le lieu de rassemblement des « victimes expiatoires » détenues de façon préventive en région parisienne.

Le 21 septembre 1942, pour sanctionner une nouvelle série d'attentats, les Allemands décident d'exécuter 116 otages. 46 personnes sont alors extraites du camp de Romainville pour être fusillées au Mont-Valérien ; les 70 autres sont exécutées à Bordeaux car les autorités allemandes ne disposent pas encore de suffisamment d'otages sur Paris.

À l'automne 1942, les Allemands mettent en sommeil la politique des otages jugée inefficace puisque les attentats se poursuivent. Exceptionnellement, une nouvelle fusillade d'otages est décidée à la fin du mois de septembre 1943 en représailles à l'assassinat de Julius Ritter, le président allemand du service de la maind'œuvre en France. Le 2 octobre, 50 otages sont extraits du camp de Romainville et conduits au Mont-Valérien.

Au total, 184 internés du fort de Romainville sont fusillés à Suresnes à partir d'août 1942. En utilisant le camp de Romainville comme unique réserve d'otages, et en seulement trois vagues d'exécutions, les policiers nazis font exécuter au Mont-Valérien autant d'otages que les militaires du MBF pendant toute la période précédente.

Romainville, Compiègne, Drancy, Fresnes, le Cherche-Midi, la Santé, Ivry-sur-Seine... différents lieux jalonnent le parcours des fusillés du Mont-Valérien. Tous ces sites ont une fonction bien précise dans le dispositif de répression allemand et forment un réseau dont le centre est le Mont-Valérien. Condamnés à morts et otages expiatoires, de 1941 à 1944, plus de 1000 personnes y sont fusillées, faisant du Mont-Valérien le principal lieu d'exécution de toute la zone occupée.

Les fusillades suivent un schéma pré-établi. Les prisonniers sont transportés en camions militaires dans l'enceinte du fort. Lors des exécutions massives, comme celles d'octobre 1943, certains sont enfermés dans la chapelle désaffectée, où ils ont passé leurs derniers instants. Ils ont gravé sur les murs leur témoignage, en délivrant leurs ultimes messages. Pour tous, une fois arrivés à la clairière, un officier leur notifie en allemand la décision du tribunal qui les a condamnés ou l'ordonnance qui les a désignés pour être exécutés comme otages. Par petits groupes de 3 ou de 5, ils sont attachés mains derrière le dos aux poteaux, les yeux bandés s'ils le désirent. Le peloton (qui peut comporter jusqu'à 40 hommes) procède à la mise à mort, parfois devant les camarades qui vont leur succéder. L'officier allemand donne le coup de grâce, puis un médecin militaire constate le décès.

Après les exécutions, les corps des fusillés sont transportés vers différents cimetières de la région parisienne pour y être inhumés dans des fosses communes ou des tombes individuelles : essentiellement à Ivry-sur-Seine, mais aussi à Suresnes, Puteaux, Bois-Colombes, Thiais, ou encore au Père-Lachaise où ils sont incinérés. La dispersion et l'anonymat des corps, imposés par les forces d'occupation, a pour but d'éviter que ces sépultures ne deviennent des lieux de rassemblement et des symboles du martyr



Photographie extraite d'une série réalisée lors d'une exécution au Mont-Valérien en février 1944, prises clandestinement par le sous-officier Clemens Ruther. Ce sont sans doute les photographies de l'exécution des 22 résistants du groupe FTP-MOI de Missak Manouchian (Affiche Rouge) et les seules qui existent d'une fusillade au Mont-Valérien

© DR, cliché transmis par l'association des amis de Franz Stock

- **12** : Il y a aussi des exécutions en zone rattachée du Nord-Pas-de-Calais. Au total, en additionnant les exécutions en zone nord et en zone rattachée, on dépasse les 830 victimes.
- **13**: Sur cette question se référer à l'ouvrage de Thomas Fontaine, Les oubliés de Romainville. Un camp allemand en France (1940-1944), Paris, Tallandier, 2005, 144 p.
- **14** : Dans l'actuel département de la Seine-Saint-Denis.
- **15** : Cinq d'entre eux n'ayant pu être amenés à temps sur le lieu de l'exécution.



La France Libre rend hommage aux fusillés du Mont-Valérien

Malgré la discrétion voulue par les autorités allemandes sur le rôle qu'elles attribuent au Mont-Valérien, mais aussi à Châteaubriant, Bordeaux ou aux autres lieux d'exécution16, les informations sur les fusillades d'otages et de résistants parviennent jusqu'à Londres. Dès 1941, les émissions en lanque française de la BBC les évoquent. Sur les ondes, le 25 décembre 1943, Maurice Schumann parle aux auditeurs : « Je relisais, cette nuit, l'anthologie déjà si vaste des dernières lettres d'otages et de martyrs fusillés [...] ce garçon, fusillé le lundi9 mars 1942, neveu d'un aveugle de guerre et dont la mère a voulu, de l'île d'Haïti [...] nous envoyer le dernier adieu [...] écoutez [sa] voix : "J'ai la certitude que le monde de demain sera meilleur et plus juste, que les humbles et les petits auront le droit de vivre plus dignement, plus humainement..." » 17.

Le général de Gaulle, dans ses discours à la BBC, rappelle lui aussi le sacrifice des résistants et des otages. Dans trois déclarations à la radio de Londres, les 23, 25 et 30 octobre 1941, à la suite de l'exécution de 98 otages à Châteaubriant, Nantes, Bordeaux et au Mont-Valérien, les 22 et 24 octobre, de Gaulle fustige les « bourreaux de la France ». Le 25 octobre, le chef de la France combattante s'exclame : « En fusillant nos martyrs, l'ennemi a cru qu'il allait faire peur à la France ! » et appelle à un « garde-à-vous national » pour rendre hommage aux fusillés.



Une sentinelle allemande devant l'entrée de la forteresse du Mont-Valérien.

© Société historique de Suresnes

16 : Il y en a globalement un par département de zone occupée.

17 : Il s'agit de Tony Bloncourt, fusillé au Mont-Valérien le 9 mars 1942.

La libération du fort du Mont-Valérien

Le 20 août 1944, les Allemands présents à Suresnes, rejoints par des miliciens français, se réfugient dans la forteresse. Après les combats pour la libération de Neuilly, la compagnie des FFI de Suresnes, composée en majeure partie des jeunes résistants de Suresnes, Nanterre, Puteaux, Courbevoie et de Boulogne, encercle le fort. Cependant, l'officier qui commande les troupes allemandes refuse de se rendre à des hommes sans uniforme. Le colonel Rémy du 1er régiment de spahis marocains (2ème DB), stationné à Longchamp, est appelé pour parlementer. Les Allemands acceptent enfin de se rendre. Juste avant la reddition de la forteresse, les troupes retirent les cinq poteaux d'exécution érigés dans la clairière afin de ne pas laisser de traces. Le 26 août 1944, à 10 h 30, le drapeau français flotte sur le Mont-Valérien.

« Faire quelque chose au Mont-Valérien »

Lorsqu'à la libération de Paris, en 1944, le général de Gaulle, président du Gouvernement provisoire de la République française, propose d'ériger un mémorial de la France pendant la Seconde Guerre mondiale, le rôle du Mont-Valérien comme lieu de fusillades utilisé par les Allemands est donc présent dans les esprits.

Et, quand le 1er novembre 1944, le général de Gaulle rend « l'hommage de la Toussaint aux morts de la Résistance », il va d'abord se recueillir dans la clairière du Mont-Valérien, avant de se rendre au fort de Vincennes¹8, puis au cimetière d'Ivry-sur-Seine, principal lieu d'inhumation des fusillés de l'Île-de-France. Parallèlement, dès cette époque, les associations des familles des fusillés, souhaitant à la fois préserver le site, qui est encore une emprise militaire, et honorer la mémoire des résistants et des otages, organisent les premières cérémonies d'hommage.

Le 18 juin 1945, lors des célébrations du cinquième anniversaire de l'Appel de Londres, le général de Gaulle préside le défilé militaire sur les Champs-Élysées, puis, de nouveau, se rend au Mont-Valérien. Précédé de deux cents Compagnons de la Libération, le Général pénètre dans le fort avec les porteurs de la flamme recueillie à l'Arc de Triomphe. Il se recueille dans l'ancienne casemate, à proximité du poste de garde, où les condamnés attendaient la mort, puis allume la flamme, symbole de la Résistance, dans une vasque de bronze. Par ce geste, le général de Gaulle consacre le Mont-Valérien comme le lieu de la mémoire de la France au combat pendant la Seconde Guerre mondiale.

En septembre, de Gaulle demande à Henri Frenay, ministre des prisonniers, déportés et réfugiés, d'organiser à l'occasion du 11 novembre, une grande cérémonie en hommage aux Morts pour la France pendant la guerre 1939-1945.

Frenay décide de s'inspirer du symbole du Soldat inconnu de la Grande Guerre, en l'adaptant aux spécificités du deuxième conflit mondial.

18: Autre lieu de fusillade à Paris. Le premier parisien fusillé par les Allemands est exécuté au fort de Vincennes. Du 20 au 22 août 1944, 56 résistants, policiers et agents de la RATP, sont arrêtés et rassemblés à Vincennes; 36 d'entre eux sont fusillés dans les fossés du fort et à la Cartoucherie.



Le Soldat de 1914-1918 est seul : Frenay imagine que pour 1939-1945 les différentes catégories de combattants devront être représentées par la dépouille de l'un des leurs¹⁹. Le Soldat de 1914-1918 est inconnu ; les noms des Morts pour la France de 1939-1945 seront rendus publics après avoir été tirés au sort²⁰.

Le 29 octobre, à l'Hôtel national des Invalides, Henri Frenay, les ministres et les chefs d'état-major des trois armées, les représentants du Conseil national de la Résistance, des anciens combattants, des déportés, des prisonniers de guerre procèdent au tirage au sort des « héros dont les dépouilles seront honorées par la nation : combattants de 1940, FFL, résistants, déportés, prisonniers, hommes de la France d'Outre-Mer... »²¹.

Frenay imagine ensuite que les cercueils seront transportés dans une sépulture provisoire : « la sépulture définitive [...], je la vois sous la forme d'un phare, semblable à ceux de l'Océan, érigé au point culminant du mont Valérien, là où tant de résistants ont été fusillés »²².

Dans ses Mémoires de guerre, le général de Gaulle écrit : « Le 11 novembre, je présidai la cérémonie de l'Étoile. Quinze cercueils, amenés de tous les champs de bataille, étaient rangés autour de l'Inconnu, comme si ces combattants venaient lui rendre compte de leur propre sacrifice avant d'être transférés dans une casemate du mont Valérien. Au pied de l'Arc, prononçant quelques mots, j'en appelai à l'unité et à la fraternité "pour guérir la France blessée. Marchons, disais-je, sur la même route, du même pas, chantant la même chanson! Levons vers l'avenir les regards d'un grand peuple rassemblé!" Sur le pourtour de la place, la foule était aussi chaleureuse que jamais. »²³

Les dépouilles des quinze combattants sont ensuite déposées dans une casemate du fort du Mont-Valérien transformée en caveau provisoire²⁴. Sur la paroi est gravée la liste des noms, ainsi que l'inscription : « Nous sommes ici pour témoigner devant l'histoire que de 1939 à 1945 ses fils ont lutté pour que la France vive libre ».

Le 20 janvier 1946, le jour même où de Gaulle quitte le pouvoir, un décret est publié au Journal officiel désignant les membres du « comité national pour l'édification d'un monument national au morts de la guerre 1939-1945 ».

La cérémonie du 18 juin

Dès le 18 juin suivant, décidé à faire de cette date et du site du Mont-Valérien un véritable rendez-vous de la mémoire nationale, de Gaulle préside une cérémonie devant la crypte provisoire où reposent les quinze

19 : Le nombre est fixé à quinze. Un seizième corps, symbole de la lutte contre les Japonais en Indochine, les rejoint en 1952.

20: Henri Frenay, La nuit finira, Robert Laffont, 1973, page 548.

21: Henri Frenay, Idem.

22 : Henri Frenay, Idem.

23 : Charles de Gaulle, Les Mémoires de guerre, L'Unité, Le Salut, Gallimard, 2000, page 858.

24 : C'est l'ancienne casemate dans laquelle le général de Gaulle s'est recueilli le 18 juin 1945.

Morts pour la France. Au milieu d'une foule considérable, accompagné par l'amiral Thierry d'Argenlieu, grand chancelier de l'Ordre de la Libération, il se recueille dans le caveau provisoire, puis il rallume la flamme. Il confie alors qu'il souhaite que chaque année cette cérémonie au Mont-Valérien se renouvelle pour que « la tombe de l'Inconnu et la terre des fusil-lés soient unies dans une même cérémonie symbolique. »²⁵.

Dorénavant, chaque 18 juin, accompagné du chancelier de l'Ordre de la Libération, des Compagnons de la Libération et par une foule nombreuse, le général de Gaulle rallume la flamme devant la crypte provisoire du Mont-Valérien. Dans le même temps, les associations des familles des fusillés, fidèles à la mémoire de leurs proches, organisent des cérémonies, des prises d'armes dans la clairière, au cours desquelles les noms des fusillés sont rappelés.

Pour leur part, les gouvernements de la IVème République, il est vrai éclipsés par de Gaulle, s'intéressent peu au site de Suresnes. Certes, les présidents Vincent Auriol puis René Coty, après leur élection à la présidence de la République, les 16 janvier 1947 et 1954, rendent un « hommage aux morts de la Résistance » en déposant une gerbe dans la clairière, mais, si le site n'est pas abandonné²⁶, le projet d'un mémorial de la querre 1939-1945 semble mis en sommeil.

Le Mémorial de la France combattante

Revenu au pouvoir en juin 1958, le général de Gaulle relance l'idée et démontre qu'il souhaite même en être le maître d'œuvre puisque dès la première réunion organisée au ministère des anciens combattants, en juillet, son représentant, le colonel Ponchardier, précise que « le monument est érigé à la gloire de la France Combattante, il devra comporter une crypte privée appelée à recevoir les 16 dépouilles actuellement déposées dans la crypte du fort, les abords seront aménagés de telle sorte que les cérémonies puissent grouper au moins 5 000 personnes avec parking. »²⁷

Le 23 novembre, de Gaulle nomme l'Architecte des bâtiments de France, Félix Brunau « directeur des travaux et architecte d'opérations pour la réalisation technique d'un haut-lieu de la France Combattante » sur les glacis sud-est du Mont-Valérien et, un mois plus tard, il donne son accord au projet présenté par l'architecte.

Le 18 juin 1960, le général de Gaulle inaugure le Mémorial de la France Combattante. La veille, les cercueils des seize combattants ont été transférés dans la crypte. Les cénotaphes, présentés en arc de cercle et recouverts du drapeau tricolore, entourent l'urne contenant les cendres de déportés inconnus. Un emplacement de caveau, le n°9, reste vide : il est réservé au dernier Compagnon de la Libération.

25 : Claude Mauriac, Aimer de Gaulle, Grasset, 1978, page 308.

26 : Le 26 avril 1954, une urne contenant des cendres prélevées dans les camps de concentration est déposée dans la casemate.

27 : Procès-verbal de la conférence tenue le 10 juillet 1958 pour l'aménagement du Mont-Valérien (archives du bureau des archives des victimes des conflits contemporains à Caen, SHD).





18 juin 1960 : Transfert des dépouilles des combattants dans la crypte (http://sites.google.com/site/memoiresdumontvalerien/à)

Le monument est érigé près de la clairière des fusillés, contre le mur d'enceinte sud-est du fort, sur une esplanade de 10 000 m2, dont la forme symbolise le V du mot Victoire. Le Mémorial est formé d'un mur de grès rose de 150 mètres de long portant seize hautsreliefs en bronze, œuvres de seize sculpteurs différents, qui rappellent l'héroïsme des combattants et les formes multiples du combat. Au centre, se dresse une croix de Lorraine de 12 m de haut devant laquelle brûle une flamme permanente.

Depuis le 18 juin 1960, l'esplanade de la France Combattante est le lieu de nombreuses cérémonies, et notamment de celle qui commémore l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940, organisée sous l'égide de la Chancellerie de l'Ordre de la Libération. Elle regroupe les plus hautes autorités de l'État, les Compagnons de la Libération, leurs familles et celles des Compagnons décédés, ainsi que les représentants des villes et unités militaires titulaires de l'Ordre. Depuis 2006, la cérémonie officielle du 18 juin fait partie des journées nationales annuelles de commémoration.

Le 10 mars 1962, Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants, inaugure la seconde composante mémorielle du site, le parcours du souvenir qui permet de suivre depuis la chapelle le chemin suivi par les condamnés jusqu'à la clairière, lieu des fusillades.

L'hommage aux fusillés

Le Mémorial de la France combattante marque la volonté du général de Gaulle de rassembler toutes les « catégories » de combattants français de 1939-1945. Toutefois, l'impressionnant monument semble masquer la clairière des fusillés. En effet, ce n'est qu'après avoir traversé la crypte du Mémorial puis suivi le parcours du souvenir que la mémoire des fusillés du Mont-Valérien peut enfin être révélée aux visiteurs. Et encore, de façon parcimonieuse, car si certains de ces fusillés sont des héros connus de la résistance (Gabriel Péri, Honoré d'Estienne d'Orves, Missak Manouchian, entre autres), la plupart sont inconnus voire ignorés, puisque le nombre exact de résistants et d'otages fusillés dans la clairière n'est alors pas connu avec précision.

Certes, depuis novembre 1959, une dalle, déposée au centre de la clairière, rappelle qu'« *Ici, de 1940 à 1944, tombèrent plus de 4 500 résistants fusillés par l'ennemi pour leur indomptable foi dans les destins de leur pays.* » Mais ce chiffre de 4 500, admis dans les années 60, peut être mis en doute. Dès février 1945, la première étude sur le sujet, menée par l'adjudant Robert Dor, fait état de 939 exécutions. Il faut ensuite attendre la fin des années 80 pour que l'association « *Les fils et filles des déportés juifs de France* », puis la Délégation à la mémoire et à l'information historique du ministère des anciens combattants confirment le nombre d'un millier de victimes avec respectivement 953 et 1 039 noms.

En octobre 1997, Maître Robert Badinter, sénateur des Hauts-de-Seine, rappelant que les « noms des fusillés du Mont-Valérien ne sont gravés nulle part dans ces lieux où ils connurent l'ultime sacrifice », propose au Sénat le vote d'une loi pour « combler cette regrettable omission » en édifiant un monument qui porterait le nom de ces résistants et otages. La loi est votée le 22 octobre 1997.

En mars 1998, Jean-Pierre Masseret, ministre des anciens combattants, crée une commission composée de représentants des principales associations oeuvrant pour la mémoire des fusillés du Mont-Valérien.



Le Mémorial de la France combattante, monument en hommage aux morts pour la France en 1939-1945 voulu par le général de Gaulle. © Jacques ROBERT SGA/DMPA



Sa mission est « d'établir la liste nominative la plus exhaustive possible des fusillés et d'émettre un avis quant aux conditions de la matérialisation de cet hommage ». En janvier 1999, « quatre personnalités qualifiées »²⁸, membres de la commission, rendent publique une première liste de noms, liste régulièrement mise à jour grâce aux études en cours et à la découverte de nouvelles archives.

Dans le même temps, la commission choisit l'emplacement du futur monument rendant hommage aux fusillés. Au début de 2000, Pascal Convert remporte le concours avec son projet de monument en forme de moule de cloche qui « rassemble la communauté par l'appel du tocsin, le glas des morts et la sonnerie de la victoire ». Le monument porte en relief, classée par année et par date de décès, la liste alphabétique des 1 014 fusillés du Mont-Valérien jusque là identifiés²⁹.

Estimant qu'une liste exhaustive des martyrs ne pourra sans doute jamais être établie, la commission du Mont-Valérien a souhaité qu'une dédicace soit inscrite sur le monument : « Aux résistants et aux otages fusillés au Mont-Valérien par les troupes nazies 1940-1944 et à tous ceux qui n'ont pas été identifiés » 30.



Monument aux fusillés - © Jacques ROBERT SGA/DMPA

Les nouveaux aménagements

Malgré les différents aménagements mémoriels évoqués ici, le Mont-Valérien est longtemps resté dans son état d'origine. Cela lui confère une importante puissance évocatrice, mais ne permet guère la diffusion d'un discours historique et pédagogique, pourtant indispensable à la compréhension du lieu, et ce d'autant plus que la sociologie des visiteurs évolue : d'abord public essentiellement familial ou « ancien combattant », les visiteurs se composent aujourd'hui en majorité de jeunes et de scolaires, n'ayant pas connu l'époque.

28 : Raymond Triboulet (ancien ministre), Arsène Tchakarian, Léon Tsevery et Florence Sekhraoui, historiens.

29: Comme le souhaitait le sénateur Badinter ne figurent sur le monument que les noms des résistants et otages (et non les fusillés de droit-commun par exemple) ayant eu au cours de la guerre une « attitude honorable ».

30 : Un espace a été laissé à la base de la cloche pour y graver le nom de ceux encore anonymes aujourd'hui.

Dans le cadre de la politique de mise en valeur des hauts-lieux de mémoire, qui aura vu la création du Centre européen du résistant déporté au Struthof et la rénovation de la salle pédagogique du Mémorial des guerres en Indochine à Fréjus, le ministère de la Défense a entrepris de rénover le Mont-Valérien. Exprimant l'ensemble des sensibilités des mémoires combattantes et résistantes du site, le projet mené vise à insérer le lieu dans un contexte plus global et à étoffer l'offre muséographique, grâce à un centre d'information et à une exposition permanente.

Situé sur l'esplanade du Mémorial de la France combattante, le nouveau centre d'information permet un meilleur accueil du public. Conçu sous la forme d'un espace multimédia, le centre d'information permet d'accéder à la liste des fusillés d'Île-de-France, via des bornes interactives, où les biographies individuelles sont accompagnées de numérisations de lettres, photographies, documents d'archives... se rapportant à chacune des personnes mentionnées dans la liste. Une place particulière est également consacrée aux Compagnons de la Libération. Par ailleurs des écrans diffusent des extraits d'images d'archives sur la mémoire des fusillés après-guerre en Île-de-France, ainsi que sur le Mémorial de la France combattante et les cérémonies qui s'y sont déroulées.

L'exposition permanente « Résistance et répression 1940-1944 » se tient dans l'ancien bâtiment d'écurie qui fait face à la chapelle, au début du parcours du souvenir. Elle est consacrée aux « fusillés et à la répression en Ile-de-France », et permet d'inscrire le Mont-Valérien dans son contexte historique et géographique. L'exposition retrace l'évolution des politiques de répression et le parcours des fusillés, depuis leur arrestation et leur internement jusqu'à leur exécution. Elle présente les différents sites d'emprisonnement, de fusillade et de sépulture en Ile-de-France. La partie centrale, plus intime, est dédiée aux dernières lettres de fusillés, ces ultimes traces laissées à leurs familles, seuls témoignages de l'engagement et du martyr de ces hommes.

Avec les nouveaux espaces de visite, qui permettent de moderniser l'accueil du public, tout en développant l'offre, notamment pédagogique en direction des plus jeunes, l'objectif est de susciter un nouvel intérêt pour ce site hautement symbolique de la Seconde Guerre mondiale et de la mémoire de la Résistance, des Résistances, conformément au souhait du général de Gaulle.



Une exposition permanente d'environ 100m2 intitulée « Résistance et répression 1940-1944 » est consacrée à la Résistance, aux fusillés et à la répression en Ile-de-France. Elle permet d'inscrire le Mont-Valérien dans son contexte histo-

rique et géographique. © Jacques ROBERT SGA/DMPA



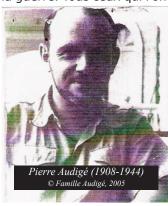
Des dentistes morts pour la France

Par Xavier Riaud

Pendant la Seconde Guerre mondiale, un cabinet dentaire, ou médical, était un lieu propice aux échanges d'informations, de par les gens qui y circulaient. Un flot permanent de renseignements pouvait ainsi y être véhiculé. C'est ainsi que les médecins et les dentistes ont participé activement à différents réseaux de la Résistance française. Beaucoup d'entre eux ont été capturés, peu en sont revenus (Riaud, 2007).

Pierre Audigé

Pierre Audigé était originaire de Toulouse. Pourtant, c'est à la Faculté de Médecine de Paris qu'il choisit de faire ses études. Par la suite, il vient s'installer à Nantes où il dirige le plus gros cabinet dentaire avant la guerre. Tous ceux qui l'ont connu reconnaissent qu'il



était un brillant dentiste. Pierre refuse la capitulation. À son retour du front, associé à d'autres dentistes, il décide de s'engager dans la Résistance (Audigé, 1990).

Il a pour mission de rechercher des terrains de parachutages auxquels il participe, d'entreposer et de cacher ce qui est envoyé, de rechercher des maisons isolées pour

abriter des soldats parachutés le jour J, de recruter des jeunes susceptibles de combattre, de constituer des stocks de vivres pour ces soldats et de recueillir des renseignements sur l'emplacement et l'importance des effectifs ennemis (Maheu, 1999 et 2003).

Plus tard, il organise aussi les réseaux dont il a la charge en recrutant de nouveaux membres et en cloisonnant le recueil d'informations (Riaud, 2007).

Il reste dentiste à Nantes jusqu'à la fin 1943. Il assiste à la destruction de son cabinet après les bombardements de septembre. À Paris, la Gestapo est amenée à faire une perquisition chez un membre du réseau Cohors-Asturies. Les renseignements obtenus permettent à celle-ci de remonter jusqu'à Nantes, au cabinet de Pierre Audigé. Ayant pressenti le danger, la famille Audigé est parvenue à s'enfuir juste à temps dans le Calvados où elle vit à Caen pendant 9 mois. Là, Audigé reprend son activité de dentiste, reconstitue un réseau et fait sauter une centrale électrique.

Pierre Audigé est arrêté le 17 avril 1944 sur dénonciation. Il subit alors la torture des interrogatoires. Sur la route le conduisant à la prison de Fresnes, il est exécuté sommairement, le 2 juin 1944. Il avait 36 ans. Son corps ne sera jamais retrouvé. Il gît probablement dans une fosse commune (Audigé, 1990).

Pierre Audigé a reçu la Médaille de la Résistance, le 30 janvier 1946 et la Croix de Guerre, le 24 avril 1950. Il avait été auparavant nommé capitaine par l'armée à titre posthume (Audigé, 1990).

À Nantes, au 9, rue Boileau, est apposée une plaque dont voici le texte : « Ici s'élevait le cabinet dentaire de Pierre Audigé, résistant, responsable pour Nantes et la région de Basse Loire du Mouvement Libération-Nord, puis du Réseau Cohors-Asturies. Nommé en 1942 par Jean Cavaillès, fondateur de ces organisa-

tions, il fut arrêté par la Gestapo, torturé et disparut dans les geôles nazies en juin 1944. Mort pour la France. »

Georges Paulin

Georges Paulin naît à Paris en 1902. De famille modeste, il est surdoué et s'ennuie très vite à l'école. Très tôt, il présente des aptitudes exceptionnelles pour le dessin. En 1918, sa mère est tuée dans les bombardements de la capitale. Il ne s'en remettra jamais.

Dès l'âge de 14 ans, il devient prothésiste dentaire et est très vite reconnu pour ses talents. Il s'installe à son compte et reprend ses études pour devenir chirurgien-dentiste. De même que son frère, il est diplômé de Garancière. Cette activité professionnelle ne lui sert qu'à financer sa passion (Paulin (d), 2006).

En 1931, Georges Paulin se fait connaître pour son invention du coupé/cabriolet avec l'aide du carrossier Marcel Pourtout dont il devient le styliste attitré. Il abandonne son cabinet dentaire à cette époque (http://fr.wikipedia.org, 2008). Paulin invente le système Eclipse de motorisation du toit pour lequel il dépose son premier brevet.

Il réalise une maquette au dixième d'une Citroën Rosalie qui fonctionne à l'électricité. En pleine construction de la traction-avant et bien qu'admiratif, Citroën ne donne pas suite (*Paulin* (a), 2006).

Associé à un financier, Pourtout construit sur les plans de Paulin, un Coach Hotchkiss 4 places pour le salon de 1933. En désaccord sur la répartition des gains, le projet avorte. Les deux hommes produisent une variété de marques (Renault, Delage, Bentley, ...) et de modèles, et un nombre de voitures carrossées assez exceptionnel. Un parent lui prête de l'argent et Georges réalise un second prototype sur un châssis Peugeot fourni par le concessionnaire Darl'mat qui s'enthousiasme et lance la fabrication de 401 et de 601 modifiées par Pourtout. Paulin propose un nouveau système dans le cadre de la conception de la 302 et de la 402 Eclipse encore révolutionnaire aujourd'hui puisque le toit replié n'empiète que très peu sur le volume du coffre. Sa notoriété se faisant plus grande chaque jour, il élabore des roadsters Peugeot Darl'mat, dont deux d'entre eux s'illustrent au Mans en 1937 et 1938 (Paulin (b), 2006).

En 1937, André Embiricos, banquier et frère de Nicky Embiricos, coureur amateur sur Bugatti et sur Era, fait l'acquisition d'un châssis Bentley. Le représentant en France de cette marque lui recommande de le faire habiller par Paulin et Pourtout. Celui-ci en propose un tracé original en 1938. Sa conception en fait un véhicule exceptionnel avec des performances défiant toutes les normes pour l'époque.



Susceptible de battre Mercedes, cette voiture est montrée d'expositions en expositions, sur le sol français, puis allemand. En 1939, André Embiricos, las de ne pouvoir la posséder, la revend (Lamendin, 2007). Fin 1939, après des négociations difficiles, Georges ayant été très marqué par un procès qui l'a opposé à Peugeot, il accepte de devenir ingénieur conseil et aérodynamicien du groupe Roll's Royce/Bentley qui a été séduit par ses travaux. En 1940, les bombardements allemands mettent un terme à leur collaboration en détruisant partiellement le fruit de leur collaboration dans le port de Dieppe (Paulin (b), 2006).



Georges Paulin tient en grande estime Ses concurrents allemands et n'aspire qu'à la paix. Malgré tout, il n'oublie pas la mort de sa mère. Le 18 juin 1940, alors ingénieur dans une usine d'aéronautique militaire, il s'engage dans une lettre à un de ses amis anglais à ne pas baisser les armes et à ne pas reconnaître le Maréchal Pétain

qu'il tient en partie responsable de la débâcle française. En 1940, en zone non occupée, il rencontre Walter Sleator, un agent du MI6 ou Secret Intelligence Service. Sleator dirigera le réseau depuis Madrid et fournira le premier poste émetteur en relation avec Londres (Paulin (c), 2006). « Son réseau s'appelle Phill. Il comporte 14 personnes dont plusieurs franchissent régulièrement, en fraude, la zone interdite et relèvent les plans, les équipements, les effectifs des bases aériennes de la Luftwaffe. Toutes les données sont transmises à Londres guidant ainsi les interventions de la chasse et des bombardiers britanniques. Ce réseau est composé d'hommes et de femmes qui n'ont aucun secours à attendre sur place, qui exécutent leurs missions en dépensant leur propre argent. Ce n'est que vers la fin de 1941 qu'ils reçoivent pour la première fois des fonds venus d'Angleterre. » (Paulin (c), 2006).

Depuis l'armistice, et en l'absence de Louis Renault (1877-1944), parti pour les États-Unis afin d'accélérer la production de chars pour l'armée française, les usines Renault sont réquisitionnées par la Wehrmacht. A son retour, deux ateliers, détachés de l'usine, sont contraints de réparer des chars de combat. Les usines Renault sont en effet passées sous administration allemande et sous la tutelle de Daimler-Benz. En mars 1942, les usines Renault de l'Ile Seguin à Boulogne-Billancourt sont les premières cibles prioritaires des bombardiers britanniques et alliés de la Royal Air Force qui les anéantissent totalement. Ce sont Paulin et ses amis qui préparent avec Londres, la destruction de ces usines dans l'agglomération parisienne. Une fois planifié, la RAF bombarde le site et atteint son objectif, mais au prix de la vie de milliers de civils (Paulin (c), 2006). Louis Renault, déjà malade, avant la guerre, ne s'en remettra pas. Ses usines seront nationalisées en 1945 (http://fr.wikipedia.org, 2009).

« En 1941 le réseau Phill, informa le MI 6 de l'ampleur des recherches allemandes sur les moteurs à réaction et l'état d'avancement des plans des prototypes. » (Paulin (c), 2006).

« Pour couvrir leurs activités d'espionnage, Georges Paulin et ses compagnons exerçaient, fictivement ou à mi-temps, une activité professionnelle. Ainsi, Georges, qui avait été dentiste, entre en novembre 1940 au service de Durren-Berger, un dentiste français d'origine alsacienne qui parlait couramment l'allemand et qui soignait des membres de l'Ambassade d'Allemagne déjà bien avant la guerre. Ce cabinet avait maintenant une clientèle allemande exceptionnelle : l'ambassadeur Otto Abetz, le Ministre Schleier, le Ministre Rode, le général von Stülpnagel commandant les troupes allemandes en France, Hermann Brandl dit Otto le chef de l'Abwehr en France, Daniel Dubois le nº1 français de la Gestapo à Paris, le capitaine Otto Rahn envoyé de Himmler, les consuls Quiring et Studer,... Or, bien avant la guerre, Durren-Berger était déjà un agent du 2ème bureau de l'armée française et pendant l'occupation, il a continué jusqu'en 1942 son espionnage pour le 2ème bureau de Vichy. Cette source de renseignements était d'une valeur inestimable. Une partie des informations recueillies par Durren-Berger étaient transmises aux Anglais par le chef du SR de Vichy : le lieutenant-colonel Perruche. Durren-Berger ignorait tout de l'activité d'espionnage de Georges Paulin et Georges Paulin ignorait tout des activités de Durren-Berger.

Comble d'audace, Georges Paulin a soigné, de novembre 1940 à octobre 1941, le traître Dubois, l'homme qui le recherchait sans le connaître. Ils avaient de bons rapports et Dubois disait à sa secrétaire, mademoiselle Méry, avoir de l'estime pour Georges Paulin. » (Paulin (c), 2006).

Les agents du réseau Phill se succèdent dans le cabinet dentaire de Paulin. Au hasard de leurs venues, ils croisent ces personnalités allemandes. C'est dans une statue creuse du cabinet de Georges que sont déposées les informations. Les Allemands n'ont jamais rien vu (Paulin (c), 2006).

Sur dénonciation d'un « ami » suisse allemand, ils sont arrêtés sur ordre d'Otto et de Radecke de l'Abwehr au mois de novembre 1941. C'est Lafont, le chef de la Gestapo française de la rue Lauriston, et trois de ses acolytes qui se chargent de cette mission. Duren-Berger, terrorisé, livre toutes les fiches dentaires des membres du réseau Phill qui sont tous arrêtés.

« Georges Paulin est livré à Otto. Dubois confiera à Durren-Berger que Paulin n'a pas dit un mot durant 8 jours d'interrogatoire. Ceux-ci se sont poursuivis plus de 4 mois et aucun des autres membres du réseau Phill inconnus ou connus du Suisse allemand ou de Durren-Berger n'a été inquiété. Aucun de ces résistants arrêtés n'a dénoncé ses compagnons encore libres malgré les traitements inhumains qui leurs ont été infligés. » (Paulin (c), 2006).

Ils sont jugés à Paris, le 20 mars 1942 et condamnés à mort. Lors du jugement, le juge Eckard a rendu hommage à leur patriotisme « affirmant qu'il était honorable pour un Français de désobéir au gouvernement français. » Ce même juge a précisé que l'Abwehr, service de renseignement allemand, avait payé 400 000 francs par résistant capturé, au dénonciateur (Paulin (c), 2006).

Pendant 4 mois, ils sont torturés et vivent une lente agonie. Paulin doit être plâtré au cou et au torse pour être attaché au poteau d'exécution

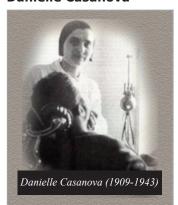


A l'abbé Stock qui l'accompagne dans ses derniers moments, il affirme qu'il meurt dans la semaine anniversaire de la mort de sa mère et à ceux qui voulaient le venger, il laisse ses derniers mots : « Ne me vengez pas, je vous aime. » Ils sont fusillés au Mont Valérien (Paulin (c), 2006).

En 1945, Paulin reçoit la croix de guerre avec étoile de vermeil et est cité à l'ordre de l'armée par le général de Gaulle. En 1964, l'administration déclare Georges Paulin mort pour la France. En 1967, il reçoit le grade posthume de lieutenant de l'armée française et en 1969, il obtient la médaille de la Résistance (Paulin (c), 2006).

En 2000, son nom et ceux de milliers d'autres sont gravés sur la cloche muette rendant hommage aux victimes du Mont Valérien. En 2006, le maire Bertrand Delanoë fait apposer une plaque à la mémoire de Georges Paulin au 3, place du 18 juin 1940. En 2006, une demande de Légion d'honneur est déposée par la famille Paulin qui reçoit une fin de non-recevoir par le Ministère de la Défense. (Paulin (c), 2006)

Danielle Casanova



Danielle Casanova, est née Vincentella Périni, à Ajaccio, en 1909 (Lamendin, 2007). Elle termine ses études secondaires dans l'école du Luc dans le Var. Après un bref séjour à Marseille, dans le lycée de Longchamp, elle part à Paris pour suivre les cours de l'École dentaire, rue Garancière en novembre 1927. Elle a une petite

chambre rue Monge (http://www.curagiu.com (a)). En 1927, à 18 ans, elle s'inscrit à l'Union Fédérale des Étudiants. C'est là qu'elle rencontre Laurent Casanova qu'elle épouse en 1933 (Riaud, 2007). Ce dernier sera fait prisonnier en 1940. S'étant évadé, il assurera d'importantes responsabilités dans la Résistance.

Elle devient une des dirigeantes de l'Union Fédérale des Étudiants où elle dirige la section dentaire (Riaud, 2002). En 1928, elle adhère aux Jeunesses communistes et se fait appeler Danielle. Elle prend le secrétariat du groupe de la Faculté de Médecine. Dans le même temps, elle poursuit ses études dentaires avec assiduité. En 1934, elle prend la direction du secrétariat de la nouvelle direction du mouvement. Elle fonde l'Union des jeunes filles de France en 1936. Ses études terminées, elle exerce à la clinique dentaire de la copérative ouvrière « La Bellevilloise » et au dispensaire de Villejuif. En 1938, elle condamne le régime d'Hitler au Congrès de New York (Riaud, 2007).

En 1939, le parti communiste est interdit et entre en résistance. Sous l'Occupation, elle participe à la reconstruction du parti communiste clandestin et quand celui-ci s'engage dans la Résistance, c'est en tant que rédactrice de « La Voix des femmes » qu'elle mène des actions (Riaud, 2002). Le 15 février 1942, surveillée depuis longtemps, elle est arrêtée chez des amis à elle, les Politzer, qui vivent rue de Grenelle, par la police française. Elle refuse de parler. Elle est photographiée, examinée des pieds à la tête et emprisonnée au Dépôt jusqu'au 23 mars. Ce jour-là, Danielle rejoint

la prison de la Santé où elle est isolée. Elle y reste pendant 5 mois et demi. Le 9 juin 1942, elle est interrogée par la Gestapo. Le 24 août 1942, elle arrive au Fort de Romainville où elle fait preuve d'une dévotion et d'une affection sans égal à l'encontre de ses compagnes de détention. À l'aide du seul livre qu'elle possède, Danielle donne des cours d'histoire. Le 11 novembre, elle organise une Marseillaise avec tous les détenus de la prison qui l'entonnent à 12 h 00. Elle met en place un petit carnet qui servira de petit journal clandestin. Elle organise des distributions de nourriture aux plus démunis (*Durand*, 1990).

La jeune Corse fait partie du convoi du 24 janvier 1943 pour Auschwitz. 230 femmes dont Marie-Claude Vaillant-Couturier l'accompagnent (Paris-Musées, 2002). Le 27 janvier, elles entrent dans le camp pour femmes de Birkenau, en chantant la Marseillaise (Panstwowe Muzeum Auschwitz, 2003). Une gardienne SS demande s'il y a une dentiste parmi elles. Danielle quitte le groupe et rejoint le Revier (l'Infirmerie NDLR) où elle travaille à la baraque réservée aux soins dentaires qui est divisée en trois pièces (une salle d'attente, une chambre meublée de trois lits pour le dentiste et ses deux assistantes, et le cabinet dentaire très bien aménagé aux dires de Danielle Casanova). Devenue une personnalité du camp (Prominent), elle conserve ses cheveux. Elle a le numéro de matricule 31655 tatoué sur son bras gauche. Son nom apparaît pour la première fois dans les registres du camp en date du 29 avril 1943 où il est fait mention de sa fonction de dentiste au camp de femmes de Birkenau (Panstwowe Muzeum Auschwitz, 2003 & Riaud, 2007).

La Docteur Adélaïde Hautval (Hautval, 1991), médecin, arrive au camp dans le même convoi qu'elle. « Je la trouve toute changée, pâle, gonflée et je saurai que toute la nuit elle a pleuré, consciente du sort qui attendait les camarades. Comment y parer ? Avec une vision claire de l'avenir et des données possibles, elle se fixe tout un programme : leur procurer des « emplois », voler pour elles des médicaments, détourner les victuailles, prendre sur sa ration propre et surtout leur apporter jour après jour un soutien moral sûr et constant. Jusqu'au bout, Danielle restera fidèle à ce programme – toujours. Et cette fidélité sera la cause de sa mort, car de nous toutes, c'est elle qui se trouvait dans les conditions de vie les plus favorables. »

Aussitôt arrivée, elle entre en contact avec l'organisation clandestine du camp. Elle parvient à faire sortir des informations du camp au péril de sa vie sur les horreurs s'y produisant (http://www.curagiu.com (b)). Malgré des conditions de vie déplorables, elle fait tout ce qu'elle peut afin d'aider ses compagnes malades (Riaud, 2002). Le 1er mai 1943, elle est prise d'une fièvre violente. Le médecin chef SS Dr Röder qui tient à sa dentiste si efficace, la fait vacciner, mais trop tard. Elle meurt du typhus à Auschwitz, dans la nuit du 9 au 10 mai 1943. Son décès est annoncé dans les documents officiels du camp en date du 17 juin 1943 (Panstwowe Muzeum Auschwitz, 2003 & Riaud, 2007). Ce jour-là, toutes les déportées pleurent leur amie disparue.

De nombreux tracts communistes annoncent sa mort et l'intention de représailles.

Aujourd'hui, Danielle Casanova reste un exemple de dévotion et d'abnégation remarquable dans le monde de la Déportation. Elle est aussi une figure légendaire de la Résistance française.





Références bibliographiques :

- Audigé Simone, La baleine allaite ses petits Éditions du Moulin vieux, 1990.
- Durand Pierre, Danielle Casanova, l'indomptable Messidor (éd.), Paris, 1990.
- Famille Audigé, communication personnelle, Nantes, 2005.
- FNDIRP, communication personnelle, Paris, 2003.
- Hautval Adélaïde, Médecine et crimes contre l'Humanité, Actes Sud (éd.), Arles, 1991.
- http://fr.wikipedia.org, Georges Paulin, 2008 pp. 1-3.
- http://fr.wikipedia.org, Louis Renault, 2009 pp. 1-7.
- a/ http://www.curagiu.com, Danielle Casanova– Danielle déportée le 21 janvier 1943 à Auschwitz sous le matricule 31655, sans date, pp. 1-13.
- b/ http://www.curagiu.com, Danielle Casanova– De Vincentella à Danielle, sans date, pp. 1-13.
- Laboratoire Van Pée, communication personnelle, Nantes, 1996.
- Lamendin Henri, De l'art dentaire à d'autres arts, L'Harmattan (éd.), Collection Médecine à travers les siècles, Paris, 2007.
- Lamendin Henri, Praticiens de l'art dentaire du XI Vème au XXème siècle, L'Harmattan (éd.), Collection Médecine à travers les siècles, Paris, 2007.
- Famille Audigé, communication personnelle, Nantes, 2005.
- Maheu Alain, manuscrit inédit de son père, le Dr René Maheu, communication personnelle, Saint Malo, 1999 et 2003.
- membres.lycos.fr/histonantes/audige.htm-3k Pierre Audigé, sans date, p. 1.
- Morgenstern Henri, La spoliation des dentistes juifs en France (1940-1945), Jean Touzot (éd.), Paris, 1997-1998.

- Panstwowe Muzeum Auschwitz, communication personnelle, Oswiecim, Pologne, 2002, 2003 et 2009.
- Paris-Musées, Destination Auschwitz des déportés tatoués, Musées de la ville de Paris (éd.), Paris, 2002.
- a/ Paulin Jérôme & Paulin Michel, « Le styliste automobile », in http://www.georgespaulinlesite.com, 2006.
- b/ Paulin Jérôme & Paulin Michel, « L'inventeur du coupé/cabriolet », in http://www.georgespaulinlesite.com, 2006.
- c/ Paulin Jérôme & Paulin Michel, « Le combattant de la liberté », in http://www.georgespaulin-le site.com, 2006.
- d/ Paulin Jérôme & Paulin Michel, « Biographie express », in http://www.georgespaulinlesite.com, 2006.
- Paulin Michel-Georges, communication personnelle, 2008.
- Riaud Xavier, La pratique dentaire dans les camps du IIIème Reich, L'Harmattan (éd.), Collection Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, Paris, 2002.
- Riaud Xavier, Étude de la pratique odontologique et de ses déviances dans les camps de l'Allemagne nazie, Thèse de Doctorat. Épistémologie, Histoire des Sciences et des Techniques, Centre François Viète (EA – 1161), Nantes, 2007.





A la mémoire du Lieutenant Gilbert Lagneau, un Chef incontesté de la Résistance Belge, mort pour la patrie le 26 août 1944 à l'âge de 27 ans

Par Joseph Desmont

Le récit que vous allez lire, est le témoignage oral et écrit de M. Joseph Desmont. Il m'a été transmis par le fils de celui-ci et c'est avec son aimable autorisation que je me permets de le mettre en ligne dans notre bimestriel. Le texte en a été simplement remanié par mes soins. Je vous en souhaite une très bonne lecture.

Prosper Vandenbroucke



Le lieutenant Gilbert Lagneau est né à Dergneau le 27 avril 1917.

Sous-lieutenant de l'Armée Belge (service actif) il a participé à la ''campagne des 18 jours''. Fait prisonnier, il s'évade et rentre chez ses parents en se cachant du nouvel occupant. Son frère Emile Lagneau, militaire de l'active également, est déjà dans la famille depuis quelques jours. Heureux, les deux frères se retrouvent et se promettent de réagir contre l'envahisseur. Tous les deux vont à la recherche d'un autre militaire habitant Anvaing, (dans la région de Tournai) et également militaire de l'active du nom de Jules François (alias Jules du Moufflu). A partir de ces trois retrouvailles, les choses vont vite, il faut recruter en prenant toutes les Ce petit préambule ne sert qu'à situer le contexte dans lequel se trouve Gilbert Lagneau et ses compagnons après la capitulation de l'Armée Belge en date du 28 mai 1940. Transposons-nous maintenant en 1944, et plus précisément quelques jours avant la mort tragique de Gilbert Lagneau, héros de l'A.S. (Armée Secrète) Zone I, secteur A, refuge A 30. Refuge dont il assuma le commandement. En effet, les sabotages allant bon train, beaucoup de dénonciations commençaient à voir le jour et se firent surtout sentir

dans la région, par des arrestations, des otages envoyés en Allemagne etc...

Les hommes de l'A.S suivaient depuis quelque temps un jeune homme de Frasnes (village situé non loin de Tournai), qui un jour circulait à vélo, un autre jour à pied, tout en se dissimulant pour repérer plus facilement les personnes qui pouvaient être susceptibles d'appartenir à un réseau de résistance. Ce jeune homme semblait bien renseigné.

Après chaque parcours de repérage, cette personne se présentait pratiquement journellement à la Kommandantur de Frasnes. Rencontrant très souvent une dame réquisitionnée par les Allemands pour l'entretien des locaux, il lui parlait et souvent il ajoutait, en criant bien fort : " je commence à en avoir assez de ces cons, ils me convoquent toujours et je n'ai rien fait " Ensuite il frappait à la porte du commandant, responsable des lieux, dans le bureau duquel travaillaient deux rexistes. (Deux "noirs" comme on les appelait)

Cette dame qui avait remarqué qu'un esprit de camaraderie s'était installé entre les Allemands et le jeune homme, avertit des membres de la Résistance de Frasnes dont elle faisait partie. Notamment Benoni Dekens, adjoint de Gilbert pour une partie de Frasnes et grand ami de ce dernier. Après maintes filatures rapides par des agents différents, afin d'éviter le repérage, il s'avère immédiatement qu'aux endroits où passe le jeune homme, dans les jours qui suivent une ou plusieurs rafles sont organisées par la Gestapo et différentes personnes sont faites prisonnières, certaines partent pour Frasnes, d'autres pour la prison de Tournai, et malheureusement aussi pour l'Allemagne

Gilbert Lagneau a maintenant un ordre formel à exécuter. Durant une nuit il réunit au Q.G – lequel se trouve au domicile de Joseph Desmont - Joseph, son frère Emile, Jules et René.

descendent dans la cave qui sert au papa de Joseph d'endroit pour hiverner les betteraves, puis explique la situation déjà connue de certains et les ordres qu'il a reçus.

Tous décident que l'ordre doit être exécuté au plus vite afin de sauver des vies humaines. Une question se pose ' Qui va faire le boulot '?? Unanimement ils décident que ce seront les deux Russes, déserteurs de l'armée allemande, lesquels font partie de groupe de l'A.S secteur d'Anvaing. Ces deux résistants ont une particularité : Jamais de coup de feu ou très peu, leur arme redoutable étant le poignard (qu'ils aiguisaient pratiquement journellement). L'un s'appelait P.Sinenko.(dit Ernest) l'autre I.Sirik (dit Léon).



Durant la nuit, l'ordre est donné à René Quiévreux d'aller chez Léon Van Welde, à 800 m du lieu de la réunion et d'inviter Léon et les deux Russes à se présenter directement à Gilbert au QG (Léon et son épouse Flore font également partie du réseau, Léon étant également secrétaire communal faisant fonction.)

Après avoir reçu les explications et les ordres, Léon et les Russes vont se reposer et vers 6h00 - 6h 30, ces derniers partent se poster car ils savaient que le jeune homme arrivait très souvent par le chemin d'Ellignies, donnant directement sur la route (N 50 actuellement), mais donnant également et surtout, en face du bois du château d'Anvaing.

Le jeune homme arrive. Tout de suite il est dirigé par Léon et Ernest (les deux Russes) vers le bois, mais il se met à hurler. Quelques instants plus tard, c'est le silence... Le 'mouchard" ne sévira plus... Les Allemands, de garde au château, ayant entendu les hurlements, se sont précipités et ont capturés et emmenés les deux résistants à la Feldgendarmerie de Frasnes.

Un résistant qui avait surveillé les faits à distance, est allé, après le départ des Allemands et des deux Russes arrêtés, récupérer un carnet appartenant au jeune homme. A chaque page, l'on retrouva des noms de personnes et le dessin d'un petit cochon en regard de certains noms. Le dessin signifiant que la personne était suspecte et devait être arrêtée.

Les deux Résistants ont été battus, frappés à coups de crosse, à coups de pieds, pendus par les pieds à la rampe métallique d'un escalier. A chaque passage d'un Allemand, ils recevaient une bastonnade d'une incroyable brutalité.

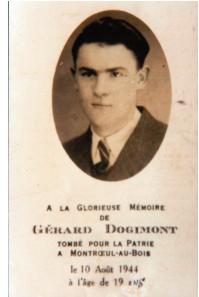


Les Allemands décident de les transférer à la prison de Tournai, située Boulevard Léopold. Le transfert est prévu pour le 10 août 1944 vers 10h30 du matin. Une fois encore, la dame de ménage va jouer un rôle important. Elle renseigne le transfert imminent à un résistant de Frasnes, Benoni Dekens, lequel met Gilbert Lagneau au courant. Le temps presse, nouvelle réunion dans la cave, et une décision est prise: il faut agir très vite pour libérer les deux résistants Russes. Vu la rapidité de l'action, laquelle devait se faire le lendemain, de bouche à oreille, le groupe, presque complet est averti. Gilbert Lagneau a réuni : Emile Lagneau, Jules François, Joseph Desmont, René Quiévreux, Bénoni Dekens, Gérard Dogimont, René Lefèvre, Léon Deboskre, Fernand Lagneau et Maurice Lagneau. Ce sont ces hommes qui devront agir.

Une femme est également du nombre. Gabrielle François, la sœur de Jules, qui avait reçu comme mission de se tenir, avec son vélo, sur la route de Frasnes à Lessines. Elle devait traverser ladite route plusieurs fois de gauche à droite et inversement. Ce sera le signal signifiant qu'elle avait vu les deux Russes dans le camion. Gabrielle, une fois sa mission réussie, devait disparaître le plus vite possible. Les résistants avaient rendez-vous près la ferme Créteur à la limite de Montroeul et d'Hacquegnies. De la ferme, par des sentiers, des fossés, en rampant, en courant, tout le monde était en place pour 9h10. Vers 10h25, Gabrielle aperçoit un camion venant de Frasnes, elle voit les deux Russes qui la reconnaissent. Ils se doutent et savent qu'ils sontattendus par leurs frères d'armes.

Le camion arrive à la hauteur de la gare du vicinal d'Hacquegnies, les résistants tirent dans tous les sens, le convoyeur est tué sur le coup, le chauffeur arrête son camion et saute en mitraillant, il est également abattu. Les deux résistants Russes, dont les mains étaient entravées derrière le dos, voyant l'Allemand qui se trouvait avec eux à l'arrière, pointer sa mitraillette par une ouverture de la bâche du camion pour se défendre et tirer, le projette à terre à coup de pieds, quelques coups ont cependant été tirés de cet orifice. Les Russes ont fait tomber l'Allemand du camion, il s'enfuit, mais il est blessé assez fortement et décède quelques jours plus tard.

Le camion est hors d'usage. Les Russes, connaissant bien la région, courent dans les champs, quelques résistants les suivent et les libèrent de leurs liens. Chacun retourne par ses propres moyens vers la ferme Créteur, mais une fois que tout le monde est revenu dans les environs de la ferme, l'on constate que Gérard Dogimont, âgé de 19 ans manque à l'appel.





Très vite Jules François va trouver sa sœur Gabrielle, lui raconte, et lui demande de refaire la route et de prendre la chaussée de Tournai, puis de revenir par Forest comme si elle se promenait. Arrivée au carrefour de la Longue Saule, des gens cachés derrière une haie lui crient de ne pas aller plus loin car les Allemands sont là et qu'un résistant avait été tué. Gabrielle vient mettre Jules au courant et celui-ci annonce la triste réalité à ses chefs et frères d'armes. Malgré la réussite de l'opération, c'est la désolation la plus totale dans le groupe. Les principaux responsables se retrouvent, la nuit, au QG chez Joseph. Tous sont en pleurs et pourtant il faut continuer. Différents sabotages sont organisés et préparés au QG.

Le QG n'était connu que des chefs, de Gabrielle François, très active dans la préparation des armes et des explosifs, et de quelques résistants irréprochables triés sur le volet par Gilbert Lagneau. A force de puiser dans les explosifs du QG, il fallait aller dans les réserves, soit à Frasnes, Dergneau, Saint Sauveur, Forest, Hacquegnies, Montroeul-au-Bois, au Couvent des Pères Oblats de Velaines etc.

Le 26 août 1944, au vu du manque assez important de munitions, et surtout d'explosifs, - il fallait à tout prix faire sauter les ponts, les rails, les locomotives, les voies de tram, les principales lignes téléphoniques – une décision est prise - Gilbert, connaissant un dépôt assez bien fourni - partit en fin de matinée du 26 chez Benoni à Frasnes, et dans le courant de l'après midi, tous les deux chargés d'explosifs, prennent la direction de Hacquegnies.

Ils arrivent à la ferme Créteur à Montroeul-au-bois, rencontrent le fermier qui était au courant de leurs activités, et celui-ci les aide à cacher leur chargement, lequel devait être acheminé dans la nuit au QG. Dès la tombée de la nuit, c'est le départ (à vélo), s'arrêtant de temps en temps pour discuter des actes qu'ils allaient réaliser. Au bout d'un sentier, ils arrivent sur la route menant à gauche vers Montroeul, et à droite vers la drève du château d'Anvaing. Malheureusement, après avoir fait quelques centaines de mètres et après deux virages assez serrés, deux gendarmes allemands, mitraillettes pointées, se dressent devant eux. Les Allemands demandent leurs papiers et comme, si tous les deux s'étaient donné le mot, l'un comme l'autre, jettent leur vélo dans les jambes des Allemands, donnent un coup de poing et se mettent à courir dans deux directions différentes.

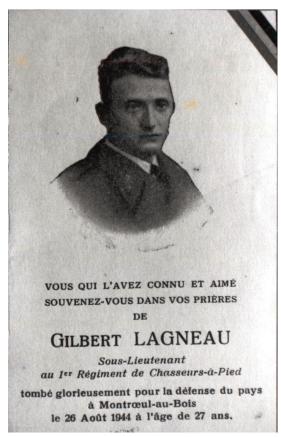
Le temps de se ressaisir, les Allemands tirent dans toutes les directions. Ils n'aperçoivent plus qu'un seul homme, lequel coure en zigzaguant dans la plaine du Caillois. Un des deux Allemands court, prend appui sur un tombereau se trouvant à l'entrée d'un champ, tire à plusieurs reprises. Gilbert titube, se relève deux fois, arrive en bordure du champ, tombe à nouveau... Les Allemands courent dans sa direction, le retrouvent dans un fossé, il vient d'être atteint par une balle explosive qui lui a emporté la quasi-totalité du bras droit lequel ne tient plus qu'à un lambeau de chair.

Le fermier de la ferme de Rochard voit tout, il est à 50m de Gilbert qui gît dans le fossé. Il ne peut approcher sous peine d'attirer les tirs sur lui. Les Allemands rigolent. Gilbert meurt exsangue.

A plus ou moins trois cents mètres à vol d'oiseau, une seconde personne a assisté à la scène. Elle a entendu les premiers tirs, a vu un homme courir, ensuite tomber deux fois, et les Allemands qui couraient dans sa direction. C'était Madame Marguerite Wannez, épouse d'Alexandre Bauffe (dit le Chareux, boucher à Montroeul). Marguerite, cousine germaine de Joseph Desmont, faisait également partie du réseau de résistance.

Continuant à regarder, cachée derrière un muret, elle aperçoit les Allemands qui remontent sur le champ, trainant Gilbert par les pieds, et au même moment elle remarque qu'un camion arrive en provenance de la drève du château, et voit que la personne, dont elle se doute du décès, est jetée, les pieds en avant dans le camion. Deux soldats mettent les vélos dans le camion, lequel, prenant la direction de Montroeul, passe devant Marguerite, toujours tapie derrière le mur, et avec stupéfaction reconnait la tête pendante à l'arrière du camion. C'est Gilbert Lagneau.

Benoni, impuissant, avait réussi à s'enfuir en contournant la haie de la prairie et n'étant plus visible des Allemands, ceux-ci ne l'avaient pas poursuivi, ils se sont occupés de Gilbert, cible plus facile à atteindre. Cependant, très courageusement mais en rampant, il revint sur les lieux et vit que l'on jetait son ami et chef, tel un trophée de chasse dans le camion. A présent il se retrouve seul dans un désarroi indescriptible, pleurant à chaudes larmes, traversant champs et prairies, ne prenant plus de précautions, il parcourt plus de deux km pour arriver au QG. En arrivant au QG, Benoni met les Résistants présents au courant de ce qui vient de se passer. C'est la consternation.



Entretemps Marguerite Wannez, qui a également été témoin de la tragédie, arrive et confirme la triste nouvelle. Ils apprennent par l'entremise du 'Maïeur'' (le maire de la commune) que le corps de Gilbert Lagneau a été déposé – plutôt jeté comme une bête



dans la salle communale. Les Résistants, malgré leur chagrin, décident toutefois d'agir. Ils vont aller "voler" le corps de leur chef afin de lui donner une sépulture décente. Marquerite étant d'accord pour venir le lendemain matin avec une charrette, tout le dispositif est mis en place. Il ne faut pas que les Allemands viennent à se douter de quoi que ce soit. Dès cinq heures, le lendemain matin, tous sont au poste et l'opération est parfaitement menée. Tout ce passe comme prévu. Jules et Emile sautent le mur, cassent une vitre, entrent dans la pièce, enveloppent le corps de Gilbert dans une couverture, ressortent de la pièce et le passent aux hommes qui attendent de l'autre côté du mur. Le trajet jusqu'à la maison de madame Ledent, dont le mari est prisonnier de guerre en Allemagne, et laquelle est de connivence, se passe sans problèmes. Le corps de Gilbert y est déposé dans l'attente de pouvoir l'inhumer dignement.

Le soir, les cercueils – un en zinc, l'autre en bois - sont prêts. Des résistants les transportent sur leur vélo, pour arriver dans la nuit à la maison Ledent à Forest. Lorsqu'ils arrivent, le corps de Gilbert est lavé et présentable. Il est habillé et enroulé dans le drapeau belge, l'aumônier : l'Abbé Pollet, natif de Forest, professeur au Collège de Leuze bénit le corps, le menuisier et le plombier sont arrivés également, pour souder et fermer les deux cercueils.

René Quiévreux demande à ses chefs pour pouvoir prendre une ou deux photos avant de souder le cercueil de zinc. Ce qui lui est accordé.

Dehors, attendent une quinzaine de résistants tous en armes et prèts à tirer le cas échéant. Il est minuit trente, le corps sort de chez Madame Ledent, les résistants portent leur chef sur les épaules, ils empruntent la route communale de Forest et juste avant d'arriver à l'école communale de Forest, un résistant parti en éclaireur, vient signaler qu'une patrouille allemande vient à leur rencontre. Aussitôt, changement de direction, par les champs, les prairies, la tâche devient compliquée, il faut enjamber des clôtures, sauter des fossés, retraverser une route sans se faire repérer. A 4h10 Gilbert est déposé dans un caveau d'attente dans le cimetière de Cordes en

attendant les funérailles officielles dans son village de Dergneau.



Après un long moment de recueillement, l'Abbé Pollet bénit une seconde fois le corps de Gilbert Lagneaux. Un Résistant courageux, un de plus, vient de tomber pour la Liberté.

Epilogue

Gilbert, j'ai fait ce récit en ton honneur : Enfant, j'étais, sur tes genoux et dans tes bras j'ai été, tu as donné ta vie pour nous : Gilbert, merci pour tout

Jacques Desmont





L'évacuation comme je l'ai vécue à l'âge de six ans en mai et juin 1940

Par Arnaud Flament

Fourmies

Cela commença le 10 mai 1940 par le bombardement du viaduc ferroviaire et du pont de briques qui le prolonge, enjambant le premier la vallée de l'Helpe mineure, et le second la rue du Maire Coppeaux à Fourmies (Nord), sur la ligne SNCF d'intérêt stratégique Calais - Bâle. On m'expliqua plus tard que le bruit infernal, une sorte de hurlement sinistre précédant l'explosion, avait été provoqué par l'avion piquant sur l'objectif. On sait depuis que les Stukas, bombardiers de la Luftwaffe, étaient munis de sirènes qui se déclenchaient lorsque l'appareil atteignait une certaine vitesse en piqué avant de larguer leur bombe : l'effet psychologique était garanti, sinon la précision, puisque la bombe explosa et détruisit en partie les Établissements Marche & Levasseur, une filature de laine voisine des ouvrages d'art en question, lesquels demeurèrent intacts. Mais, 70 ans plus tard, j'ai toujours le bruit dans l'oreille et le souvenir de la frayeur qu'il avait engendrée...

Quoi qu'il en soit, lorsque cet évènement se produisit, j'étais aux côtés de ma grand-mère maternelle, Gabrielle Keller, sur le devant de sa maison située au n° 22 de la rue des Rouets, dans la partie du jardin donnant sur la rue, à guère plus d'un kilomètre à vol d'oiseau de l'explosion.

Il n'y avait pas eu d'alerte pour autant que je me le rappelle, sans cela nous nous serions évidemment précipités dans l'abri aménagé à la cave, suivant les conseils de la Défense passive... et ceux des membres les plus âgés de la famille, vétérans de 14-18, et auto proclamés conseillers techniques en fortifications défensives.

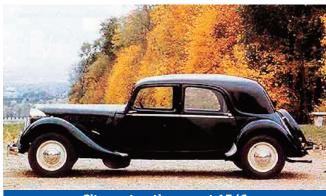
Par exemple, des caisses remplies de sable placées devant les soupiraux de la cave devaient arrêter balles et éclats de bombes ou d'obus tandis que de la nourriture, des bougies, et autres accessoires, aideraient à supporter un certain temps un éventuel écroulement de la maison ; c'est-à-dire le temps nécessaire à l'arrivée des secours.

Je dois dire que j'aimais beaucoup aller jouer dans cet abri, armé de ce qui restait d'une vieille carabine à air comprimé, un jouet hors d'usage et dont le canon était tordu : à cinq ans, j'étais aussi entré en guerre comme les grands !

Bref, c'est le cas où jamais de dire que l'évènement relaté ci-dessus avait fait l'effet d'une bombe! En effet les choses n'avaient pas traîné: l'évacuation des familles Flament et apparentées habitant Fourmies avait été immédiatement organisée par ceux qui n'étaient pas mobilisés, c'est-à-dire ma mère, les grand-pères, grand-mères, grand-oncles, etc. Les voitures disponibles avaient été bourrées de tout ce qui était considéré comme précieux ou irremplaçable, et un matelas fixé sur le toit de chaque véhicule pour arrêter les balles en cas d'attaque aérienne.

On avait aussi pensé aux enfants : mon petit vélo rouge était attaché sur le pare-choc avant de l'une des

quatre Citroën « Traction avant » qui formaient le convoi, tout comme les vélos de deux cousins un peu plus âgés que moi. II y avait là la voiture de chacun de mes deux grand-pères, la voiture du père des deux cousins en question et la 15-Six¹ que mon père avait achetée un an auparavant et dont il était très fier, sauf qu'au moment où commençait notre exode il se trouvait lui, maréchal des logis chef, en première ligne du côté de la frontière luxembourgeoise au sein de son groupe de reconnaissance motorisé : il y gagna la Croix de guerre avec étoile, récompense accompagnant une très belle citation, mais ceci est une autre histoire qui ne sera connue que beaucoup plus tard...



Citroen traction avant 15/6

La 15-Six était équipée d'un crochet d'attelage et tirait une remorque, elle aussi bourrée jusqu'au-dessus de la bâche, cela aura une importance un peu plus loin dans mon récit. La conduite de cet attelage avait été confiée à mon grand-père maternel, Henri Keller, comme étant le conducteur le plus expérimenté.

Et nous voilà partis, mais pour où ?

C'est là où les grandes familles présentent tous leurs avantages. En effet, partant du département du Nord pour rouler bien évidemment vers le sud, notre convoi ramassait au passage l'une ou l'autre tante, ou cousine, qui ne disposait pas de moyen de transport alors que son mari était mobilisé. L'une d'elle, épouse d'un célèbre radiologiste, rejoignit ainsi notre groupe avec le trésor le plus précieux à ses yeux : son superbe manteau de fourrure... qu'elle garda sur elle pour ne pas l'abîmer, car il n'y avait plus aucun espace disponible nulle part pour cet objet de luxe, même correctement replié. N'empêche, rester pendant des heures dans une voiture, bien entendu dépourvue d'air conditionné, et enroulée dans un manteau de fourrure par la chaleuétouffante du mois de mai 1940 fut une véritable mortification. Mais aussi quelle forme extrême de remerciement muet adressé à son mari malheureusement absent pour cause de guerre!

1 : Apparue en 1938, la Citroën 15 CV - 6 cylindres, appelée communément « 15 – Six » était la digne descendante des célèbres « Tractions avant » 7 et 11 CV.



Comment comprendre que de tels détails amusants, mais insignifiants, aient été enregistrés par le gamin de 5 ans que j'étais à l'époque - nous verrons un peu plus loin que ce repère temporel allait bientôt changer - et persistent dans sa mémoire pendant plus de 70 ans ? Mystère...

Le Hôme-sur-Mer

La première étape se situait en Normandie près de Cabourg, exactement dans le petit village du Hômesur-Mer, où mes arrière-grands-parents Keller possédaient une maison. Il s'agissait d'une ancienne école communale, petite pour une école, mais relativement grande une fois transformée en maison de campagne. Un de mes oncles, voulant probablement voir la tête que j'allais faire, m'offrit là ma première gorgée de cidre. Mon plaisir fut néanmoins de courte durée car, probablement dans la crainte de m'entendre chanter « vive le cidre de Normandie, etc. », grand air d'une célèbre opérette d'avant-guerre, on refaisait déjà les valises.

La Baule

Le but était cette fois d'atteindre La Baule où l'un de mes oncles habitait et travaillait dans l'immobilier. Il lui avait donc été facile de louer deux villas pour héberger tous les membres de notre caravane, le temps d'admirer la si belle plage de La Baule par un temps merveilleux. Je me souviens qu'au large se trouvait un immense bateau blanc décoré d'une gigantesque croix rouge ; on m'expliqua qu'il s'agissait d'un navire hôpital anglais : un bateau contenant un hôpital, nouvelle découverte pour l'enfant que j'étais!

À peine le temps de faire quelques rapides promenades sur deux roues avec les cousins plus âgés que déjà mon petit vélo rejoignait le pare-choc de sa voiture porteuse. En effet, les « grands » disaient que les fumées aperçues au loin étaient celles des dépôts d'essence de Saint-Nazaire : autrement dit cela sentait le roussi au propre comme au figuré...

Les nouvelles n'étaient pas bonnes : le bruit courrait que les soldats du génie allaient faire sauter les ponts sur la Loire. On m'expliqua qu'il fallait absolument rouler vite vers le sud, sinon notre retraite allait être coupée.

Remettre de la distance entre l'envahisseur et nousmêmes devenait la priorité du moment.



Je dois dire que les adultes qui m'entouraient essayaient par tous les moyens de me faire comprendre ce qui se passait et ils s'efforçaient aussi d'enraciner mes souvenirs dans tel ou tel endroit à l'occasion de tel ou tel événement.

Nous avons donc franchi la Loire en file indienne et en bon ordre vers Villeneuve-sur-Lot, ville où mon arrière-grand-père (celui qui possédait la maison du Hôme) avait loué une grande demeure susceptible d'accueillir toute notre bande de réfugiés nordistes, plus encore le ménage de l'un de ses fils. Ce grandoncle et son épouse arrivaient, eux, de l'est de la France.

En passant par Angoulême

En attendant, et progressant toujours vers le sud, nous roulions du côté d'Angoulême quand des mitraillages se firent entendre au loin. En un instant nos quatre voitures prirent un chemin de traverse ; on devait à tout prix se protéger des avions. Heureusement, la chaleur et la sécheresse permettaient de rouler dans les pâtures sans aucun problème, aussi les voitures furent-elles rapidement camouflées, chacune sous un pommier, suivant les instructions de « ceux qui avaient déjà fait la guerre », celle de 14-18 évidemment.

Il n'était pas question d'aller plus loin ce jour-là et l'on dû se résoudre à passer la nuit sur place : les adultes dormiraient dans les voitures. Quant aux plus jeunes : miracle! L'un de mes cousins plus âgé avait sauvé sa tente de scout comme étant son bien le plus précieux. c'était le moment ou jamais de s'en servir dans la chaude nuit de juin... Oui, mais les tentes de cette époque étaient très généralement faites d'une toile de coton blanche comme neige, et celle-là n'échappait pas à la règle. Il convenait impérativement de camoufler cette tache claire bien susceptible d'attirer l'œil d'un ennemi aérien au milieu des verts pâturages. Les anciens de 14-18 trouvèrent immédiatement la solution et un autre trésor, celui d'une grand-tante, fut aussitôt mis à contribution : un tapis d'Orient de grand prix, lequel fut jeté par dessus la tente en guise de camouflage et protégea toute la nuit le sommeil de la jeune génération.

N'empêche, dormir sous un Chiraz ou un Boukhara ça laisse des souvenirs, la preuve...

La nuit se passa sans histoire, le mitraillage avait cessé, et de bon matin les quatre Tractions purent chacune quitter leur pommier. La journée était de plus en plus chaude et les routes toujours encombrées, on roulait très lentement. La 15-Six tirant la remorque peinait jusqu'au moment où elle se transforma en machine à vapeur. Un gros nuage blanc sortait du capot, le moteur chauffait : je vis mon grand-père soulever le capot, attendre que le radiateur refroidisse suffisamment pour pouvoir dévisser le bouchon, récolter toute l'eau en bouteille disponible dans les voitures, remplir le radiateur, remettre en marche. Tout le monde coopérait au sauvetage, c'est-à-dire à la recherche de l'eau autour et alentour, dans le but de reconstituer notre stock de sécurité de ce liquide aussi précieux pour les humains que pour la mécanique automobile.

Et puis l'on repartait, mais avec cette chaleur et la circulation difficile, une nouvelle éruption du geyser se déclenchait provoquant un nouvel arrêt. Au summum de sa crise, la 15-Six répéta le même caprice alors que plus une seule goutte d'eau n'était disponible et que nulle fontaine, nulle habitation, nul ruisseau ne se trouvaient à une distance susceptible d'être couverte à pied.



C'est ici que remonte en pétillant dans ma mémoire un autre souvenir impérissable : Maman eut une idée géniale. Elle avait emporté de Fourmies une bouteille de champagne, probablement pour fêter une éventuelle victoire de nos armées, ou le retour de mon père, ou Dieu sait quoi. Et bien cette bouteille finit dans le radiateur de la 15-Six et sauva la voiture, nous permettant de continuer jusqu'à une source d'approvisionnement plus raisonnable et moins luxueuse en matière de liquide de refroidissement.

Après toutes ces émotions, enfin le panneau routier « Villeneuve-sur-Lot »!

Villeuneuve-sur-Lot

Villeneuve-sur-Lot, vous pensez comme je m'en souviens : nous y étions le 18 juin 1940 ! Le 18 juin, une date mémorable s'il en est, pour le pire comme pour le meilleur :

- 18 juin 1815 : Waterloo, morne plaine, etc., ça c'est pour le pire que je n'appris que beaucoup plus tard à l'école ;
- 18 juin 1840 : c'est le jour où mon père fut fait prisonnier du côté de Dijon, événement à classer également dans le pire et dont la nouvelle mit évidemment beaucoup de temps à atteindre la famille dans l'angoisse ;
- 18 juin 1940 (encore) : le meilleur cette fois-ci, sous forme de l'Appel de Londres du général de Gaulle. Là aussi, privée de radio et de nouvelles fraîches, notre caravane n'en sut rien sur le moment ;
- 18 juin 1940 (enfin): aussi le meilleur, en tout cas pour moi, car c'était le jour de mes six ans! Avec Maman, nous traversâmes le vieux pont enjambant le Lot en direction des commerces... Une montre ornait mon poignet gauche lorsque nous retraversâmes le pont en sens inverse! Même si la montre a aujourd'hui disparu, je garde encore en mémoire avec délice l'odeur de son bracelet de cuir bleu marine. Ne sachant lire l'heure que d'une manière très approximative à l'époque, au moins pouvais-je humer le bracelet à intervalles réguliers, ce que j'ai d'ailleurs continué de faire des années durant, jusqu'à ce que le mécanisme rende l'âme et que le bracelet odoriférant disparaisse avec ce cadeau mémorable.

Autre souvenir de notre évacuation à Villeneuve-sur-Lot : la benjamine de notre expédition se trouvait être ma sœur âgée à l'époque de seulement un an et demi. Les habitants des villes et villages que nous avions traversés pour arriver jusque là avaient été très gentils et compatissants, offrant devant leur maison ou leur ferme de quoi manger ou boire aux réfugiés, innombrables passagers des files de voitures, carrioles, et véhicules de toutes sortes tentant d'aller plus vite que les Allemands. Ma sœur n'avait donc pas été privée de lait ou d'autre nourriture pour bébé. Restait à régler le problème de l'hygiène d'une gamine de cet âge lancée sur les chemins de l'exode, pour ne pas dire sur le théâtre des opérations militaires : ma mère avait décidé que l'heure d'un bon bain avait sonné, le problème étant qu'aucune baignoire n'était disponible, ou en état de marche, là où nous étions.

Une rapide inspection des lieux permit heureusement de localiser dans une dépendance servant de buanderie une lessiveuse en zinc pouvant contenir à la fois ma sœur et l'eau du bain. Posée sur un trépied en bois garanti d'époque, le matériel sanitaire avait été mis en place au soleil tandis qu'une assistance attendrie contemplait le spectacle. La seule photographie de toute notre équipée depuis la frontière belge jusqu'aux Pyrénées fut prise à cet instant.

L'étape de Villeneuve-sur-Lot ne dura pas plus longtemps que les précédentes, il ne nous restait plus comme point de chute familial que la ville d'Orthez (Basses Pyrénées à cette époque, maintenant Pyrénées atlantiques) où se trouvait, depuis bien avant la Révolution, la demeure familiale de la famille Batcave. La sœur de mon père était mariée à Marcel Batcave et ils avaient quatre enfants, deux garçons et deux filles, qui étaient donc mes cousins germains et cousines germaines, et dont les âges se situaient autour de mes six ans tout neufs. Je n'avais pu qu'entrevoir ces cousins avant la guerre, et par conséquent avant les événements relatés ici. Il me tardait de les retrouver.

Nous verrons un peu plus loin comment ces retrouvailles nous permirent d'écrire une très belle page de la Résistance...

C'est le 20 ou le 21 juin 1940 que nous atteignîmes enfin Orthez.

Orthez

Mon grand-père paternel, dont l'un de mes cousins plus âgé avait convoyé la voiture depuis Fourmies, se trouvait déjà sur place, donc dans la propriété de sa fille et de son gendre à Orthez. Comment avait-il fait pour nous précéder ? Je ne m'en souviens plus, toujours est-il qu'en tant que le plus âgé, dans le grade le plus élevé, prisonnier de guerre en 14-18 et évadé, il avait pris le commandement des opérations terrestres.

La douzaine de personnes formant notre caravane avait été séparée, les hommes d'un côté et les femmes de l'autre, dans un dortoir situé au premier étage d'une merveilleuse grange historique faisant partie de la propriété : cette grange en bois datait de bien avant la Révolution, on y avait dit la messe en secret pendant ces évènements, et du rez-dechaussée partait un souterrain dont la porte avait été lourdement condamnée – on ne sait jamais avec les enfants!

Des lits et un cabinet de toilette avaient été aménagés, avec l'éclairage électrique, au prix de quelques acrobaties du point de vue de la sécurité. Mais tout cela fonctionnait assez bien.

Suit ici un autre souvenir inoubliable : à peine arrivée, ma mère s'était présentée à l'hôpital local pour qu'elle indiquer était donneuse de « universelle », c'est-à-dire du groupe O- et qu'elle était volontaire pour donner son sang en cas de besoin. À l'époque toutes les subtilités en matière de groupes sanguins, rhésus, et autres sub-divisions étaient inconnues. Seuls les « donneurs universels » présentaient alors un intérêt pour les médecins, en particulier à cette époque pour les médecins militaires appelés à effectuer en urgence des transfusions sur les blessés.

Ce qui suit m'a donc été raconté par ma mère qui, comme je l'ai dit précédemment, essayait de me tenir au courant des événements pour me faire comprendre la vie et me préparer à devenir un adulte le plus tôt possible.



Quelques heures seulement après la démarche rapportée ci-dessus, un envoyé de l'hôpital sonne à la porte, demande à voir ma mère et lui offre de la conduire immédiatement pour sauver un blessé

- mais, ajoute-t-il, « je dois vous avertir qu'il s'agit d'un pilote allemand qui vient d'être abattu ».

Ma mère répondit qu'un ennemi, prisonnier et gravement blessé, n'était plus un combattant et qu'il devait être considéré simplement comme un être humain en danger - tout comme elle espérait que, dans les mêmes conditions, serait considéré son mari actuellement « quelque part » sur le front, ou blessé, ou déjà prisonnier, elle n'en avait aucune nouvelle.

Ma mère arriva donc à l'hôpital d'Orthez où l'équipe médicale avait préparé le « tourniquet », sorte de pompe dont on se servait à l'époque pour transfuser les blessés, l'appareil étant branché directement du bras du donneur au bras du receveur. Mais lorsqu'on expliqua au pilote allemand qu'il allait recevoir une transfusion de sang celui-ci, bien qu'en mauvais état physique, demanda qui serait le donneur

- « une femme française » lui fut-il répondu.

La réaction fut immédiate : « Je préfère mourir plutot que d'avoir une seule goutte de sang français dans les veines ».

Mettant ses actes en accord avec ses convictions, ce bon nazi mourut donc quelques heures plus tard, comme prévu par le corps médical.

Comme disait ma mère : « D'un côté cela tombait bien parce que je n'aurais pas donné mon sang avec plaisir, mais d'un autre côté je l'aurais fait quand même par devoir. Et puis on ne peut rien contre la bêtise... ».

Quelle leçon concernant les choses de la vie... et celles de la mort pour un gamin de six ans !



France - été 1940

Un ou deux jours plus tard, ce devait être dans l'aprèsmidi du 27 juin, nous étions cinq garnements, c'est-à-dire mes deux cousins et deux cousines Batcave, plus moi-même, train en de jouer paisiblement au fond du jardin dont les terres retenues par un haut mur surplombaient largement place du marché couvert. Je crois qu'il s'agissaitt de la place de la Moutète.

Et c'est précisément ici que s'écrivit une nouvelle et glorieuse page de l'Histoire de France.

En effet, du haut du mur précité, nous avons tout d'un coup vu la place se remplir de véhicules verdâtres portant des croix noires de mauvais augure. De ces engins sortaient des soldats, verts eux aussi, et qui se mettaient à l'aise. Certains, torse nu, voulaient visiblement profiter d'un bain de soleil béarnais, mollement allongés sur les banquettes ou les capots de leurs « voitures de fonction ».

À cette vue, notre sang ne fit qu'un tour. Tandis que les deux filles secouaient les pruniers et poiriers du

jardin et ramassaient les munitions au fur et à mesure, les trois garçons canardaient l'ennemi replié en contrebas.

Notre attaque dura un bon moment, jusqu'à ce que l'idée nous vint – à tout hasard – d'aller prévenir les parents.

Toute la famille était dans le salon quand nous fîmes irruption :

- « Les Allemands sont là, sur la place au bout du iardin! »
- « Ce n'est pas bien de mentir les enfants », répliqua mon grand-père, chef des opérations, « Il ne faut pas raconter n'importe quoi... »
- « Mais si Bon Papa, nous te jurons qu'on les a vus, tu n'as qu'à... »

Le dialogue ci-dessus fut vite interrompu par des « bang ! bang ! » frappés à la porte d'entrée. Mon grand-père alla ouvrir, pendant que nous observions la scène d'un point de vue discret et, nous l'espérions, sécurisé.

 « Bonchour Meuzieu, je zui l'officir gui kommandeu les zoldates gui viennent d'arrifer et gui zont drès vatigués – Je fous demande d'ordonner aux zenfants de ne blus jeder des chozes zur les zoldates – Au refoir Meuzieu. »

La porte une fois refermée sur un sec claquement des talons de l'ennemi, nous attendions la suite avec l'appréhension que suscite le pressentiment d'un cataclysme planétaire.

Or il ne se passa strictement rien.

Deux hypothèses sont alors à envisager :

- ou bien les parents, confus de nous avoir indûment traités de menteurs, choisirent de passer l'éponge en silence, à la fois sur nos exploits militaires et sur leur amour propre meurtri,
- ou bien et c'est de loin l'hypothèse que je privilégie
- les parents s'étaient sentis au fond de leur cœur très fiers de nous : « Ah, les braves gosses ! Tout l'esprit de Verdun ! Avec eux la relève est assurée – on les aura les Boches » (suivant la terminologie en vigueur à l'époque).

Le soir même : musique !

En effet les troupes allemandes avaient, dans leur descente vers les Pyrénées, ouvert les portes d'un camp où les autorités françaises avaient interné à la déclaration de guerre des ressortissants allemands vivant en France, essentiellement des femmes.

La joie des retrouvailles éclata avec « *Gross Musik* » jouée sous le marché couvert toute la nuit ; soldats allemands pourtant « *drès vatigués* » et femmes tout juste libérées, dansèrent toute la nuit, en particulier sur un air qui revenait fréquemment, l'air de Violetta tiré de la Traviata de Verdi.

Depuis maintenant plus de soixante-dix ans, je ne peux plus entendre cet air pourtant admirable, sans revivre la nuit où s'étalait fortissimo, au milieu de notre tristesse, la joie des vainqueurs.

Quoi qu'il en soit, il est évident que les cinq garnements que nous étions à l'époque avaient été chronologiquement les premiers résistants à attaquer physiquement l'ennemi sur le territoire national.

Quand je vous disais qu'une grande page de l'Histoire de France, et en particulier de la Résistance avait été écrite ce jour-là!...



Le lendemain, 28 juin 1940, la mairie d'Orthez affichait un « Avis à la population », dont je possède une copie, et suivant lequel les autorités militaires allemandes assuraient qu'elles ne s'immisceraient en rien dans la vie de la commune et que toutes les activités devaient continuer comme en temps de paix.

... Sauf le moral qui n'était pas comme en temps de paix ! C'est probablement la raison pour laquelle l'enregistrement des faits s'est brusquement arrêté dans ma mémoire pendant trois ou quatre mois et dont je n'ai plus aucun souvenir.

Et bien sûr nous n'avions toujours aucune nouvelle de mon père...

POPULATIONS abandonnées,

faites confiance AU SOLDAT ALLEMAND!

Paris

Septembre - octobre 1940 : Comment sommes-nous remontés à Paris, en combien de temps ? Mystère. Ce qui est certain, c'est que mes grands-parents maternels, ma mère, ma sœur et moi-même nous sommes retrouvés hébergés chez l'une de mes grandes tantes, Tante Lily, elle-même membre de notre expédition jusqu'à Orthez, et qui retrouvait ainsi son appartement du 7ème étage dans la rue des Marronniers, près de la place de la Muette. Pour loger tout le monde il avait fallu louer l'appartement d'à côté.

Si l'exode en plein été n'avait pas soulevé mon enthousiasme - hormis l'épisode de résistance relaté précédemment - l'exode en hiver à Paris avec des restrictions de tout, y compris de chauffage, était encore moins excitant. Il n'y avait d'eau chaude au robinet que le samedi soir, jour du bain pour les enfants. Les adultes devaient se débrouiller autrement, car l'eau chaude qui dépendait du système de chauffage était elle-aussi rationnée.

Le fait que pour la première fois j'allais à l'école, en

l'occurrence au Cours Hélène Boucher, tout près de la Muette, ne me rendait pas le moral. Comment allaisje retrouver ma maison de Fourmies, et mes jouets ? Et quand ?

Restrictions ai-je dit ? Il y avait les « *jours sans pain* », les « *jours sans viande* », etc., etc. et les queues interminables à la porte des magasins lorsqu'il y avait « jour avec... ». Ma mère faisait ce genre de courses misérables, accompagnée de ma petite sœur d'à peine deux ans : cela lui permettait parfois de susciter la pitié des autres personnes et de gagner ainsi quelques places dans le froid hivernal de ces terribles longues queues sur le trottoir.

Un certain jour, il y eut distribution de poisson. Voila donc ma mère et ma sœur à nouveau sur le trottoir : leur tour arrive enfin et ma mère ressort du magasin avec trois poissons emballés dans un journal. Mais le sol étant glissant, maman fit un faux pas et l'un des poissons, malgré son état de mort clinique et apercevant sans doute depuis son paradis l'eau qui coulait dans le caniveau de la rue en pente, jaillit du journal pour aller retrouver son élément naturel! N'écoutant que son courage, ma mère planta là ma sœur, se précipita, et repêcha de justesse le fuyard juste avant la bouche d'égoût!

Bien rincé, ce poisson de caniveau parisien passa à la poêle à frire : à la guerre comme à la guerre.

Les nuits dans l'appartement étaient glaciales et, compte tenu du nombre, nous ne dormions pas loin les uns des autres. On entendait tout événement anormal se produisant dans les chambres voisines, d'autant plus que les nuits de Paris, à l'époque, étaient rythmées de loin en loin par le pas cadencé des patrouilles allemandes.

Soudain, en pleine nuit, un horrible hurlement et le bruit très caractéristique d'une claque retentissante réveillent tout le monde en sursaut. S'ensuit alors une bordée d'invectives en mode majeur. C'est que mon grand-oncle, en voulant attraper sur la table de nuit son verre d'eau, avait manqué le but. Il avait renversé la totalité du liquide, évidemment chambré à la température glaciale de la pièce, dans le décolleté de son épouse, la Tante Lily!

Nous n'avions pas souvent l'occasion de rire en 1940 – mais les acteurs et témoins auditifs de cette scène épique en étaient encore pliés en deux vingt ans plus tard!

La France avait été entre temps divisée en trois parties par l'Occupant : grosso modo la Zone libre au sud, la Zone occupée au centre et à l'ouest, la Zone interdite au nord et à l'est. Par malheur Fourmies se trouvait dans la Zone interdite. Ne pouvaient regagner les villes de la zone interdite que les gens qui y résidaient avant l'exode, mais surtout au prix d'interminables formalités... et au prix de pots de vins versés à des passeurs en cheville avec les autorités allemandes – du moins c'est ce qui me fut expliqué beaucoup plus tard, lorsque j'eus l'âge de raison.

Fourmies

Je pense que notre retour vers Fourmies dut se faire durant l'été de 1941. Je me souviens de l'Ausweiss barré en diagonale d'un trait rouge collé sur le parebrise de la voiture, et de la longue file de voitures ramenant les « touristes malgré eux » au bercail.



Tout se passa bien, mais l'arrivée à Fourmies fut source de nombreuses déconvenues pour les petits comme pour les grands. Les maisons avaient été pillées, plus de jouets, les meubles avaient été fracturés alors qu'ils n'étaient même pas fermés à clé. Ma mère retrouva au fond du jardin les restes de la collection de pots mordorés de Jersey auxquels mon père tenait tant : les Allemands les avaient utilisés comme cibles pour s'exercer au tir, comme s'il s'agissait de vulgaires pipes en terre dans un stand de foire! – J'en passe et des meilleures...

Notre maison n'était plus habitable en l'état, elle était de toute façon située à moins de 50 m à vol d'oiseau du viaduc visé le 10 mai 1940, et par conséquent dangereusement proche d'un objectif d'importance stratégique en ces périodes troublées. Mon arrièregrand-mère mit à notre disposition sa maison beaucoup plus éloignée de la ligne SNCF, celle-là même d'où sa fille vit, le 7 novembre 1918, les plénipotentiaires allemands du Kaiser fixer l'un de ses draps de lit sur leur automobile : le fameux drapeau blanc de l'armistice ! Mais ceci est une autre histoire que j'ai déjà racontée²

Puis ce fut ma première vraiment sérieuse rentrée des classes, en 9ème, avec le tablier gris, l'encre violette, la plume sergent-major, l'ardoise et son fragile crayon qui émettait à l'usage un bruit si particulier...

Nous recevions depuis plusieurs mois les lettres de mon père prisonnier en Allemagne. Ces lettres, obligatoirement écrites sur le papier standard fourni par le stalag, nous arrivaient parsemées de trous rectangulaires découpés par la censure : celle-ci voulait de cette façon soustraire à notre éventuelle sagacité des mots ou des bribes de phrases jugés susceptibles de recéler des message secrets.

Enfin mon père fut rapatrié comme prisonnier de guerre gravement malade, pris en charge par la Croix-Rouge française à son retour sur le sol national, puis démobilisé. Il nous rejoignit finalement à Fourmies en 1942.

La circulation des voitures étant interdite, les voyages hors des environs immédiats se faisaient en train, lesquels étaient « protégés » par un wagon équipé de canons de DCA. On traversait des gares où des locomotives et des morceaux de trains gisaient le ventre en l'air, sur des rails dressés vers le ciel entre les cratères de bombes encore fumants !

J'avais cependant fait une intéressante découverte à l'époque grâce à la SNCF, et beaucoup plus rassurante que l'affût quadruple anti-aérien sur wagon, à savoir : le wagon restaurant.

Imposé par l'Occupant, de couleur rouge foncé, il arborait la marque « Mitropa » surplombant un aigle nazi. Bien sûr, la nourriture n'y était servie que contre tickets de pain, de viande, etc. mais déjeuner en train constituait une expérience tellement fascinante que tout me semblait bon, malgré le manque évident de préoccupation gastronomique côté cuisine, manque dicté bien entendu par les circonstances.

L'ennui c'est que peu de temps après, à l'issue d'un repas familial, et alors que l'on me demandait aimablement si j'avais bien mangé en espèrant de ma

part une réponse globalement positive, j'avais déclaré tout net : « J'aime mieux le wagon restaurant ! » - Un vent glacial avait alors gelé l'assistance..., et il y eut des retombées.

C'est ainsi que, des années plus tard, on me conseillait encore fermement le wagon restaurant à chaque fois que je faisais la moue devant mon assiette...

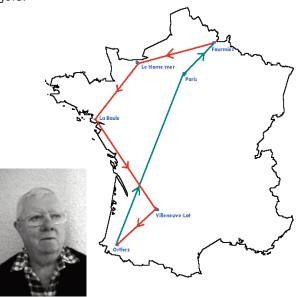
Épilogue

Pendant toute cette équipée, ma famille eut la chance de ne perdre personne par fait de guerre, et tous nos prisonniers revinrent. Malgré les bombardements, les restrictions, le froid en hiver, le manque de médicaments, les expéditions risquées ravitaillement chez des amis fermiers suivies de retours furtifs après le couvre-feu, tout se passa bien. Même ma grand-mère maternelle, opérée d'extrème urgence d'une péritonite aigüe sur sa table de cuisine par le médecin de famille, un ami dentiste faisant fonction d'anesthésiste, et mon grand-père tenant à bout de bras dans chaque main une lampe en guise de scialytique, s'en sortit parfaitement. Il faut dire que ce jour-là, un haut gradé allemand avait été tué par la Résistance et que, par représaille, il avait été (entre autres choses) interdit à quiconque de quitter la ville pour quel que motif que ce soit. Impossible donc de rejoindre un quelconque chirurgien disposant d'une quelconque salle d'opération.

Ceci pour dire que si notre excursion de Fourmies à Orthez aller-retour avait eu ses imprévus, survivre une fois rentrés au bercail ne se révélait pas moins plein d'embûches.

Mais ici, je déborde de mon sujet. L'évacuation était terminée, nous étions revenus à Fourmies ; il restait à attendre le retour de jours meilleurs.

Ce qui se produisit le 2 septembre 1944 lorsque les troupes américaines libérèrent la ville... m'offrant l'occasion d'une nouvelle expérience, secrète celle-là, et d'un dernier souvenir de guerre : ma première cigarette provenant des paquets de Philip Morris que nos libérateurs lançaient à la volée sur la foule folle de joie.



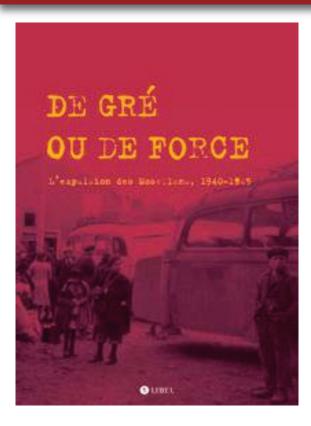
Arnaud Flament et le parcours suivi par sa famille

^{2 :} Cf. Forum : Le Monde en Guerre – « Le drapeau blanc de l'armistice ».



De gré ou de force, l'expulsion des Mosellans, 1940-1945

Présenté par Daniel Laurent



Fiche technique:

De gré ou de force, l'expulsion des Mosellans, 1940-1945, collectif sous la direction de Jean-Éric Iung (directeur des Archives départementales de la Moselle), Éditions Libel, novembre 2010, $16,00 \in$, format $21,5 \times 29,7$ cm, Broché + DVD inclus, 128 pages, ISBN: 978-2-917659-12-0

L'année 40, terrible pour la France, fut dramatique pour la Moselle, abandonnée au vainqueur avec les départements alsaciens.

Très vite, l'occupant met en œuvre son programme d'annexion et de germanisation. Les gêneurs doivent partir au motif qu'ils sont inassimilables, irrécupérables ou simplement inutiles. Refuser de parler allemand fait partie des critères de sélection.

100 000 Mosellans sont expulsés avec un bagage de 50 kg et 2 000 francs de l'époque.

Réunissant documents et témoignages, le livre raconte cette Moselle errante et meurtrie. Ces vagues d'expulsions ont marqué l'identité mosellane. Beaucoup de témoins ont aujourd'hui disparu, parfois sans transmettre l'histoire de cet épisode trop douloureux pour eux.

D'autres ont souhaité raconter. Le DVD inclus dans le livre propose des témoignages très émouvants ou des Mosellanes et des Mosellans d'un âge respectable nous racontent leur exil, leur douleur, leur dénuement mais aussi leur détermination à rester, quoiqu'il arrive, ce qu'ils sont, à savoir des Françaises et des Français.

Notons que les plus massives expulsions prirent place à partir de novembre 1940, soit après Montoire et la déclaration de Pétain du 30 octobre 1940 « Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement. »

Les modalités, en Moselle comme ailleurs, furent très hitlériennes...

Je recommande ce livre à tous ceux qui, au-delà des bruits et fureurs des combats, s'intéressent à l'aspect humain de cette querre.



Ce livre a été publié à l'occasion de l'organisation par le Service départemental d'Archives de la Moselle d'une exposition qui se tient du 10 novembre 2010 au 31 mai 2011.

Tarif: entrée libre

Horaires : ouvert du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 45 et le samedi de 8 h 30 à 12 h 30

Renseignements:

Service départemental des Archives de la Moselle, 1, allée du Château, 57 076 Metz

Tél: 03 87 78 05 00

Site Internet: http://www.archives57.com



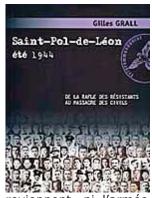
Le coin lecteur

Par Philippe Massé

Nouvelle année littéraire assez riche pour ce début d'année, plusieurs biographies viennent d'être publiées, dont celles de dignitaires nazis qui font toujours couler beaucoup d'encre (Himmler, Heydrich Par ailleurs, Ribbentrop). deux particulièrement intéressants viennent compléter ces ouvrages : « Pierre Brossolette » et « Les carnets du chef des services secrets Français » du général Rivet. Mais face aux majors de l'édition mes coups de cœur vont ce mois-ci à deux ouvrages édités à compte d'auteur : l'un, dédié à la bunkerarchéologie est le fruit des recherches de Patrick Fleuridas, Dirk Peeters et Karel Herbots ; l'autre est le fruit des recherches de Gilles Grall sur la libération de saint Pol de Léon et sur les massacres qui ont encadré celle-ci.

Saint-Pol-de-Léon été 1944

Gilles Grall - compte d'auteur.



C'est l'été de la libération en Bretagne. Les forces du général Patton ont percé à Avranches, l'armée allemande bat en retraite. Saint-Pol-de-Léon vient d'être le théâtre en juin 1944 de l'arrestation des membres du réseau « Centurie OCM » dont faisait partie son grand père Jean Grall. Or le 4 aout 1944, ce ne sont ni les membres du réseau qui

reviennent, ni l'armée américaine qui arrive pour libérer Saint-Pol-de-Léon, c'est le retour de l'armée allemande. Ce retour va être marqué par le massacre d'une partie de la population. Pendant plus de vingt ans, on sera sans nouvelles des membres du réseau Centurie OCM. Ont-ils été déportés, ont-ils été fusillés, l'Histoire répondra 20 ans plus tard.

Ce livre, fruit d'un travail de recherches de 20 ans est largement documenté et illustré. Il nous rappelle que la Bretagne a connu son lot de massacres de populations civiles et nous fait replonger dans cette atmosphère lourde précédant la libération.

Prix 35 € librairie

Bon de commande :

http://memoiredequerre.pagespersoorange.fr/livres/st-pol-de-leon.htm#deb

Constructions normalisées de l'armée de l'air

CONSTRUCTIONS NORMALISEES DE L'ARMEE DE L'AIR



Patrick Fleuridas - Dirk Peeters et Karel Herbots compte d'auteur

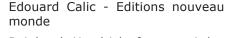
Premier ouvrage à ce jour qui regroupe tous les plans d'ouvrages de la Luftwaffe connus, y compris ceux qui restèrent à l'état de projet. Ce livre contient aussi quelques photos et schémas de matériel (canon, projec--teur, groupe électrogène).

Grâce aux archives de Dirk Peeters et au tri et au classement de Karel Herbots, Patrick Fleuridas a pu réaliser des plans très précis prenant aussi en considération les variantes.

Prix 17 € + le port.

Contacter Patrick Fleuridas sur le forum « Le monde en guerre ».

Heydrich l'homme clé du IIIème Reich



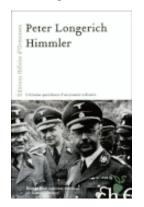


Reinhard Heydrich fut parmi les dirigeants nazis l'un des plus féroces et des plus craints. Cet ancien officier de marine fut distingué par Himmler et mis à la tête du SD, le service de sécurité de la SS. Ayant ainsi autorité sur les services secrets et la Gestapo, il eut entre les mains une puissance qui n'était

quère dépassée que par celle de Hitler lui-même. Il fut avec Himmler l'un des concepteurs de la "solution finale de la question juive ". Nommé protecteur de Bohême-Moravie, le "bourreau de Prague" fut abattu en 1942, à trente-huit ans, par des résistants tchèques. Son vœu ultime fut que la destruction des Juifs soit menée à bien. L'apport essentiel d'Edouard Calic est de dévoiler dans cet ouvrage le rôle joué dans l'ombre par Heydrich dans toutes les provocations et attentats orchestrés par les nazis : l'incendie du Reichstag, qui permit leur prise de pouvoir, la Nuit des longs couteaux, l'assassinat du roi de Yougoslavie à Marseille, la Nuit de cristal, l'affaire de Gleiwitz, prétexte au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le faux attentat contre Hitler en novembre 1939, etc. Sur tous ces dossiers, Edouard Calic met en lumière ce que fut l'action réelle d'Heydrich.

Himmler

Peter Longerich - Editions Héloïse d'Ormesson



Qui était réellement Heinrich Himmler ? Comment imaginer que sous cette apparence banale se cache un des pires criminels du XXe responsable siècle, l'extermination de millions d'êtres humains?

À partir d'archives inédites, de nombreux documents personnels ayant appartenu à Himmler (journal intime, correspondance...), Longerich dresse le portrait

du chef de la SS, concepteur de Dachau, premier modèle des camps d'extermination, ordonnateur de l'Holocauste. Un homme sans charisme, bien loin du mythe aryen qu'il prétendait exalter, mais zélé, devançant sans cesse les attentes du Führer.

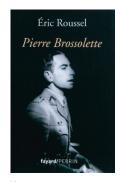


Un homme aussi insignifiant que frustré, qui bascula au cours des années 1920 dans un monde fasciste fantasmatique, dont il n'échappa plus jusqu'à sa mort en mai 1945, après avoir vainement tenté de traiter avec les Alliés. Comme pour « Nous ne savions pas », Longerich étudie l'innommable, sonde la bestialité en scientifique. En puisant dans les carnets d'Himmler, il expose le tueur de l'intérieur. Son portrait est étayé, sa somme minutieusement documentée. monumental travail derecherche qui force l'admiration. L'auteur né en 1955 à Krefeld, Peter Longerich est directeur au Centre de recherche sur l'Holocauste et l'Histoire du XXe siècle à l'université de Londres. Ses travaux sur la République de Weimar et le Troisième Reich font autorité. Il enseigne régulièrement en Allemagne, aux États-Unis et en Israël.

Biographie traduite de l'allemand par Raymond Clarinard (Commentaires éditeur)
Prix 30 €

Pierre Brossolette

Eric Roussel - Editions Fayard/Perrin



Pierre Brossolette fut un combattant et il a payé ses engagements de sa vie. Il reste que la gloire attachée à son nom, son instrumen- talisation au service de la mémoire résistante et de la gauche socialiste ont occulté l'homme et son parcours. Eric Roussel, grâce aux papiers confiés par la famille et à des sources inédites trouvées en Angleterre comme en Russie, a écrit ce que

I'on peut tenir pour la première biographie objective du personnage. Comme pour son « De Gaulle » chez Gallimard, il ne s'agit pas d'ébrécher ni de renverser la statue du Commandeur, mais de la "nettoyer". On apprend ainsi beaucoup sur l'opposition de Brossolette aux accords de Munich, sur ses relations avec Blum, sur son journalisme militant au Populaire, sur sa hantise de la guerre confortée par des jugements au scalpel sur la classe politique des années 1930. Eric Roussel suit les pérégrinations de ce résistant de la première heure, du "Musée de l'Homme" à l'OCM et à Libération-Nord jusqu'à Londres où il va s'acharner à réunir autour du Général toutes les familles spirituelles et politiques. On mesure ce que sa disparition tragique, en 1944, a coûté à la France de la Reconstruction.

Docteur en droit, licencié ès lettres, Eric Roussel est critique au Figaro littéraire. Il est notamment l'auteur d'une biographie de Georges Pompidou, qui a connu un grand succès. (Commentaires éditeur) Prix 23,75 €

Ribbentrop

Michael Bloch -Editions Perrin

Comment un homme, au départ falot et inculte, régna sans scrupules sur la diplomatie du IIIe Reich, depuis son engagement dans le nazisme au début des années 1930 jusqu'à son exécution décidée par le tribunal de Nuremberg.

Propulsé par hasard sur le chemin d'Hitler qui s'apprête à accéder au pouvoir en 1933, Joachim « von » Ribbentrop, représentant en vins fins et



spiritueux, est nommé ambassadeur à Londres en 1936. où il se couvre de ridicule à cause de son incompétence. Ministre des Affaires étrangères de 1938 à 1945, il joue un rôle capital dans les crises qui conduisent à la Après guerre. la victoire allemande, il exerce sur la France une sorte de tutelle personnelle. A aucun moment, les revers subis par la Werhmacht n'ébranlent sa foi dans le succès définitif de son maître, qu'il soutient jusqu'au bout.

Avec une finesse, une exhaustivité et une précision caractéristiques de l'historiographie anglo-saxonne, l'auteur reconstitue la carrière et dessine le portrait d'un homme falot et sans scrupules. Entraîné par sa servilité dans une histoire trop grande pour lui, close par son exécution à l'issue du procès de Nuremberg, il nia toute responsabilité dans la déportation des Juifs, alors que les preuves de sa volonté de l'accélérer, en particulier en France, sont manifestes.

Michael Bloch est l'auteur d'ouvrages sur Edouard VIII, duc de Windsor, entre autres Le Complot Windsor et Buckingham contre les Windsor. (Commentaires éditeur) Prix $12 \in$

Carnets du chef des services secrets 1936-1944 Général Louis Rivet – Editions Nouveau Monde



Ce document exceptionnel et inédit emmène le lecteur au cœur du secret d'État.Le général Louis Rivet (1883-1958) devint chef des services secrets sous le Front Populaire et le demeura jusqu'à la Libération de la France en 1944. Chaque jour, il a consigné sur de petits cahiers ses impressions, noté les rencontres, esquissé certains projets. On y voit à l'oeuvre Édouard Daladier et le général de

Gaulle, le Maréchal Pétain et Pierre Laval, les figures des grands responsables politiques et des principaux chefs militaires de cette époque troublée, fondatrice de la France de la Vème République. On prend, à le lire, la mesure de ce que représente l'action d'un tel rganisme, sous trois régimes, de la République au gouvernement provisoire du général de Gaulle. L'on voit que les responsables politiques étaient parfaitement informés du danger que représentait l'Allemagne nazie et que la lutte contre les espions allemands continua sous le régime de Vichy. Ce document totalement inédit nous entraîne au cœur d'un État en proie aux plus graves crises. Un Journal quotidien (et non des Mémoires) d'un chef du service de renseignement n'a été jamais été publié à ce jour. Ce projet de publication est donc unique pour l'instant.

Une forte introduction historique d'une part et une brève présentation en tête de chaque chapitre présentent les principaux éléments du contexte. Enfin, de courtes notices biographiques concernant les principaux personnages cités par le général Rivet figurent à la fin de l'ouvrage. (Commentaires éditeur) Prix environ 30 €



Forum « les Héros Oubliés»

Présenté par Daniel Laurent

Nous vous présentons dans ce numéro de votre Histomag'44 un sympathique forum spécialisé dans le militaria, toutes époques y compris contemporaine, qui se veut un peu différent, n'hésitant pas à aborder certains sujets politiques et, surtout, à éjecter les « fans » du militaria Waffen-SS. Certains membres sont des fidèles lecteurs de l'Histomag'44 et nous les en remercions.

Nous avons demandé à l'équipe de nous parler du pourquoi de la collection militaire.

Daniel Laurent

La collection est une approche de l'Histoire par l'objet. A partir d'un document, d'un casque, d'une arme, elle amène le passionné à effectuer des recherches sur une unité, une division, une bataille, une stratégie mais aussi sur les causes politiques d'un conflit.

En manipulant un objet, qu'il soit rare et convoité ou banal, le collectionneur se rapproche physiquement de ce qu'a vécu son propriétaire initial et du coup, la guerre n'est plus comme le prétendait Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens ou une notion abstraite faite de cartes et de théories,

mais elle devient une terrible et douloureuse affaire d'hommes.

Les collectionneurs sont des passionnés d'histoire et le forum Les Héros Oubliés en est la preuve.

Ce forum fut démarré sur un coup de tête, ou plutôt, avouons-le, sur un coup de colère des deux fondateurs (dont le regretté Eric dit Husky*) qui en ont eu assez de devoir remettre les points sur les I aux trop nombreux négationnistes et autres admirateurs de l'armée nazie sévissant sur un site bien plus grand et bien plus connu qu'ils ont alors quitté.

Hélas, trois fois hélas, cette espèce est loin d'être en phase d'extinction ...

L'équipe du forum Les Héros Oubliés.

http://www.lesherosoublies.com/forum

*NDLR : La photo du regretté Eric, disparu prématurément, figure dans la bannière du forum, voir ci-dessous.

